

Qui dirige la diplomatie américaine ?

L'audition, le jeudi 23 juillet, de M. George Shultz par la commission d'enquête conjointe du Congrès sur l'« étranger » confirme, et les propos du secrétaire d'Etat sont avérés, de quelle étrange manière fut conduit à un certain moment, sous la présidence de M. Reagan, toute une partie de la politique étrangère américaine. La liste des faits qu'ignorait celui qui était théoriquement le chef de la diplomatie des Etats-Unis est impressionnante. Entre autres détails, affirme M. Shultz, c'est par la presse qu'il prit connaissance, en novembre dernier, des ventes d'armes aux Philippines son gouvernement procédait clandestinement depuis plusieurs mois à destination de l'Iran.

En désaccord avec une option à laquelle il dit s'être opposé lorsqu'elle fut débattue au plus haut niveau de l'Etat en 1985, M. Shultz peut sans doute se voir reprocher de n'avoir pas été par la suite d'une grande curiosité pour savoir ce qui se passait réellement derrière son dos. Dans son témoignage, le lieutenant-colonel North, au demeurant, a indiqué que le secrétaire d'Etat avait une idée suffisante des événements pour ne pas donner l'impression, aujourd'hui, de tomber de la lune.

Le problème mis en lumière par l'enquête des parlementaires américains dépasse pourtant — et de loin — le cas personnel de M. Shultz. Si l'on s'en tient, en effet, aux principaux témoignages recueillis jusqu'à présent, ce n'est pas seulement le secrétaire d'Etat qui était tout déborderement à l'écart de certaines actions internationales menées au nom du gouvernement des Etats-Unis, mais aussi le Congrès et le président lui-même. Situation assurément paradoxale et anormale dans un pays régi, sans doute plus que beaucoup d'autres, par les principes de la « responsabilité » (« accountability ») la plus large et de la transparence.

C'est en vertu de ces principes que, dès la formation de la République américaine, le Congrès, notamment le Sénat, a obtenu d'importantes prérogatives en matière de politique étrangère. Faut-il rappeler que les sénateurs refusèrent en novembre 1919 de ratifier le traité de Versailles, infligeant au président Wilson un cuisant désaveu ? Plus récemment, le Congrès, depuis la guerre du Vietnam, n'a cessé de mener bataille pour limiter les pouvoirs du président dans le domaine international, afin précisément d'éviter que des auxiliaires de l'exécutif, voire son chef lui-même, ne se lancent dans des aventures du genre de celles qu'affectionnait le lieutenant-colonel North.

Sous la présidence de M. Reagan, la CIA, plus encore peut-être que le Conseil national de sécurité, paraît avoir joué le rôle de « bras opérationnel » de la politique étrangère américaine hors de tout contrôle de la représentation parlementaire. Pour parvenir à ses fins, l'ancien directeur de l'agence de renseignements, aujourd'hui décédé, William Casey, homme de confiance de M. Reagan, avait même envisagé la création d'une « CIA bis » encore plus secrète que la première...

Une telle perversion du système américain a de quoi ému le Congrès au moment où est célébré le deux centième anniversaire de la Constitution des Etats-Unis. Toute la question est de savoir si la philosophie des « pères fondateurs », plutôt isolationniste et les mécanismes institutionnels qu'elle a inspirés sont adaptés aux obligations d'une super-puissance.

(Lire page 3 l'article de BERNARD GUETTA.)

La France et les conflits au Proche-Orient

● Un mort dans le détournement d'un DC-10 ● Les tractations Paris-Téhéran dans l'impasse

Des pirates de l'air ont détourné, le vendredi matin 24 juillet, sur l'aéroport de Genève, un DC-10 d'Air Afrique assurant la liaison Brazzaville-Paris et ayant à son bord cent quarante-six passagers, dont une vingtaine de Français. L'appareil a été immobilisé quelques heures avant que les pirates — qui se réclamaient du Hezbollah — ne soient finalement maîtrisés par la police. Un passager, de nationalité fran-

çaise, a été assassiné. M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, devait se rendre dans l'après-midi à Genève.

A Paris, le gouvernement redoutait vendredi en fin de matinée qu'un lien existe entre ce détournement et la crise franco-iranienne alors que les tractations sur le départ des diplomates sont toujours dans l'impasse.

Une semaine après la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, l'impasse demeure totale sur le fond du problème, à savoir le refus absolu de l'Iran de se plier à l'exigence française de voir M. Wahid Gordji se présenter devant la justice.

Le seul arrangement jusqu'à présent conclu en ce qui concerne la protection des intérêts respectifs des deux pays n'a pas encore été officialisé, l'Iran n'ayant toujours pas donné son accord par écrit à la désignation de l'Italie pour s'occuper des intérêts français à Téhéran. Cependant, lors de leurs derniers contacts, Paris et Téhéran ont conclu un accord de principe pour laisser « un nombre » de diplomates « fixés par commun accord » dans les sections d'intérêt.

Le voyage à Bonn de M. Velayati, chef de la diplomatie iranienne, ne contribuera pas à

dénouer l'affaire Wahid Gordji, ainsi que l'espéraient certains. Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait, en effet, adressé jeudi par le canal de la RFA un message à l'Iran concernant la crise franco-iranienne.

Selon un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères, le chef de la diplomatie de Bonn s'est entretenu du différend entre Paris et Téhéran avec son collègue iranien, précisément « sur la base de ce message ». Sans apparemment parvenir à un résultat quelconque, puisque à l'issue de cet entretien M. Velayati a réaffirmé solennellement que M. Wahid Gordji, l'homme au centre de la crise entre la France et l'Iran, était « le numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris » et que son statut de diplomate ne saurait être mis en doute.

« Ce qui se passe dans l'ambassade de France à Téhéran est exactement la même chose que ce qui se passe dans notre ambassade à Paris, et M. Wahid Gordji, numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris, et le premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, M. Paul Torri, seront jugés tous les deux ou aucun ne le sera », a affirmé M. Velayati, ajoutant que l'Iran était favorable à l'application dans cette crise de la convention de Vienne mais ne la respectera que si la France la respecte aussi. Cette convention suppose la réciprocité, a-t-il souligné, déclarant : « Toute l'affaire a été déclenchée par la France. Si elle change son attitude, tout retournera à la normale. »

(Lire la suite page 5 et nos informations page 24.)

Le président de la BIRD face aux critiques

La Banque mondiale déboussolée

La restructuration de la Banque mondiale est fortement contestée à l'intérieur et à l'extérieur, par les Etats contributeurs comme par les pays bénéficiaires. Ces critiques n'ont pas la sérénité de M. Barber Conable, son président depuis juillet 1986.

(Lire page 21 les déclarations au « Monde » de M. Conable.)

Quand la tourmente s'apaisera, sera devenue la Banque mondiale ? Jugée « insensée » dans sa mise en œuvre jusqu'à par ses promoteurs, la restructuration est un

fait irréversible. Mais pour quoi faire ? S'il y avait consensus sur la nécessité de rendre à l'institution une souplesse et une efficacité amoindries au fil des ans par une « douce tendance au rattrapage bureaucratique », l'objectif même de cette cure de jouvence reste flou.

Mieux répondre aux problèmes des pays en développement dont la croissance, voire le décollage, demeure la vocation profonde de l'organisation ? Sans doute. Mais selon quelle stratégie ? Le fait même que cette interrogation reste pour l'instant sans réponse

précise est préoccupant. « Nous avons été entraînés dans une révolution sans idéologie », soupire un cadre de la BIRD. Cela reste à confirmer, répliquent ceux qui soupçonnent les Etats-Unis de vouloir utiliser cet instrument privilégié pour faire passer leur propre « message ».

A priori, l'idée même de réforme répondait à un double impératif, celui de la transparence et de la rapidité de mise en œuvre des opérations de la banque.

FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 21.)

Les radios privées à Paris

La nouvelle liste des autorisations.
PAGE 24

M. Séguin et le trou de la Sécurité sociale



PAGE 20

La majorité et le Front national

M. Léotard jette une nouvelle pierre dans le jardin de ses amis.
PAGE 6

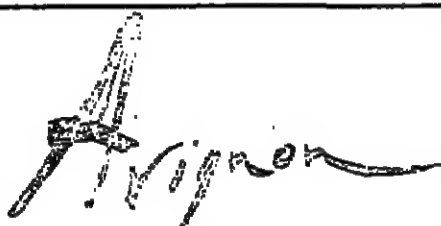
Le baccalauréat en 1987

Une bonne « cuvée », et les scientifiques reviennent en force.
PAGE 7

Concordances des temps

Ladomègue, le sport et l'argent
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 24



■ John Nemeier et les danseurs de l'Opéra de Paris dans le « Magnificat » de Bach. ■ Les distractions de Georges Lavandant. ■ Des kézars plutôt sceptiques à la Chartreuse.
Page 15

Le Monde SANS VISA

■ France : touristes en fuite. ■ Escapes.
■ La table : août-sur-Seine. ■ Jeux.
Pages 11 à 14

Deux ans à la tête de l'Etat péruvien

La belle assurance d'Alan Garcia

LIMA
de notre envoyé spécial

« Nous avons des problèmes, c'est sûr. Nous affrontons d'énormes difficultés, sans aucun doute. Mais au moins nous nous battons. » A quelques jours du second anniversaire de sa prise de pouvoir — le 28 juillet 1985 — le président Alan Garcia apparaît serein, détendu, en apparence toujours aussi sûr de lui, et même volontiers optimiste même s'il a, ces derniers jours, nuancé son discours d'une bonne dose d'auto-critique.

Une « nouveauté », dans un style présidentiel qui demeure par ailleurs flamboyant, lyrique et didactique à la fois. Ce qui n'empêche pas les oppositions de droite et de gauche de dénoncer avec vigueur les « risques énormes », « les insuffisances et les fautes » d'un plan de relance économique mis au point par des conseillers qui se flattent de préférer l'hétérodoxie à l'orthodoxie. Ce qu'un journal habituellement plutôt favorable au gouvernement appelle « persister dans l'erreur ». Ce chef d'Etat, jeune, charismatique, reste sans doute encore très populaire bien que les derniers sondages d'opinion indiquent un certain fléchissement de sa cote,

pour la première fois depuis juillet 1985.

Il paraît cependant davantage préoccupé par les commentaires — qu'il juge « beaucoup trop négatifs et déformés » — de la presse étrangère, en particulier de celle des Etats-Unis. « Que faire, dit-il, pour lutter contre cette mauvaise foi de certains milieux ? Depuis deux ans, nous avons globalement progressé, c'est indéniable, même si nous avons reculé ces derniers mois. Que notre taux de croissance ait été le plus élevé de toute l'Amérique latine en 1986 n'est pas tellement souligné (...). En revanche, dix membres des forces de l'ordre tués par des terroristes dans la Sierra, c'est une nouvelle montée en épingle. La violence existe, mais le Pérou n'est pas le Liban... » Pour défendre cette thèse de l'« incompréhension » de l'étranger, Alan Garcia a reçu l'aide de Mario Vargas Llosa. L'écrivain péruvien, de retour à Lima après dix mois d'absence, se dit choqué par les reportages des télévisions étrangères qui donnent l'impression, selon lui, que le Pérou « est dans une situation de barbarie ».

« En me plaçant dans l'hypothèse la plus pessimiste, dit le président péruvien, je peux admettre que nous affrontons

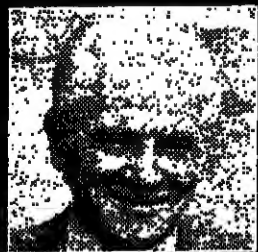
l'une des crises les plus sérieuses du continent, et à plusieurs niveaux. Mais nous faisons face, et de manière bien plus positive et efficace qu'on ne l'imagine à l'extérieur. De grâce, Lima n'est pas Beyrouth... »

« En fait, ajoute-t-il, le Pérou n'est pas engagé dans le conflit Est-Ouest. Ce n'est pas le Nicaragua. Si par malheur nous étions en conflit avec l'un de nos voisins, nous serions sans doute qualifiés de pion soviétique, et notre voisin d'ami des Etats-Unis. Ce n'est pas sérieux. Nos problèmes sont réels et graves. Mais en plus, si je puis dire, je parle. J'ai annoncé et je viens de confirmer que nous ne souhaitons pas payer plus de 10 % de la valeur de nos exportations pour le service de la dette. Je mets en cause l'impérialisme, ce qui est dans la ligne historique de mon parti fondé par Haya de la Torre. Je préconise l'intégration latino-américaine et la solidarité du sous-continent face aux menaces et aux pressions extérieures. Nous préconisons au sein du groupe d'appui à Contadora une solution politique et pacifique en Amérique centrale. Je m'adresse aussi à l'Amérique latine et au-delà, au tiers-monde. Je suppose que cela dérange... »

MARCEL NIEDERGAANG.
(Lire la suite page 3.)

Félicien MARCEAU

de l'Académie française



Les passions partagées

roman

GALLIMARD nrf

هكذا من الاصل

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

Ladoumègue le sport et l'argent

Amateurisme ou professionnalisme ? Le débat sur les financements du sport ne date pas d'aujourd'hui. Jules Ladoumègue en a fait la cruelle expérience pour une somme dérisoire. Dans ce domaine, les temps ont vraiment changé.

par Jean-Noël Jeanneney

LE 4 mars 1932, Jules Ladoumègue, héros français de la course à pied, idole de toute une jeunesse populaire, titulaire de six records du monde, qui s'apprête à porter haut les couleurs de la France aux prochains Jeux olympiques de Londres, voit sa carrière fauchée en plein essor. A l'âge de vingt-cinq ans, il est disqualifié à vie pour avoir manqué aux règles de l'amateurisme. Selon la Fédération française d'athlétisme, qui le frappe de la sorte, il aurait touché 6 000 F (soit à peu près 7 000 F d'aujourd'hui) pour aller courir au Havre, de préférence à Strasbourg.

En 1985, on apprend que Jean-Luc Lagardère et le groupe Matra, prenant en main les destinées du Racing Club de Paris, ont « acheté » le célèbre joueur de football Luis Fernandez, étoile de l'équipe rivale du Paris-Saint-Germain, en lui offrant un salaire mensuel d'environ 700 000 F, soit plus.

Entre les deux événements, un demi-siècle de distance, un gouffre ! Deux univers. Là, les rigueurs d'un amateurisme théorique et déjà hypocrite, ici le triomphe du sport conçu comme une énorme machine commerciale brassant des fortunes. Et pourtant, en dépit de la prodigieuse différence d'échelle, on peut apercevoir dans les circonstances mêmes de l'affaire Ladoumègue le germe d'évolutions futures. Qu'on en juge.

Le destin de Jules Ladoumègue semble l'avoir, d'origine, façonné pour lui donner figure de grand héros populaire. Il y a son enfance tragique à Bordeaux : un père contremaître dans une scierie, disparu avant la naissance de l'enfant, écrasé sous une pile de madriers pour avoir voulu secourir un camarade ; une mère brûlée vive devant sa cheminée quelques jours après lui avoir donné la vie. Il y a une adolescence pauvre et méritoire : recueilli par un oncle et une tante honnêtes et désargentés, le garçon doit gagner sa vie comme aide-jardinier dès l'âge de douze ans, et il mène de front un apprentissage de coureur de demi-fond au sein de l'Union athlétique bordelaise, qui lui vaut un petit prestige local. Il y a enfin l'émergence en pleine gloire, lors de la finale du 1 500 mètres des Jeux olympiques d'Amsterdam en 1928. Il a vingt et un ans. Seul en tête à 300 mètres de l'arrivée, il n'obtient finalement que la médaille d'argent, rattrapé *in extremis* par un Finlandais conquérant. Mais il puise dans cette défaillance retentissante de dernier instant l'énergie de nouveaux élans.

Les chroniqueurs du temps vantent l'aisance de sa foulée, « longue, souple, élastique, plus esthétique que mécaniquement efficace » (1). Il consolide bientôt sa célébrité en conquérant le record du monde du 1 500 mètres, le 5 octobre 1930, en 3 min. 49 sec. 2/10, à la mi-temps du match Racing-Toulon, un record dont il demeura seize ans titulaire. Il accumule alors les lauriers et, au bout d'un an, il détient six records du monde. C'est à ce moment que le coup de tonnerre de mars 1932 le laisse en l'état de ce qu'Antoine Blondin, dans *Un singe en hiver*, a appelé « un jeune homme inachevé » (2).

Il se peut bien que sa disqualification, qui eut un retentissement énorme dans la France entière, ait contribué à détourner le public des stades et de l'athlétisme, vers lesquels Ladoumègue avait drainé sa ferveur. Pour sa part, en tout cas, une fois devenu officiellement professionnel, il n'est pas à même, dans l'état des mentalités, de susciter les mêmes attentions : il n'était pas loin alors des jeux du cirque, comme on le vit le jour où il accepta de s'exhiber contre un cheval au stade Buffalo. Et pourtant sa popularité demeura intacte, au moins jusqu'à la guerre, comme pour témoigner d'une splendeur évanouie, ainsi que le prouve un fameux parcours des Champs-Élysées, de la porte Maillot à la

Concorde, le 10 novembre 1937, où 40 000 Parisiens l'accompagnèrent en triomphe à l'appel d'un hebdomadaire sportif.

Vingt ans plus tard, dans un livre de souvenirs intitulé *Dans ma foulée* (3), Ladoumègue, qui écrit que depuis le jour de sa condamnation « il est comme un pianiste à qui on aurait coupé les mains », explique non sans ingénuité qu'« il n'a jamais exactement compris » ce qui lui était arrivé. Il est vrai que le détail de l'affaire n'est pas clair. Et pourtant, en reproduisant le compte rendu des discussions qui conduisirent à sa disqualification, il donne à voir parmi la confusion des critiques quelques lignes de force de l'événement.

Financement public ou parrainage privé ?

Dès 1927, le bureau de la Fédération commente le cas de Ladoumègue quand il est désigné comme international sur 5 000 mètres. Car un journaliste sportif, Arthur Spitzer, le dénonce dans ses articles comme un « ancien professionnel ». Le président de la Fédération, tout en observant que « Spitzer est influent » et « fait de gros sacrifices pour le Métropolitain-Club », que donc on ne peut pas « méconter un homme comme lui », propose d'attendre pour traiter l'affaire de voir « si ce jeune homme devient champion ».

Et Ladoumègue a ce commentaire : « Si l'on m'avait convoqué, j'aurais rétorqué : — Messieurs, suis-je un professionnel parce que j'ai couru dans les fêtes foraines et sur les routes de mon pays ? Certes, j'ai peut-être touché quelque argent : 10 F, je crois, pour courir 20 kilomètres, et j'aurais une paire de chaussures de 20 F ! Alors ? Plusieurs fois, ce sont les copains qui se sont cotisés pour que j'aie l'air d'un « vrai » coureur... Pourtant, messieurs, personne n'était riche dans ma rue. Sans quoi j'aurais peut-être pratiqué le golf... Mais même la course à pied coûte aux gosses... » (4).

Lorsque l'assaut reprend contre Ladoumègue, au mois de mars 1932, des griefs surgissent qui sont plus précis, plus récents. Il faut savoir que depuis deux ans il a quitté le Stade français pour rejoindre « l'écurie » du Conseil athlétique de la Société générale, club qui a rassemblé autour de lui les meilleurs coureurs du moment : non sans rancœur et rumeurs du côté du Stade français, du « Métro » et du Racing. On reproche au CASG d'avoir, certain dimanche, renoncé à déplacer Ladoumègue et plusieurs de ses camarades à Strasbourg et d'avoir préféré Le Havre, après que le Havre athlétique Club eut offert 6 000 F pour les attirer. Le président de ce club, M. de Sousa, aurait reconnu le fait en privé — mais il se déroba quand on lui demanda de témoigner devant le bureau, constitué en instance de discipline. Le plus probable est que cette somme est allée dans la caisse du club et a servi à financer le voyage des camarades du coureur.

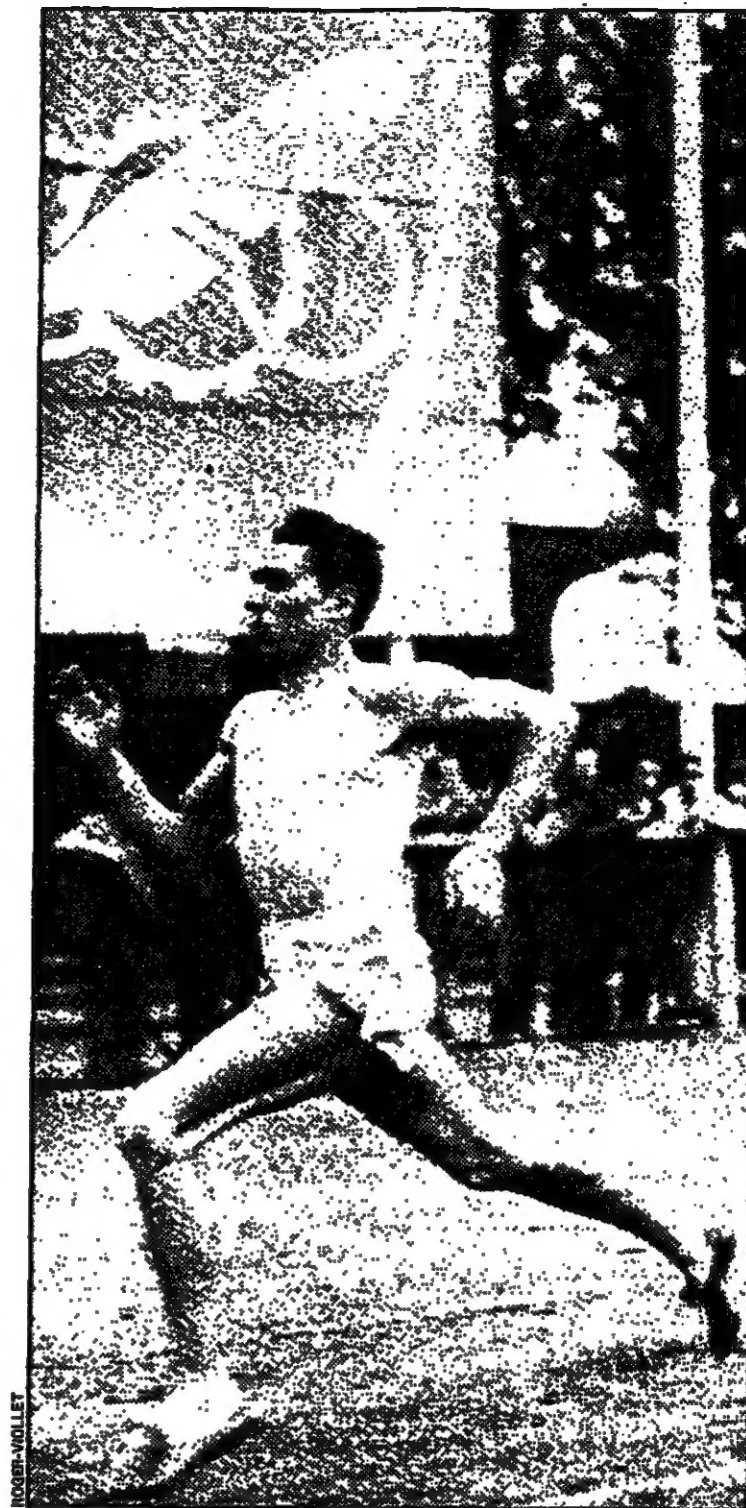
Ladoumègue : « J'ai fait 3'56" au 3 500 mètres. Jamais une réunion d'athlétisme n'avait au Havre obtenu un pareil succès. Record d'affluence — six mille spectateurs — et naturellement record de recettes battu. »

Quelques membres : Bravo, bravo, Julot !

Le président : Silence. La question n'est pas là. Vous avez touché 6 000 F au Havre ?

Ladoumègue : Faux. M. de Sousa serait présent s'il était d'accord avec ces propos.

C'est donc sur la foi de ces déclarations floues, et que leur auteur ne soutint pas jusqu'au bout, que le CASG fut rayé



de la Fédération et Ladoumègue, quelques jours plus tard, cassé.

Le sport rapporte de l'argent — au Havre et ailleurs, — et il en coûte beaucoup. Comme le notait un jour Hemingway : dès qu'un sport est suffisamment attrayant pour que le spectateur accepte de payer sa place, le germe du professionnalisme y est contenu (5).

DANS ces conditions, une première chose est claire : dès lors que tel ou tel sport se développe, avec un recrutement populaire des athlètes, dès lors qu'on élargit le « vivier » des champions au-delà du monde restreint des milieux aisés, où chacun peut pourvoir à son propre entretien, il faut une source avouée de financement. Typiquement étant la pire des solutions, faite naturellement pour envelopper toutes les turpitudes. Les « mousquetaires » de la Coupe Davis, qui illustrèrent le tennis français entre les deux guerres, étaient des bourgeois, et c'est à la fin de sa carrière que tel ou tel (voyez Lacoste) put tirer profit très honorablement de la gloire acquise sur les courts pour faciliter ses affaires — hors d'atteinte alors des faux moralistes. Pierre de Coubertin lui-même était plus réaliste qu'on ne le croit souvent, écrivant dans ses *Mémoires olympiques* : « Pour moi, le sport était une religion avec église, dogmes, culte... mais surtout sentiment religieux. Il me paraissait aussi enfantin de relater tout cela au fait d'avoir touché une pièce de 100 sous que de proclamer d'emblée que le bedeau de la paroisse est nécessairement un hypocrite parce qu'il a un traitement pour assurer le service du sanctuaire... Cependant, faute de mieux, j'entendais bien qu'il fallait admettre certaines règles, dresser certaines barrières, plus ou moins fictives » (6).

A défaut de fortune personnelle, quelles solutions ? L'affaire Ladoumègue en permet assez bien le recensement. Certains souhaitent l'intervention directe de l'Etat. Jean Girardoux, à l'époque, plaide pour une sorte de service public du sport. Quelques jours après le coup de théâtre du 4 mars 1932, il écrit dans *l'Intransigeant* : « Un champion non seulement illustre son sport, mais le crée dans une certaine mesure (...). Si l'Etat avait alloué à Ladoumègue, comme je l'ai proposé jadis, une bourse semblable à celle qu'accrochent les savants dont le nom est synonyme de désintéressement, le comité l'aurait-il considéré comme professionnel ? Si son club s'est substitué à l'Etat défaillant

pour fournir une atmosphère morale de tranquillité et d'admiration nécessaire au champion, pour sa condition physique même : s'il lui a donné des billets de première et des hôtels de premier ordre, alors que le comité ne lui offrait que des secondes (...), est-ce là un crime ? »

Dès lors qu'est bouchée la voie du financement public, on trouve bientôt le chemin du parrainage par une marque commerciale. Dans le cas de Ladoumègue, il est notable que la Société générale intervient déjà — sur une échelle réduite — selon cette modalité. Le président de son club, Puy, ne cache pas qu'il répond volontiers en priorité pour l'envoi de ses coureurs aux demandes des directeurs provinciaux de la banque. Ladoumègue est employé par celle-ci, et il gagne 810 F par mois, « salaire de base des employés nouveaux » selon les déclarations de Puy, qui est lui-même cadre important de la maison. (Il aurait pu ajouter que le père adoptif de Ladoumègue a été embauché à 1 000 F par mois comme gardien du stade Jean-Bouin, qui appartenait au club de la SG et y est logé dans un pavillon longtemps désaffecté.) D'où ces propos au bureau de la Fédération :

« Puy : A cette époque, nous avons jugé utile de laisser [Ladoumègue] tranquille dans son bois de Boulogne. Nous l'avons fait également dans votre intérêt car, si je ne m'abuse, il vous a gagné tous vos succès internationaux. »

Quelques membres : C'est un mauvais exemple pour les autres athlètes qui travaillent durement : il les décourage (...). Un athlète amateur doit travailler. — D'autres membres : Ladoumègue travaille pour la France (bagarre générale...) (8).

Tout cela apparaît bien bénin pour un regard d'aujourd'hui. Mais pourtant, c'est bien l'annonce de la situation actuelle. Il y a une différence de degré, et non pas de nature, avec nos hommes-sandwichs contemporains, constellés de « logos », comme un maréchal soviétique de décorations. Le sport est devenu une affaire comme une autre, où se brassent des sommes d'argent gigantesques (9), avec au terme de l'évolution cette déclaration remarquable de Jean-Luc Lagar-

Prochain article :
l'absinthe et la bière
(numéro du 27 juillet daté 28)

dère, président du Racing Club de France : « Nous nous sommes fixés le but de réussir avec la chair humaine, comme nous l'avons fait avec la matière » (10).

Le dernier écho de l'affaire Ladoumègue dans notre paysage d'aujourd'hui concerne la place de la presse écrite et audiovisuelle. On a vu que les attaques déclenchées contre le coureur l'ont été, à l'époque, à l'initiative du rédacteur en chef de *Sporting*. Ce rôle de contrôleur des règles du jeu, la presse sportive l'a joué jusqu'à nos jours. Il y avait une anthologie à faire des articles de Jacques Goddet dans *l'Equipe* au cours des années 1950-1960, lorsque montait, la télévision aidant, l'influence du commerce sur le Tour de France.

Un pas est franchi en 1954, quand le coureur italien Fiorenzo Magni signe à titre personnel un contrat avec les crèmes Nivea. Goddet s'indigne alors, s'emportant contre ces « gaillards qui entendent réformer l'organisation du cyclisme (...) en se vendant à des firmes d'appartenance pas à l'industrie du cycle, et qui ont pour seule préoccupation d'attirer, par dizaines de millions, une fortune dont les brèves sont refusées à tous les passés diaboliques qui ne font pas concession à leurs principes », et pour cela s'efforcent d'« exhiber le plus d'affiches vivantes et pédalantes » (11). Jacques Goddet est toujours directeur du Tour de France aujourd'hui, mais ses propos apparaissent bien désuets à l'heure où Bernard Tapie « achète » Greg Le Mond pour 1 million de dollars. Dès 1964, Jacques Anquetil avait choisi la franchise, ne se cachant plus de faire dépendre sa participation à des épreuves sportives de conditions exclusivement financières (12).

ES choses se compliquent quand la presse se mêle elle-même d'organiser les événements sportifs. Alfred Spitzer, le journaliste de *Sporting*, fuit aussi l'animateur du Métropolitain-Club, ce qui pouvait colorer son intervention d'un halo incertain. Et *l'Equipe* est, avec le *Parisien libéré*, comme on sait, propriétaire de la Société du Tour de France.

Le droit à l'information

Or cela peut être de grave conséquence dès lors que surgit la question du droit à l'information — question ignorée au temps de Ladoumègue tant elle aurait paru alors incongrue. Le conflit qui a éclaté, en novembre 1986, entre Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux, et les journalistes, a posé brutalement le problème devant le grand public. M. Bez décida de monnayer l'accès de la presse sur le stade et dans les vestiaires. Les journalistes regimbèrent et on aboutit à un proche retentissement instantané par *l'Equipe* et à une « grève » de la presse sportive les 23 et 24 novembre 1986 (13). Mais si M. Bez fut le plus têtard, il ne fut pas le seul à se battre pour le droit à l'information. Ce n'est pas sans mal qu'à l'occasion des Jeux olympiques de Los Angeles, en 1984, les radios françaises purent défendre leur droit à accéder gratuitement aux spectacles sportifs et à ne pas payer — en principe — autre chose que les prestations techniques et les commodités fournies par les organisateurs.

Jacques Marchand, président du Syndicat des journalistes sportifs, écrivit très justement à l'occasion de l'affaire de Bordeaux : « Le spectacle sportif perd toute crédibilité s'il n'est pas « reporté », commenté, analysé, illustré et filmé par une presse spécialisée indépendante, ce qui implique notre souci de protéger nos confrères de l'autorité et de l'humour des dirigeants organisateurs et de l'influence des publicitaires tentés de sortir de leur rôle » (14). On ne peut pas mieux dire — mais cela suppose que, dans ces affaires d'argent, des principes à la fois réalistes et rigoureux soient fixés, que les circuits financiers soient transparents et que les comptabilités soient claires. Au temps de Ladoumègue, on jouait à tout petit prix ; mais déjà on trichait. Une vie en fut brisée, et le sport tout entier blessé.

- (1) Gaston Meyer, *l'Equipe Magazine*, 4 octobre 1980. (Pour le cinquantenaire du premier record.)
- (2) Repris de Maurice Vidal dans sa nécrologie de Ladoumègue, *le Monde*, 12 mars 1973.
- (3) Paris, Amiot-Dumont, 1955.
- (4) *Ibid.*, pp. 90-91.
- (5) *Ibid.*, p. 104.
- (6) Cité par Jean Meynard, *Sport et Politique*, Paris, Fayard, 1966, p. 33.
- (7) Cité dans *l'Equipe* après la mort de Ladoumègue, 5 mars 1973.
- (8) *Dans ma foulée*, p. 102.
- (9) Cf. pour une vue d'ensemble Jean Durry, « Sport et money », *Universalia* 1987, Encyclopédie Universalis, pp. 367-373.
- (10) Interview à Paris-Normandie, 30 janvier 1985, cité par Philippe Simonnot, « L'âge de la sponsoirisation », *Esprit*, numéro spécial *le Nouvel Age du sport*, avril 1987, p. 251.
- (11) *l'Equipe*, 14 juin 1954. Cité par Maxime Amis, *Né pour courir. Sport, pouvoirs et rébellion (1944-1959)*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1987, p. 86.
- (12) Jacques Anquetil, *Je suis comme ça*, Paris, Union générale d'édition, Paris, 1964 (cf. chapitre IV, « Carus sur table »).
- (13) Patrick Mignon, « Le cas du président Bez », *Esprit*, numéro cité, pp. 259-263.
- (14) *l'Equipe*, 23 novembre 1986, cité par Patrick Mignon, *ibid.*

ÉTATS-UNIS : l'enquête du Congrès sur l'« Irangate »

M. Shultz a durement mis en cause l'amiral Poindexter et William Casey

WASHINGTON
de notre correspondant

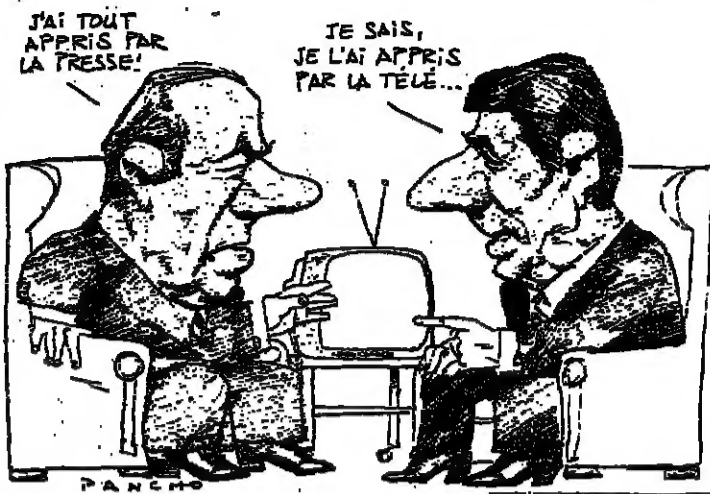
A la gauche du secrétaire d'Etat, il n'y avait pas de star du barreau pour lui souffler ses réponses, et devant ce même micro, où d'autres avant lui avaient en des trous de mémoire, M. George Shultz, lui, se souvenait.

Il se souvenait même tellement bien que les parlementaires de la commission d'enquête sur l'« Irangate », n'avaient pas vraiment besoin, jeudi 23 juillet, de lui poser de vraies questions. Une petite relance de temps à autre, et cet homme, d'ordinaire si impavide, reprenait avec une fureur à peine contenue le récit de sa « bataille » contre l'ancien conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral Poindexter, et l'ancien directeur de la CIA, William Casey, aujourd'hui mort.

En direct, devant les caméras de télévision, on apprend ainsi qu'il a dû se battre contre l'entourage présidentiel pour obtenir une audience dans le bureau ovale, qu'il était tellement fatigué de la « sorte de guérilla » que lui faisaient subir les fonctionnaires du Conseil national de sécurité qu'il avait, en août dernier, présenté pour la troisième fois sa démission; enfin, qu'un deuxième couteau de la Maison Blanche pouvait, à un moment, ne sentir assez fort pour empêcher le chef de la diplomatie américaine d'obtenir un avis quand il devait partir en visite officielle; bref, le secrétaire d'Etat comptait si peu qu'il ignorait tout ou presque d'une politique conçue et menée sans qu'on lui demande son avis.

Les détails sont tellement humiliants que M. Shultz pourrait finir par se ridiculiser lui-même, mais l'on sent en même temps une telle obstination chez cet homme dont les phrases favorites sont « cela reste à voir » et « rien n'est jamais acquis à Washington », qu'il force au contraire l'admiration puis l'admiration sympathique de la commission d'enquête. Car, après tout, s'il était traité par-dessous la jambe, c'est néanmoins sous sa direction que le département d'Etat a réussi à favoriser le retour pacifique des dissidents philippins et haïtiens, l'élection de M. Duarte à la présidence du Salvador et surtout cette reprise du dialogue avec Moscou qui devrait bientôt déboucher sur la signature du premier accord de réduction des armements — rien qui ne déplaie au Congrès.

Ce que l'histoire pourrait retentir comme les réussites de la politique étrangère républicaine, c'est à lui qu'elles reviennent, et pour parvenir à ses fins, il a toujours su faire le



« J'ai tout appris par la presse... » « Je sais, je l'ai appris par la télé... »

gros dos, revenir à la charge et ne pas partir tant qu'il restait un espoir de l'emporter.

Alors il raconte, tout tranquille, que ce n'est qu'en novembre dernier qu'il a appris en lisant la presse que M. Reagan avait signé, en janvier 1986, une directive autorisant les ventes d'armes secrètes à l'Iran; que ce n'est qu'en juin de l'année dernière qu'on a bien voulu l'informer que l'Arabie saoudite avait versé 1 million de dollars par mois à la guérilla antisauoudienne en 1984 et 1985; ou que ce n'est, entre autres, qu'en décembre dernier, alors que toute l'affaire avait déjà éclaté, qu'il a découvert que, quelques semaines plus tôt, le lieutenant-colonel North négociait, toujours avec les Iraniens, la libération des otages de Beyrouth, en échange, notamment, de la libération de dix-sept terroristes emprisonnés au Koweït.

M. Reagan « furieux »

« Cela m'a rendu malade », dit-il avant de raconter comment il est aussitôt allé alerter M. Reagan qui en a été « stupéfait » et « furieux », et qui a « profondément réalisé », à cette occasion, que quelque chose n'allait vraiment pas. Trois petits mots — à cette occasion — « pesent » très lourd, car ils signifient implicitement qu'avant cela, c'est-à-dire après dix-huit mois d'échec avec les Iraniens et un bon mois déjà de tempête politique aux Etats-Unis, M. Reagan n'avait rien réalisé du tout.

Que ce soit réellement ce qu'il croit ou qu'il veuille simplement ne pas publiquement accuser le président de mensonge, le secrétaire

d'Etat épargne M. Reagan sur un point majeur en se disant convaincu qu'il ignorait effectivement que les « contrats » étaient financés par les bénéfices des ventes d'armes à l'Iran.

C'est l'essentiel pour la Maison Blanche, mais, cela mis à part, M. Shultz ne fait rien pour conforter l'image personnelle de M. Reagan. Il se souvient ainsi que le 7 décembre 1985, après que lui-même et M. Weinberger, le secrétaire à la Défense eurent mis en avant les obstacles légaux à la livraison d'armes à l'Iran, le président leur avait répondu : « Le peuple américain ne me pardonnera jamais si je ne fais pas sortir ces otages à cause de ce problème légal ».

Le rôle

de l'ancien directeur de la CIA

En clair, contrairement à ce qu'a toujours affirmé M. Reagan, il s'agissait bel et bien d'une opération de rachat d'otages, par essence contraire à toute la politique antiterroriste officiellement prônée au monde par les Etats-Unis.

Chaque détail donne à comprendre de quel côté de la « bataille » était le président, mais M. Shultz laisse à ceux qui l'écoutent le soin de tirer leurs conclusions; en apprenant, entre autres, qu'en décembre dernier M. Reagan avait redonné un feu vert à William Casey pour occuper des contacts avec l'Iran, alors même qu'il venait d'annoncer que seul M. Shultz était désormais habilité à les conduire.

Il est vrai que pour obtenir cette décision aussitôt contournée, le secrétaire d'Etat avait dû provoquer un scandale en allant à la télévision déclarer qu'il ne devait plus y avoir de ventes d'armes à l'Iran mais que,

il n'était pas, sur ce point, autorisé à parler au nom de l'ensemble du gouvernement. Tout, absolument tout, baissait dans le mensonge, la tromperie et les pièges les plus brutaux. Le tableau général du fonctionnement de cette équipe est consternant, mais M. Shultz ne cesse de rendre hommage à M. Reagan et concentre son tir sur MM. Casey et Poindexter.

C'est clairement eux qui sont visés par le secrétaire d'Etat quand il dit comment il n'a cessé de mettre en garde le président contre les gens qui « le trompaient et lui mentaient » et ce sont encore eux qui sont accusés d'avoir « essayé d'utiliser les indispensables qualités de communication (de M. Reagan) pour lui faire prononcer un discours et donner une conférence de presse (qui) les tirent d'affaire ».

C'est M. Casey qui est en cause quand George Shultz explique que bien avant toute cette affaire, il était « mal à l'aise » avec les dossiers de renseignement qui lui étaient fournis. C'est l'amiral Poindexter, dont les déclarations sont qualifiées de « stupides » et c'est, au bout du compte, tout un fonctionnement de la Maison Blanche qui est dénoncé lorsque M. Shultz insiste sur l'absolue nécessité de séparer la collecte et l'analyse du renseignement de la définition et de l'application de la politique du pays.

Le secrétaire d'Etat insiste tellement sur ce point qu'il faudrait ne pas vouloir entendre pour ne pas comprendre l'ampleur du rôle politique que William Casey, dans l'ombre, jouait auprès de M. Reagan — dans cette ombre où agissait un lieutenant-colonel qui ne cache pas qu'il prenait ses directives et faisait rapport auprès de l'ancien « directeur ».

Miracle: le triste M. Shultz a maintenant de l'humour, de grands gestes vengés, et fait rire le Congrès, qu'il s'est mis dans la poche en déclarant avec une conviction certaine: « On ne peut pas dépenser des fonds que le Congrès ne vous a pas autorisés à obtenir ou n'a pas votés (...) Je veux qu'on sache dans notre pays et en dehors de ses frontières que le service de l'Etat est une chose honorable et gratifiante et que personne n'a le droit de trahir pour servir l'Etat ou travailler dans le domaine de la politique étrangère ».

Après avoir servi sous quatre présidents républicains, fait fortune dans l'industrie privée et bientôt achevé sa carrière politique, M. Shultz est venu dire que le conservatisme qu'il a défendu toute sa vie relevait d'autre chose que des mauvais romans du colonel North.

BERNARD GUETTA.

CANADA : vingt ans après le voyage du général de Gaulle

Les indépendantistes québécois ne forment plus qu'une maigre cohorte

MONTREAL
de notre correspondant

« Que la ville de Montréal ait enfin la décence de donner à une grande avenue ou à une place importante le nom du général de Gaulle ». C'est l'appel lancé récemment par M. Jean-Marc Lévesque, haut fonctionnaire québécois et ancien secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (organe qui rassemble depuis près de vingt ans les pays francophones), n'a pas encore eu d'écho.

Les Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou indépendantistes, sont unanimes : la visite du général de Gaulle en juillet 1967, abruptement écourtée après le « Vive le Québec libre » lancé du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, fut un moment marquant de leur histoire. Pourtant, les édiles montréalais ont systématiquement « oublié » le grand homme lorsqu'ils ont eu à baptiser les squares, les rues, ou même les passages, les rues, ou les passages.

Les Montréalais ont eu l'occasion de revoir sur leurs écrans le discours historique du 24 juillet 1967, lorsque M. François Mitterrand est venu, fin mai, au Canada et au Québec en visite officielle, la première d'un président français depuis celle du général de Gaulle. Ils ont mesuré le temps écoulé en regardant la foule d'alors réagir — avec quel enthousiasme — à l'exhortation qui leur était adressée.

« Cette acrobacie n'inspirait un vague malaise », avoue tout de même M. René Lévesque, qui a fondé le Parti québécois (indépendantiste) en 1968. « Rien ne

me semblait moins indiqué qu'un tel recours à la caution extérieure, si prestigieuse fût-elle », écrit celui qui fut premier ministre du Québec de 1976 à 1985, dans ses Mémoires parus l'année dernière. « Un Québec libre certes, mais que cette liberté n'apparût surtout pas comme un produit d'importation », poursuit-il.

M. Lévesque estime néanmoins que les Québécois se doivent toujours d'exprimer leur reconnaissance au général qui a « porté d'un seul coup le nom du Québec dans les coins les plus insolites de la planète ». Sans lui et sans ses successeurs, le Québec n'aurait sans doute pas obtenu la place qu'il occupe actuellement au sein des instances de la francophonie. C'est du moins ce qu'ont souligné les journaux montréalais ces derniers jours.

Mais, depuis l'échec du référendum de 1980 sur la souveraineté-association du Québec, les indépendantistes « purs et durs » sont dans une impasse. Rassemblés au sein du Parti indépendantiste, du Rassemblement démocratique pour l'indépendance ou restés au Parti québécois, ils ne sont plus que trois mille tout au plus.

Leurs témoins ont néanmoins tenu à déposer une gerbe d'iris versicolores, les lys sauvages du Québec à la mémoire du général. Ils ont cherché un endroit propice et n'ont trouvé à Montréal, à défaut d'une rue ou d'une stèle, ... que le monument aux morts des résistants français.

MARTINE JACOT.

ÉQUATEUR

Vive émotion à la suite de l'assassinat d'un évêque et d'une religieuse par des Indiens

La mort de l'évêque Alejandro Lavaca Ugaldé et de deux sœurs, tués à coups de lances et de flèches dans la forêt vierge de l'Amazonie équatorienne par des Indiens Aucas (le Monde du 24 juillet), a provoqué une grande émotion en Equateur et a réveillé le souvenir de missionnaires américains tombés, il y a une dizaine d'années, sous les flèches de ces mêmes Indiens dont certains se refusent absolument à tout contact avec la « civilisation ».

Mardi 21 juillet, les deux religieux, qui cherchaient à entrer en contact avec une tribu des Aucas Huasorani, s'étaient fait déposer en hélicoptère dans les profondeurs de la selva, la forêt vierge limitrophe du Pérou, à 250 kilomètres à l'est de Quito. A son retour, le lendemain, le pilote de l'hélicoptère avait retrouvé les corps de l'évêque et de la religieuse transpercés de flèches empoisonnées et de coups de lance.

Mgr Lavaca Ugaldé, évêque d'origine espagnole, naturalisé équa-

torien, était un grand défenseur des tribus indiennes et avait déjà fraternisé avec de nombreux groupes de la famille des Aucas. Ces Indiens vivent dans la région baignée par le rio Napo, affluent de l'Amazonie, région riche en pétrole, premier produit d'exportation de l'Equateur. Certaines ethnies se sont soumise aux tentatives de « civilisation » des autorités civiles et religieuses, d'autres, de redoutable réputation, ont toujours résisté, tout en reculant plus à l'intérieur de la selva sous la pression de l'exploration pétrolière.

Les dirigeants de la Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne ont qualifié la mort des deux religieux d'« accident regrettable » à mettre sur le compte d'un « malentendu », précisant que les Indiens de la région, dont beaucoup ont déjà été exterminés, cherchent un système de défense pour protéger ce qui reste de leur territoire. — (AFP.)

Deux ans à la tête de l'Etat péruvien

La belle assurance d'Alan Garcia

(Suite de la première page.)

Alan Garcia est manifestement un homme de parole. Il préfère le discours à l'explication de texte. Il est plus à l'aise dans l'improvisation. Il aime le geste spectaculaire, les bains de foule malgré les risques évidents et les menaces — plus précises depuis un an — les initiatives parfois jugées intempestives lors de ses déplacements à l'étranger. En bref, un comportement qui depuis deux ans a suscité des grognements de dents dans certaines capitales. Une « insolence » de jeune homme, selon ses adversaires, mais qui ne semble pas le préoccuper. Il assume ce rôle avec ironie.

La grève des policiers

« Quand des pilotes militaires ont survolé le palais présidentiel en avril, dit-il, je n'ai pas lancé d'appel au peuple. La discipline a été rétablie sans aucune négociation par la destitution du commandant en chef de l'armée de l'air. Le militarisme

est sans doute une menace virtuelle pour les régimes démocratiques d'Amérique latine. Mais la question ne se pose pas ici. La décision prise par l'exécutif de créer un poste de ministre de la défense, éventuellement occupé par un civil, a été approuvée par le Parlement. Le seul problème qui s'est posé récemment dans les forces de l'ordre était lié à une revendication salariale, la grève des policiers en mai n'était pas politique ».

Le moins que l'on puisse dire, pourtant, est que l'optimisme fonder du président Garcia a été mis à rude épreuve depuis le début de cette année. En février 1975, une grève des policiers avait dégénéré en émeute et marqué le commencement de la fin du gouvernement du général Velasco Alvarado. En juin dernier, une nouvelle menace de grève de la police coïncidait avec le premier anniversaire du massacre de quelque trois cents détenus politiques dans les prisons de la capitale, une coïncidence troublante, et un « rappel » préoccupant pour les diri-

geants, qui ont franchi cette épreuve avec un soupir de soulagement.

Autre volet d'actualité : la détermination de la situation économique a été admise par le chef de l'Etat, qui estime cependant que le « modèle » défini et appliqué depuis 1985 « n'est pas en cause ». Il convient « de le corriger et de l'améliorer ». Ce à quoi tendent les mesures annoncées le 5 juillet. On estime dans les milieux financiers qu'elles risquent de déclencher un processus inflationniste incontrôlable et d'aggraver le déficit fiscal. Ce que conteste absolument le président Garcia. On admet pourtant dans son entourage que la relance du plan est un « pari », tout en affirmant que les réserves syndicales, en particulier celles de la CGTP proche du Parti communiste, « ne sont pas significatives », la « grande majorité des travailleurs n'étant pas syndiqués ».

Il est clair d'autre part que la relance économique dépend en grande partie de la confiance du secteur privé (les dix-huit principaux groupes économiques que l'on appelle à Lima les « douze apôtres ») et de la participation d'un « point de vue » d'apathie et d'indifférence que d'enthousiasme.

Une constatation admise par les proches du président Garcia, et qui ne manque pas d'être préoccupante si l'on ajoute, au chapitre des « points noirs », la corruption administrative, déplorée par tous mais non jugulée, et l'inefficacité d'un appareil d'Etat dont les lourdeurs bureaucratiques sont non moins régulièrement dénoncées par les Péruviens.

Le fleau

numéro un
L'insurrection armée du Sentier lumineux dure maintenant depuis sept ans et c'est, avec la montée du trafic de drogue, le fleau numéro un du Pérou. Attentats, massacres,

ripostes souvent brutales et aveugles des forces de l'ordre : le bilan est lourd depuis 1980. Les années les plus « noires » se situent pourtant en 1983 et en 1984, à la fin du gouvernement Belaunde. Peu après sa prise de pouvoir, Alan Garcia estimait que l'insurrection du Sentier était une « guerre d'usure », admettant implicitement qu'il ne voyait pas de solution à court terme. Il affirmait aussi vouloir respecter les droits de l'homme et refuser de « répondre à la barbarie par la barbarie ».

La répression sanglante, en juin 1986, de la mutinerie des militants du Sentier lumineux dans trois prisons de la capitale — répression publiquement condamnée par le président Garcia — a jeté une ombre sur ces bonnes intentions. Et l'opposition de gauche réclame encore aujourd'hui le « châtiment des coupables ».

« Il y a vingt-cinq détenus », confirme Alan Garcia. L'enquête se poursuit. On note depuis deux mois une très nette récession des activités proprement militaires du Sentier, à l'intérieur comme dans la capitale. Le général Flores, actuel ministre de la guerre, affirme même que les départements les plus touchés « aujourd'hui pacifiés à 85 % ».

Ce n'est peut-être qu'un répit. Mais le chef d'Etat, naturellement, s'en félicite. Sur son bureau, un dossier délicat : celui de la demande de libération de quatorze détenus politiques qui prétendent appartenir à des formations de gauche et non pas au Sentier. Après deux ans d'exercice de la présidence, Alan Garcia médite sur les difficultés du pouvoir. Il cite volontiers de Gaulle, fait l'éloge de l'autocritique et admet que le plus dur, à sa place, est finalement de « vaincre l'incompréhension », car « les applaudissements n'impliquent pas nécessairement la bonne volonté ».

MARCEL NIEDERGAU.

Demain, Le Monde est tout oui.

CREDIT LYONNAIS.
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

صكنا من الاجل

Europe

URSS

L'agence Tass reconnaît
que les Tatars de Crimée ont été victimes
d'« injustices » sous Staline

Moscou (AFP-AP). — L'agence Tass a reconnu jeudi 23 juillet que les Tatars de Crimée avaient été victimes d'« injustices » sous le régime de Staline et a indiqué qu'une commission examinait leurs doléances.

Dans la nuit, une centaine de Tatars manifestaient près du comité central pour réclamer le droit de vivre en Crimée, d'où ils ont été chassés en 1944 sur ordre de Staline qui les accusait de « collaboration avec les nazis ».

Les manifestants ont ensuite effectué un sit-in à l'entrée de la place Rouge, jusqu'à la nuit. C'est la première fois que les forces de l'ordre tolèrent une manifestation de cette ampleur et de cette durée à Moscou. Les policiers avaient bouclé tout le secteur, y compris la place Rouge.

De manière inattendue, l'agence Tass a diffusé une déclaration dans

la soirée (sur le principal journal télévisé), sur les revendications des Tatars. L'historique de cette déclaration, reproduite vendredi 24 juillet dans la presse, est cependant loin de constituer une réhabilitation.

En 1944, Staline avait fait déporter 400 000 Tatars de Crimée en Asie centrale et dans d'autres régions de l'URSS. Au moins 100 000 d'entre eux avaient péri au cours de leur transfert.

Les protestataires ignorent la composition de la commission — créée le 9 juillet et présidée par le chef de l'Etat Andreï Gromyko — chargée d'examiner leurs doléances. Leur souhait d'être représentés au sein de cette commission n'a pas été pris en compte. Ils ont menacé d'organiser dimanche des manifestations « dans tout le pays » s'il ne leur était pas donné satisfaction.

PORTUGAL

Les élections ont ranimé les querelles
au sein du Parti socialiste

LISBONNE
de notre correspondant

L'écrasante victoire de M. Cavaco Silva aux élections de dimanche 19 juillet suscite des remous au sein des partis de l'opposition. Deux dirigeants du Parti socialiste, MM. Sotelo Mayor Cardia, ancien ministre de l'éducation, et Manuel Alegre, ancien secrétaire d'Etat à l'information, ont renoncé provisoirement à leurs fonctions de membres du secrétariat national du parti pour protester contre la stratégie adoptée par M. Victor Constancio pendant la campagne électorale. M. Constancio a convoqué une réunion de la commission nationale — l'organe le plus important du PS en dehors des congrès — pour le 1^{er} août, afin d'exiger le remplacement pur et simple des deux dirigeants contestataires. Le mouvement déclenché par MM. Cardia et Alegre paraît être suivi par d'autres personnalités socialistes proches du président de la République comme

M. Campos et M. José Soares, le fils de M. Mario Soares.

Les tensions, qui ne sont pas nouvelles, se sont accentuées à propos de la constitution des listes électorales dont certains « socialistes » indésirables ont été écartés.

A l'intérieur du Centre démocratique et social (CDS), la situation n'est pas plus calme. L'organisation de la jeunesse du parti vient de demander la convocation d'un congrès extraordinaire. « Le CDS doit-il continuer ou bien se dissoudre ? » s'interrogent les dirigeants de la jeunesse centriste. Le CDS, qui avait recueilli lors des prestations législatives en 1976 presque 16 % des suffrages, a assisté depuis à un continu affaiblissement, jusqu'au score de 4,3 % de dimanche. La position de M. Adriano Moreira à la tête du parti semble menacée, d'autant plus que M. Lucas Pires, candidat du CDS aux élections pour le Parlement européen, est taillé un remarquable succès.

JOSÉ REBELO.

● HONGRIE : cinq cents Roumains en quête d'asile. — Quelques centaines de Roumains, essentiellement des touristes qui ont laissé passer la date d'expiration de leur autorisation de séjour en Hongrie, se trouvent actuellement bloqués dans ce pays, a annoncé une revue semestrielle de la minorité hongroise de Roumanie. La revue *Presse hongroise de Transylvanie* précise que, pour le plus part, ces personnes appartiennent à la minorité hongroise de Roumanie et que certaines d'entre elles ont franchi illégalement la frontière vers la Hongrie.

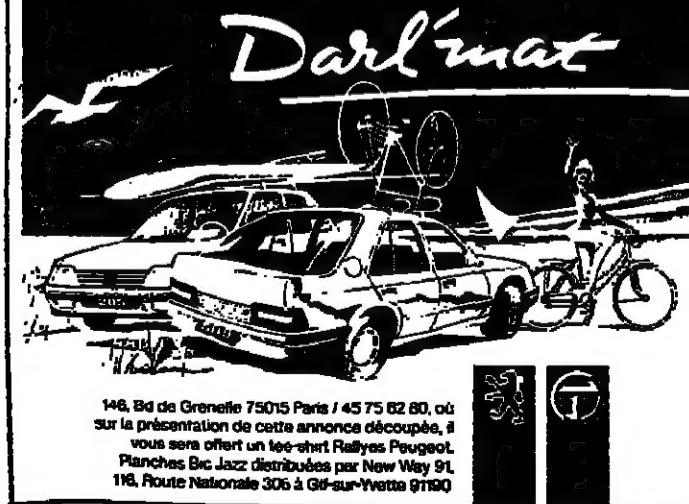
Selon la revue, ces Roumains sont arrivés en Hongrie dans l'espoir de pouvoir émigrer dans un pays occidental, notamment en Autriche ou en Suède. Les consulats autrichiens et suédois de Budapest auraient refusé toutes les demandes d'entrée dans ces deux pays. — (AFP.)

● IRLANDE DU NORD : un membre de l'IRA assassiné par l'IRA. — L'armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué jeudi 23 juillet l'assassinat d'un membre de l'IRA (Ulster Defence Regiment), tué par balles quelques heures auparavant à Belfast. M. William Richard Magrath, un catholique âgé de quarante-six ans, se trouvait au volant de sa voiture dans un quartier ouest de Belfast, lorsque plusieurs hommes ont fait feu sur lui. (AFP.)

● GRÈCE : 25 tonnes de haschich saisies. — 25 tonnes de haschich, dissimulées dans deux conteneurs transportés par un bateau hondurien, ont été saisies, mercredi 22 juillet, au large de la Crète. Les douaniers grecs ont arrêté un cargo armé, un cargo libanais et sept grecs, dont le capitaine du bateau. — (AFP.)

DARL'MAT AUSSI, VEND
LES VEHICULES 87 DE
SES COLLABORATEURS.
MAIS EN PLUS :

les équipes au choix, saison oblige,
d'une planche à voile Bic Jazz
ou de deux bicyclettes Peugeot
avec leurs supports de toit.
Pour de Bonnes Vacances...



148, Bd de Grenelle 75015 Paris / 45 75 62 83, où se présente de cette annonce décalquée, il vous sera offert un tee-shirt Rallyes Peugeot.
Planches Bic Jazz distribuées par New Way 91,
116, Route Nationale 306 à Gif-sur-Yvette 91120

La prostitution
a cessé d'être inexistante

Moscou (REUTERS). — La loi soviétique de la prostitution de Russie a adopté la première loi contre la prostitution en URSS, alors que les belles de nuit de Moscou ont proposé à l'Etat de légaliser leur profession et de la soumettre à l'impôt, rapportait mercredi 22 juillet le *Literaturny Gazeta*.

Selon l'hebdomadaire, la loi prévoit une amende minimale de 100 roubles (1 000 francs) pour la première infraction, et de 200 cents en cas de récidive dans l'année. La loi devrait être votée prochainement dans les quatorze autres républiques de l'URSS.

Jusqu'à présent les policiers pouvaient seulement arrêter les prostituées pour « parasitisme » — si elles n'avaient pas d'autre travail — ou pour ébriété.

Mais pour l'hebdomadaire, la loi ne dissuadera pas les prostituées de se livrer à une activité qui rapporte à certaines d'entre elles 40 dollars au moins par client occidental, soit 160 roubles au marché noir, au lieu de 60 au cours officiel.

Depuis l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin, la presse a commencé à faire état de la prostitution dans les hôtels pour touristes et les gares de Moscou, alors que les autorités soviétiques avaient toujours nié son existence.

L'hebdomadaire cite une lettre d'une prostituée « de bonne éducation » qui indique qu'il serait plus avantageux pour l'Etat de légaliser la prostitution et de la soumettre à l'impôt. Elle a ajouté qu'elle était disposée à verser à l'Etat jusqu'à 40 % de ses revenus.

Asie

INDE

Nouvelle démission d'un ministre

NEW-DELHI
de notre correspondant

La crise politique qui se développe autour de M. Rajiv Gandhi depuis plusieurs semaines a abouti, jeudi 23 juillet, à une nouvelle démission d'un ministre du gouvernement central, la troisième en dix jours et la sixième depuis quatre mois. M. K.K. Tewary, secrétaire d'Etat aux entreprises publiques, a déclaré qu'il renonçait de lui-même à ses fonctions pour des raisons qu'il expliquera plus tard.

Il semble en réalité que ce ministre, qui s'était rendu célèbre à la suite de ses attaques directes et publiques contre l'actuel chef de la République, M. Zail Singh, soit la dernière victime de la querelle institutionnelle entre le chef de l'Etat et le premier ministre. M. Tewary avait notamment accusé M. Zail Singh, premier président indien de confession sikh, d'encourager en coulisse la séparation sikh. Il avait répété ces allégations tout récemment.

Pyongyang propose
une réduction
des effectifs militaires
des deux Corées

Tokyo (AFP). — Le gouvernement nord-coréen a proposé, le jeudi 23 juillet, la réduction des effectifs des armées des deux Corées, à moins de 100 000 hommes chacune d'ici à 1992, dans un communiqué diffusé par Radio-Pyongyang et l'Agence centrale d'information coréenne (KCNA) repues à Tokyo.

La Corée du Nord, qui propose un calendrier en trois étapes débutant en 1988 pour ces réductions, est disposée à démobiler unilatéralement 100 000 hommes dès cette année. Elle demande que cette réduction soit suivie de pourparlers de désarmement à Genève en mars prochain, entre les deux Corées et les Etats-Unis avec les pays membres de la Commission supervisant l'armistice de 1953 (Pologne, Tchécoslovaquie, Suisse et Suède).

Le communiqué ajoute que les armes nucléaires et les militaires américains doivent être retirés de la péninsule coréenne lorsque les réductions de troupes auront été menées à bien, et suggère le déploiement de forces neutres dans la zone délimitée.

La proposition de Pyongyang semble se situer dans le cadre de ses efforts en vue d'obtenir la répartition entre les deux Etats coréens des épreuves sportives des Jeux olympiques de Séoul de 1988.

Selon l'Institut international d'études stratégiques basé à Londres, la Corée du Nord dispose de 840 000 hommes, tandis que la Corée du Sud aligne 601 000 soldats, auxquels s'ajoutent environ 40 000 militaires américains.

● BANGLADESH : cinq morts au deuxième jour de la grève. — Des affrontements entre la police et des manifestants anti-gouvernementaux ont fait cinq morts, jeudi 23 juillet, à Dacca et dans trois autres villes du Bangladesh, au deuxième jour de la grève générale de trois jours lancée par l'opposition, selon un bilan officiel. La plupart des commerces et bureaux de Dacca étaient fermés après les affrontements très violents qui ont conduit les forces de l'ordre à faire usage de leurs armes. On dénombre quelque cinq cents blessés, dont plus de cent policiers. — (AFP.)

SRI-LANKA : selon Colombo
Un accord serait
intervenu avec l'Inde
sur le statut des Tamouls

L'Inde et Sri-Lanka seraient parvenus à un accord sur le statut des provinces tamoules, selon des informations émanant de Colombo qui n'ont pas été encore confirmées à New-Delhi. Le ministre sri-lankais de la sécurité nationale, M. Lalith Athulthumudali, a annoncé, vendredi 24 juillet, que M. Rajiv Gandhi se rendrait sous peu à Colombo afin de signer cet accord. Ce plan envisagerait d'accorder un statut d'autonomie, sous la responsabilité d'une administration tamoule, pour une période initiale d'un an, aux régions du nord et de l'est de l'île. Le président Junius Jayewardene a présenté jeudi ce plan au quatorze membres du Parlement sri-lankais, qui l'a approuvé par une forte majorité, comme l'aurait exigé M. Gandhi selon ces informations de sources politiques sri-lankaises.

Le gouvernement de Colombo avait jusqu'à présent refusé d'unifier, comme le demandent les séparatistes tamouls, la région du Nord, dominée par les Tamouls, à la province de l'Est, où les Tamouls ne forment qu'un tiers de la population. Le plan envisagé prévoit qu'un référendum serait organisé dans l'Est dans un délai d'un an sur l'union avec le Nord.

Le gouvernement de Colombo conserverait l'autorité sur les questions nationales telles que les affaires étrangères et l'administration du port stratégique de Trincomalee, sur la côte est. Le gouvernement indien, médiateur entre Colombo et les séparatistes tamouls, n'avait pas fait connaître sa position vendredi.

● PAKISTAN : l'armée pétrolière à Karachi. — Des unités militaires ont pris position jeudi 23 juillet à Karachi pour faire respecter un couvre-feu décrété la veille à la suite d'émeutes accompagnées de meurtres et d'incendies, qui ont fait au total quatorze morts et vingt-cinq blessés selon les hôpitaux. Les manifestations de protestation à la suite du meurtre, le 14 juillet, de pèbre de quatre-vingt personnes dans les attentats à la voiture piégée au centre commercial de la ville, ont dégénéré ces derniers jours en combats de rue ainsi qu'en affrontements inter-communautaires face auxquels la police avait perdu le contrôle de la situation. — (AFP, Reuters.)

Afrique

CONGO : au cours d'un voyage
placé sous le signe de la francophonie

M. Chirac s'entretient du problème tchadien
avec le président Sassou N'Guesso

Brazzaville. — M. Jacques Chirac, pour la première journée de son voyage à Brazzaville, jeudi 23 juillet, a joué sur les deux registres qui sont de sa compétence. Maire de Paris, il a ouvert, dans la matinée, la septième assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) dont il est le président-fondateur. Premier ministre, il s'est entretenu dans l'après-midi avec le chef de l'Etat congolais durant deux heures.

Avec le président Denis Sassou N'Guesso, qui est également président de l'OUA jusqu'à la fin du mois, M. Chirac a évoqué les problèmes de l'aide des pays industrialisés aux pays en voie de développement, et marqué sa volonté d'intensifier le soutien de la France à l'Etat congolais. Le Tchad, pour lequel le chef du gouvernement français a souhaité « un rétablisse-

ment de la paix », et notamment le règlement pacifique du contentieux territorial de la bande d'Aozou, a constitué un des points forts de l'entretien.

C'est en sa qualité de maire de Paris que M. Chirac a présidé les premiers travaux de l'AIMF qui ont pour thème cette année « la modernisation de l'administration municipale au service du public ». Au cours de cette première séance, l'association a accepté la candidature de huit nouvelles villes, dont Bordeaux, Monaco et Monastir (Tunisie), ce qui porte à cinquante villes, représentant trente-deux pays, le nombre des membres actifs de l'AIMF. M. Chirac s'est félicité de cette occasion de succès sans cesse grandissant de cette association et a insisté sur la nécessité de soutenir et de promouvoir la francophonie. — (AFP, Reuters.)

TCHAD

M. Goukouni Oueddei estime que N'Djamena
a rompu le processus de réconciliation

Alger (AFP, AP). — M. Goukouni Oueddei, le président de l'ancien GUNT (Gouvernement d'union nationale tchadien), a dénoncé, jeudi 23 juillet, dans un communiqué diffusé à Alger « les allégations de N'Djamena » selon lesquelles « la réconciliation nationale » a eu lieu. Il demande à l'OUA d'ouvrir pour « aider les Tchadiens à trouver une solution pacifique et juste à leur conflit », et appelle « les combattants, soldats, militants et sympathisants » du GUNT « à se mobiliser dans la sérénité et la vigilance afin de barrer le chemin aux détracteurs de la paix dans notre pays ».

« Les négociations ont été interrompues par le départ d'Alger de la

délégation de N'Djamena », précise M. Goukouni Oueddei. La délégation gouvernementale, dirigée par le ministre de l'Intérieur, M. Mahamat Imo, avait quitté, le 12 juillet, la capitale algérienne pour Paris où le président Habib effectuaient une visite officielle. Elle n'est pas revenue à Alger.

Dans ce communiqué, M. Goukouni Oueddei estime que, pour le gouvernement en place, « la réconciliation est synonyme de ralliement au régime, alors que, pour le GUNT, l'instauration d'une paix véritable et durable passe par la résolution des problèmes essentiels qui sont à l'origine du drame tchadien ».

KENYA

Amnesty International dénonce
les « tortures, détentions politiques
et procès illégaux »

NAIROBI
de notre correspondant

« Un véritable programme d'intimidation de l'opposition » met en péril les droits de l'homme, indique Amnesty International dans un rapport sur le Kenya intitulé : « Tortures, détentions politiques et procès illégaux ». Selon cette organisation, « la radicalisation du gouvernement remonte à mars 1986 et s'est manifestée par l'arrestation de plusieurs centaines d'opposants présumés ». La plupart des victimes sont soupçonnées d'appartenir au mouvement clandestin Mwakenya, mais, d'après Amnesty, « leur action s'est limitée à une critique de l'action gouvernementale ». Ces prisonniers politiques, précise l'organisation, sont torturés à Nyayo House, un centre des services spéciaux situé au cœur de Nairobi.

« Environ cent personnes sont encore détenues aujourd'hui, sans inculpation ni jugement », estime Amnesty. Plus de soixante-quinze autres ont été incarcérées à la suite de procès inéquitables qui ont rarement duré plus de trente minutes. « Cette organisation se plaint qu'il y a de multiples appels les autorités kényanes n'ont répondu que par de « vagues démentis ».

Le gouvernement kényan a réagi, avec une célérité inhabituelle, à ces accusations, par le biais d'un long communiqué du ministre des affaires étrangères. « Onze personnes sont détenues pour des raisons de sécurité et soixante-neuf ont été condamnées par les tribunaux pour leur appartenance au mouvement Mwakenya et leur engagement dans des activités illégitimes », précisent les autorités locales, qui reconnaissent quelques cas de tortures. A leur avis, « c'est le droit de tout gouvernement légitime de se protéger contre des groupes de gens qui veulent le renverser par des moyens illégaux ».

De son côté, le président Daniel Arap Moi a critiqué, mercredi 22 juillet, l'organisation humanitaire « pour son incessante propagande antikényane », et l'a qualifiée d'« agent de l'impérialisme », a annoncé l'agence de presse officielle KNA. « Au lieu d'écrire constam-

ment des horreurs sur le Kenya, Amnesty International devrait concentrer son action sur l'Afrique du Sud, qui ne respecte pas les vies humaines », a déclaré M. Moi lors d'une réunion de collecte de fonds à Wajir, dans le nord-est du pays, en exprimant son inquiétude sur « la façon dont Amnesty International persiste à traiter le Kenya en pays violant les droits de l'homme ».

En février dernier, le chef de l'Etat avait déjà invité Amnesty à « laisser le Kenya tranquille » et à concentrer ses efforts sur les pays où se posaient de vrais problèmes. En mars suivant, il avait écarté son voyage aux Etats-Unis après la publication, par le *Washington Post*, d'un article à la une sur la violation des droits de l'homme dans son pays dont un porte-parole du département d'Etat avait alors reconnu qu'il soulevait de « sérieuses questions ».

JACQUES DE BARRIN.

● Controverses en Norvège autour de la visite du président kényan. — La visite de M. Daniel Arap Moi en Scandinavie prévue pour septembre suscite une controverse en Norvège à la suite du rapport d'Amnesty International. M. Carl Heger, chef du Parti du progrès (chrétien), a déclaré que, à son avis, la visite en Norvège du président Moi devrait être annulée. L'ancien ministre de l'aide au développement, M. Reidun Brustetten, a estimé pour sa part qu'elle n'aurait pas invité le président Moi au moment où l'on apprend des violations des droits de l'homme au Kenya. Le Kenya est un des principaux bénéficiaires de l'aide au développement attribuée par le gouvernement norvégien. De nombreux hommes politiques souhaitent revenir sur cette priorité. — (AFP.)

● Trois prêtres jésuites enlevés au sud du Soudan. — Trois prêtres jésuites travaillant dans le sud du Soudan ont été enlevés, mercredi à Toré, par un groupe inconnu, a annoncé, jeudi 23 juillet, le Compagnie de Jésus sur la foi d'un rapport de son représentant en Ethiopie. Il s'agit de Salvador Ferraz, de Goa, de Joseph Puccia, de Malte, et de Pio Campa, un Italien, trois jésuites qui travaillent en Afrique depuis plusieurs années.

Proche-Orient

La situation dans le Golfe et la crise franco-iranienne

**« Téhéran n'attaquera pas de bateaux le premier »
déclare, à Bonn, le ministre iranien des affaires étrangères**

Bonn, quasiment seule dans le camp occidental à entretenir de « bonnes relations » avec Téhéran, a reçu, jeudi 23 juillet, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, mais s'est vu opposer une fin de non-recevoir en plaçant en faveur de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la guerre du Golfe.

L'Iran, a réaffirmé avec force le chef de la diplomatie de Téhéran au cours d'une conférence de presse,

ments positifs comme la dénonciation du recours par l'Irak aux armes chimiques, des bombardements de bateaux et de la population civile, mais, a-t-il ajouté : « Ces points ne sont pas suffisants », réaffirmant que l'Iran n'envisageait de coopérer avec le Conseil de sécurité et de dialoguer avec ses membres « que la condition qu'il dénonce Bagdad comme agresseur et responsable de la guerre ».

Se référant ensuite à la présence militaire américaine dans le Golfe, M. Velayati a affirmé qu'elle représentait « incontestablement un facteur contribuant à l'installation de tensions et qu'elle était inacceptable (car) la sécurité dans le Golfe, doit reposer uniquement entre les mains des Etats de la région ». Il a réaffirmé cependant que « si les Irakiens ne se livrent à aucune attaque de navires iraniens dans le Golfe, les Iraniens n'attaqueront de leur côté aucun bateau ».

L'agence iranienne IRNA a publié, d'autre part, un message de M. Velayati à M. Perez de Cuellar dans lequel il demande au secrétaire général de l'ONU, « comme premier pas, d'exhorter le gouvernement américain à mettre immédiatement un terme à sa présence militaire accrue dans le Golfe et à cesser d'encourager les ventes de pétrole irakiens via le Koweït ». Il a demandé en outre que « les responsabilités d'autres pays qui arment le régime de Bagdad devraient être prises en considération, particulièrement celles de la France qui devrait mettre fin à ses livraisons d'armement sur une grande échelle à l'Irak ».

Le « Bridgeton » battant pavillon américain heurté une mine

Le superpétrolier koweïtien Bridgeton, battant pavillon américain, a touché une mine ou versé 24 juillet, alors qu'il était escorté par l'US Navy. Le superpétrolier de 401 382 tonnes a commencé à prendre l'eau, mais aucun blessé n'était signalé parmi les vingt-six membres d'équipage, mais le navire a pu reprendre sa route à un train ralenti, a indiqué le lieutenant de marine Richard Vogel, qui se trouvait à bord du Bridgeton.

Le pétrolier, escorté ainsi que le pétrolier iranien, a heurté la mine alors qu'il se trouvait à 120 milles au sud-est des côtes koweïtiennes, sous le commandement de l'US Navy, qui est l'une des bases de vedettes rapides iraniennes dans le Golfe.

doute préjudice à l'Amérique et à ceux qui souhaitent bénéficier d'une sécurité illusoire sous la bannière des Etats-Unis. Ces derniers et les autres soutiens de l'Irak réalisent clairement que le régime irakien est confronté à une situation très délicate et que nos pressions sur l'Irak sont très sérieuses. Ils veulent faire cesser ces pressions. D'où la résolution de l'ONU ».

Comme pour illustrer les menaces du président iranien, le radio de Téhéran a annoncé jeudi que les gardiens de la révolution effectueraient le mois prochain des manœuvres de grande envergure dans le Golfe et le détroit d'Ormuz. « Ces manœuvres montreront au monde que la marine des Pasdaran peut écraser l'arrogance (américaine) avec ses méthodes particulières ». Il a ajouté que ces manœuvres baptisées « martyr », seront destinées à expérimenter les équipements mis au point par les gardiens de la révolution. — (AFP, Reuters)

Les tractations dans l'impasse

(Suite de la première page.)

M. Velayati a enfin accusé la France de « faire partie - avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne - des pays qui ont soutenu le terrorisme anti-iranien » et a ajouté qu'elle ne saurait être exonérée d'une telle accusation.

M. Velayati a fait ses déclarations après s'être longuement entretenu avec le président Richard von Weizsäcker, le chancelier Helmut Kohl et le ministre des affaires étrangères Hans Dietrich Genscher. Le problème des deux otages ouest-allemands au Liban a aussi été au centre des entretiens du chef de la diplomatie de Téhéran, qui a déclaré que l'Iran était prêt à aider la RFA et à « user de ses liens historiques avec le peuple libanais » pour qu'elle récupère ses otages. Il a toutefois ajouté que Téhéran ignorait qui étaient les ravisseurs de M. Rudolf Cordes et Alfred Schmidt, détenus depuis janvier par des extrémistes chiites pro-iraniens. Le chancelier Kohl a remercié le ministre iranien pour ce « soutien ».

M. Kohl a souligné en outre la volonté de Bonn d'améliorer ses relations avec Téhéran. Il a notamment évoqué la réouverture de l'Institut culturel Goethe à Téhéran, fermé en mars dernier par les autorités iraniennes à la suite d'une émission humoristique ridiculisant l'imam Khomeini, représenté à la télévision ouest-allemande tenant des sous-vêtements féminins.

Un ultimatum « confidentiel » à l'Iran ?

A Paris, le *Nouvel Observateur* affirme dans son dernier numéro que M. Jacques Chirac avait adressé le 9 juillet, après avoir reçu un document secret de la DST prouvant la responsabilité de l'Etat iranien dans les attentats de 1986, un ultimatum « confidentiel » à l'Iran, menaçant notamment d'expulsion le chargé d'affaires iranien à Paris, Gholam Reza Haddadi, si M. Wahid Gerdji ne se présentait pas avant le 16 juillet devant la justice française.

Dans ce document, le gouvernement français se déclarait prêt à échanger M. Gerdji contre tous les otages. Si, au terme de cet ultimatum, rien n'est fait, tous les diplomates seront expulsés du territoire français, aurait également fait savoir M. Jacques Chirac. Quelques jours plus tard, indique le *Nouvel Observateur*, dont l'article n'a été ni confirmé ni démenti par Matignon, les Iraniens ont tenté de reprendre l'offensive en lançant à leur tour un ultimatum, cette fois officiel.

Deux mille taurillons sauvés de l'abattoir...

Conséquence imprévisible de la rupture des relations diplomatiques, un contrat iranien portant sur l'abattage de 1 500 à 2 000 taurillons, à l'abattoir d'Avesnes-sur-Helpe (Nord) a été suspendu. L'abattoir d'Avesnes est le seul du Nord à permettre l'abattage rituel coranique, grâce à un « piège à égorger » orientable en direction de La Mecque, tantôt aussi la particularité de n'abattre que des bœufs, des veaux et des moutons, à l'exclusion des porcs.

CHARLES LESCAUT.

**« Aucun détenu ne sortira vivant
avant que nos demandes aient été satisfaites »
menace le Djihad islamique**

BEYROUTH
de notre correspondant

Les menaces du Djihad islamique concernant les otages français - cette organisation en détient trois, deux diplomates, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, un journaliste, Jean-Paul Kauffmann, et affirme en avoir tué un quatrième, le chercheur Michel Seurat - se précisent et sont cette fois authentifiées par une photo de Jean-Paul Kauffmann.

Le message déposé jeudi soir 23 juillet par le Jihad au quotidien libanais *An-Nahar* à Beyrouth-ouest, en secteur sous contrôle syrien, commence par désavouer le précédent qui lui était attribué et où était annoncée l'exécution « immédiate » des otages Carton et Fontaine ; il accuse les services de renseignements français d'en être à l'origine pour l'utiliser dans le conflit entre « la France haineuse et la révolution islamique ».

Le communiqué poursuit : « La France prétend maintenant exploiter ce qu'elle a elle-même maintenu en lançant force menaces s'il est fait le moindre mal aux détenus, affirmant qu'elle ne restera pas les bras croisés. Elle oublie, pour ne pas dire qu'elle a effacé de sa mémoire, que les moudjahidins ont fait s'écrouler au Liban ses fortifications sur la tête de ses soldats envahisseurs (1), que son agent

Seurat a été exécuté - ce que nous avons annoncé sans hésiter - et que de multiples autres coups lui ont été assés qui sont venus alourdir l'humiliation de son gouvernement, sans qu'il ait la moindre possibilité de riposter sinon en ramassant les débris de ses soldats vaincus ».

« Tout au long de ces années, la France n'a rien entrepris pour libérer ses citoyens, comptant inconsciemment sur le temps et les pressions militaires et économiques, en sachant fort bien que cela ne lui servirait de rien, ne ferait qu'aggraver les choses pour elle et ses citoyens (c'est-à-dire les otages), dont elle ne sait même pas s'ils sont vivants ou morts, ce dont d'ailleurs elle ne se soucie guère... »

Les livraisons d'armes à Bagdad

« Nous réaffirmons que nos demandes sont claires, que le gouvernement français les connaît parfaitement et qu'aucun détenu ne sortira vivant avant qu'elle aient été entièrement satisfaites ».

Ces revendications multiples portent notamment sur l'arrêt des livraisons d'armes françaises à l'Irak. L'intégrisme islamique libanais, après s'être manifesté par un meeting anti-occidental violent à Baalbek, est revenu deux fois à la charge contre la France jeudi.

Un des principaux dirigeants du Hezbollah (Parti de Dieu, chiite),

cheikh Sobhi Toufayli, a déclaré : « Nous abordons une nouvelle étape dans notre guerre contre la France. Nous combattons les Français là où nous les trouverons, car ce sont eux qui nous ont déclaré la guerre (...). L'Europe et les Etats-Unis ont pris la décision de nous combattre. Ils exercent des pressions sur la Syrie pour la pousser à le faire à leur place. (...) Mais pour le moment elle n'a pas cédé ».

De son côté, le dirigeant intégriste sunnite de Tripoli cheikh Saïd Chaabane a estimé que la résolution de l'ONU sur la guerre irako-iranienne « est dirigée contre l'Islam. (...) Le fait qu'elle ait été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité est une preuve de la force de l'Islam, contre lequel se sont ligués les nations hostiles à la religion de Dieu ». Cheikh Saïd Chaabane s'en est pris aux « pays arabes qui ont accepté que le pavillon des oppresseurs soit hissé sur leur navire. Il est impossible de ne pas accomplir son devoir envers l'Iran aujourd'hui abandonné par tous le monde ».

LUCIEN GEORGE.

(1) Le 23 octobre 1983, un camion piégé faisaient sauter le poste de commandement du contingent français de la Force multinationale à Beyrouth, tuant 58 soldats. Un autre faisait sauter le cantonnement des « marines » américains, tuant 243 soldats.

Diplomatie

Après la proposition de M. Gorbatchev sur la liquidation des SS-20 en Asie

- Moscou : un accord sur l'option « double zéro » pourrait être conclu « dans les deux mois »
- Washington : le problème des Pershing-1A allemands « n'est pas négociable »

La délégation soviétique aux négociations sur les missiles de portée intermédiaire (FNI) à Genève a introduit, jeudi 23 juillet, une nouvelle proposition au cours d'une réunion plénière extraordinaire convoquée par le Kremlin moins de vingt-quatre heures après la publication des déclarations de M. Mikhaïl Gorbatchev sur l'élimination totale des FNI en Asie comme en Europe (le Monde du 24 juillet).

Le négociateur soviétique sur les FNI, M. Alexei Obonov, a déclaré à la presse que sa délégation présentait une proposition conforme aux déclarations de M. Gorbatchev. « Nous ouvrons ainsi le chemin vers un accord qui devrait intervenir dans les plus brefs délais », a-t-il ajouté.

De même, à Moscou, M. Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères, a estimé, au cours d'une conférence de presse le même jour, qu'un projet d'accord pourrait, en cas de déblocage des négociations, être élaboré « dans les deux mois à venir ». Ce document pourrait ensuite être signé par le numéro un soviétique et le président Reagan à l'occasion d'un nouveau sommet, a-t-il dit sans avancer de date. Parlant au cours de la même conférence de presse, le maréchal Akhromev, chef de l'état-major soviétique, a confirmé que M. Gorbatchev n'avait établi « aucun lien » entre une élimination totale des FNI et la présence nucléaire américaine dans plusieurs pays asiatiques. L'URSS espère, a-t-il ajouté, que ces pays, dont le Japon où sont basés des F-15 américains, « feront eux aussi preuve de bonne volonté et réduiront la tension militaire » dans la région.

Toutefois, le maréchal Akhromev a en même temps énuméré quatre « questions en suspens » que

les Etats-Unis doivent, selon lui, « absolument résoudre » pour parvenir à une entente :

- 1) Tous les missiles concernés doivent être effectivement détruits. Il ne saurait être question ni de transformer des Pershing-2 en Pershing-1 à plus courte portée, ni de transférer des missiles de croisière basés à terre sur des navires de guerre ;
- 2) Toutes les fusées intermédiaires à plus courte portée (SRINF) soviétiques et américaines doivent être liquidées, ainsi que les ogives nucléaires, sous contrôle des Etats-Unis, des soixante-douze Pershing-1A appartenant à la RFA.

Selon le maréchal soviétique, le maintien de ces ogives nucléaires en RFA signifierait que les Etats-Unis « contourneraient » un éventuel accord. M. Vorontsov a fait valoir que l'URSS ne pouvait pas « ne pas tenir compte » de ces « armes redoutables » qui, a-t-il dit, « doivent être détruites », faute de quoi, « il n'y aura pas d'option double zéro ».

3) Les réductions des FNI doivent s'opérer « sur une base d'égalité », simultanément et en quantité égale pour les deux parties, à chaque étape de l'application d'un accord. On sait que les Etats-Unis, arguant de la très grande supériorité soviétique à l'heure actuelle, demandent à l'URSS de commencer seule les réductions, l'Occident ne liquidant les Pershing et missiles de croisière qu'une fois l'égalité rétablie. L'URSS refuse ce qu'elle appelle des « réductions unilatérales » et demande que les deux parties procèdent à des réductions simultanées et égales en pourcentage ;

4) Les mesures de vérification d'un accord doivent être « efficaces, réelles » et égales pour les deux parties. « Nous devons pouvoir nous assurer que les fusées et ogives seront effectivement éliminées », a souligné le maréchal Akhromev. M. Viktor Karpov, chef du département du désarmement au ministère des affaires étrangères, a précisé que les spécialistes soviétiques doivent être autorisés à inspecter les bases américaines en pays tiers. « Nous devons avoir accès aux bases américaines où sont déployés de tels missiles comme à celles qui n'en abritent pas actuellement mais où nous pourrions soupçonner leur transfert », a-t-il dit.

Le principal obstacle sur la voie d'un accord est le problème des Pershing-1A. La Maison Blanche a annoncé jeudi que la position des Etats-Unis à ce sujet « n'a pas changé et ne changera pas », tandis qu'un responsable de la présidence déclarait à l'AFP : « Les Soviétiques ont introduit cette objection très tard dans les négociations. Ils savent que ce n'est pas négociable ».

De même à Londres le ministre adjoint au Foreign Office, M. David Mellor, a déclaré à la BBC que si les Soviétiques continuaient d'exiger le retrait des têtes nucléaires sur les Pershing-1A, « cela créerait de réelles difficultés ». Le maintien de ces Pershing, a-t-il ajouté, s'inscrit dans la ligne d'une coopération de longue date entre les Etats-Unis et la RFA. « En faisant cette proposition, les Soviétiques savaient parfaitement que l'Occident ne l'accepterait pas », a-t-il conclu.

A Tokyo, la proposition d'élimination totale des SS-20 d'Asie (environ cent soixante-dix fusées équipées de trois ogives nucléaires chacune) a été accueillie avec satisfaction mais aussi avec circonspection. Le premier ministre, M. Nakasone, a déclaré devant le Parlement que son gouvernement « saluait cette nouvelle politique... qui fait naître l'espoir d'un nouveau sommet américano-soviétique ». Cette offre est conforme à la position du Japon, a souligné de son côté le secrétaire général du gouvernement, M. Masaharu Gotoda. — (AFP.)

Tokyo signe avec les Etats-Unis un accord de participation à l'IDS

Washington (AFP). — Les Etats-Unis et le Japon ont signé, mardi 21 juillet, un accord sur la participation de l'industrie nipponne au programme américain IDS (Initiative de défense stratégique) mettant ainsi un terme à dix mois de négociations, a annoncé le Pentagone.

Cet accord, paraphé à Washington par le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, et l'ambassadeur japonais, M. Nobuo Matsunaga, est semblable à ceux déjà signés par les Etats avec quatre autres pays (RFA, Grande-Bretagne, Israël et Italie) et contient une clause de sécurité « comparable » en matière de recherche, a-t-on indiqué de même source.

حکومت ایران

Politique

L'embaras de la majorité face au Front national

M. Léotard jette une nouvelle pierre dans le jardin de ses amis

M. François Léotard est un homme de parole. Surtout quand il gère son propre verbe.

Il avait prévenu tout le monde, le mois dernier, quand M. Jacques Chirac, excédé par ses petites phrases assassines, l'avait sommé, au nom de la discipline majoritaire, de faire preuve d'un peu plus de retenue ou de se démettre de sa charge gouvernementale. « Je suis ministre, je le reste », avait répondu le ministre de la culture et de la communication au premier ministre. « J'ai ma liberté de parole, je la garde », avait ajouté le secrétaire général du Parti républicain à l'adresse du président du RPR. Au cas où le doute aurait subsisté dans l'esprit de certains, il avait répété, il n'y a pas longtemps, qu'il ne serait pas « le musé du siècle ».

Dans l'entretien qu'il a accordé à l'*«Evénement du jeudi»*, du 23 juillet, M. Léotard prouve qu'il ne parle pas en l'air. Il dit ce qu'il pense, en se refusant à « raser les murs » et à tomber dans ce travers de la « prudence excessive » qu'il reproche aux autres hommes politiques, trop portés, selon lui, à « faire la messe entre curés ». Sa parole est corréctive. Et chacun en prend pour son grade.

M. Léotard montre clairement qu'il ne supporte plus les appréciations du professeur Raymond Barre sur la cohabitation entre M. Chirac et M. Mitterrand : « En 1986, il n'y avait pas d'autre alternative. Je ne souhaite donc pas que l'on revienne sur ce débat. Mais si on vient me voir pour me dire : « Vous avez eu tort, en mars 1986, de participer au « gouvernement Jacques Chirac », alors pourquoi voulez-vous que je soutienne un candidat qui me tiendrait de tels propos ? »

Il se démarque tout aussi nettement des dirigeants du CDS qui pensent, de même que M^{me} Simone Veil, que le remède à la montée de l'extrême droite passe par la constitution d'un « pôle centriste ». « Je crois au contraire que cela reviendrait à favoriser tous les extrémistes. Ce serait le lieu de toutes les impulsions, un mélange des genres qui nous exposerait aux critiques des extrémistes. On donnerait la preuve que tous les hommes politiques sont pareils, sans conviction autre que celle. Et un tel ensemble central bloquerait toute alternance. »

Mais c'est surtout, justement, à propos de l'attitude à observer à l'égard du Front national que

M. Léotard jette un nouveau pavé dans la mare de ses alliés.

Quand le secrétaire général du Parti républicain estime que l'alliance conclue à Grasse par les représentants de la majorité et ceux de l'extrême droite a été « une grave erreur », il dit le contraire du secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, qui avait considéré cette élection municipale partielle comme une banale péripétie avant de se féliciter de la victoire de cette coalition contre les communistes.

Quand M. Léotard se réfère au « fond culturel du mouvement gaulliste » et aux « valeurs de la Résistance » pour mettre en garde contre les « thèmes suspects, contagieux », du courant de M. Le Pen, contre le « risque de xénophobie ou même d'antisémitisme » et ce « discours qui rappelle une certaine musique d'avant-guerre », il se range ouvertement « n'en déplaise à M. Chirac, dont le propre parti est tiraillé » aux côtés de ceux qui, comme M. Michel Noir, font de leur intransigeance à l'égard de M. Le Pen une « affaire de principe » et non une simple « affaire de tactique ».

Flagellation

M. Léotard peaufine ainsi son image, celle d'un homme qui aspire à incarner ce qu'il appelle lui-même la « nouvelle génération », par rapport à la « génération de la guerre ». Une « nouvelle génération » qui se veut « plus libre, plus éthique, certains diront plus tourmentée », et qui souhaite, dans la compétition politique, se situer à l'opposé de tous les « conservateurs autoritaires », qu'ils soient à droite ou à gauche.

Voilà une démarche sympathique, qui ne manque pas non plus d'habileté, tant il est vrai que les batailles de politique intérieure se jouent pour beaucoup « coups d'images ». C'est encore à l'échelle présidentielle que songe M. Léotard.

Encore faut-il, pour que l'opinion publique ne se montre pas versatile, que les actes soient en harmonie avec les paroles, et les différences de générations ne changent rien à cette règle.

Vieux briscard, M. Le Pen a aussitôt donné « rendez-vous à M. Léotard aux municipales de Fréjus ». Si le secrétaire général du Parti républicain entend personnellement donner l'exemple de ce qu'il prêche, une tâche lourde l'attend en effet lors du renouvellement municipal de 1989.

dans sa propre commune où le Front national avait recueilli 18,79 % des suffrages aux élections législatives de mars 1986. Le test politique sera aussi pour l'ensemble de la droite libérale, qui risque alors d'être menacée de scission.

Mais M. Léotard s'impose aussi à lui-même, dès à présent, en tant que chef du Parti républicain, le supplice de la flagellation quand il stigmatise les élus « qui donnent à l'extrême droite un brevet de respectabilité » et, comme à Grasse, des « lettres de créance » à des gens dont les propos « ne sont pas responsables ». Car si ce jugement vaut pour le maire de Grasse, M. Hervé Fontinichet, exclu du Parti radical, ne vaut-il pas également, a fortiori, pour les membres du bureau politique du Parti républicain ? Ne vaut-il pas, en particulier, pour le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Jean-Claude Gaudin, qui n'a de cesse de se concilier les bonnes grâces des élus régionaux du Front national au profit de sa propre majorité, et surtout, pour le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, M. Jacques Blanc, qui fut le premier, au niveau régional, à vanter l'alliance avec le parti de M. Le Pen et à la pratiquer jusqu'à maintenant ?

Comme le disait jeudi soir, à Lourdes, M. Le Pen, châté bien ordonné, ne commence-t-elle pas par soi-même ? Cohérence aussi.

ALAIN ROLLAT.

En Bretagne

Crise municipale à Fouesnant

QUIMPER
de notre correspondant

Mis en minorité par un vote concernant la protection des dunes de sa commune, M. Louis Le Calvez (UDF-CDS), maire de Fouesnant (Finistère) depuis trente-cinq ans, s'est démis de son mandat, le lundi 20 juillet, avec douze des vingt-quatre conseillers municipaux de sa majorité (1), entraînant l'organisation d'une élection partielle.

Le rejet du projet de protection de la dune de Moustérol par le conseil municipal, qui avait déjà porté l'affaire devant le tribunal administratif de Rennes.

LOURDES
de notre correspondant

Dans sa tournée des plages, M. Jean-Marie Le Pen s'est imposé, le jeudi 23 juillet, une étape spirituelle à Lourdes, comme un simple pèlerin venu se ressourcer aux fontaines des béatitudes, avant de reprendre ses sermons patriotiques sur d'autres terres d'évangélisation, jusqu'à la rade finale de Dunkerque, le 14 août, veille de l'Assomption.

Le président du Front national n'était pas attendu comme le Messie à la grotte béni de Massabielle où, depuis le message transmis par la Vierge, en 1858, à Bernadette Soubirous, s'agglutinent en cette période de l'année pénitents et malades, par dizaines de milliers. Sa venue était même annoncée comme une « provocation » par un collectif de vingt-deux associations et l'ensemble des partis de gauche. La veille, tous ensemble — sauf le PC, dont l'absence avait été remarquée — on avait planté une « arbre de la liberté et des droits de l'homme » sur la place de la mairie de Tarbes, où trône l'imperturbable statue de Danton.

An cours de cette manifestation, le Père Christian Delorme, défenseur des Beurs, avait apostrophé M. Le Pen, l'excommunié même avant la réunion de Lourdes : « Il a déjà volé le drapeau bleu, blanc, rouge, il s'apprête à faire un hold-up sur le christianisme. Il veut prendre Bernadette, Marie et Jésus après avoir pris Jeanne d'Arc. Mais il oublie que Jésus était un juif arabe de Palestine. Sans doute ».

JEAN LE NAOUR.

(1) Le conseil municipal est composé de 24 élus UDF-RPR, 3 socialistes, et 2 communistes.

Etape à Lourdes pour M. Le Pen

« C'est à Dieu que je m'adresse pas à ses intermédiaires... »

L'aurait-il repoussé à la mer dans le cadre de sa tournée des plages s'il l'avait trouvé sur son chemin... En revanche, le Père Delorme avait eu le pardon plus facile pour une partie des électeurs du Front national, se refusant à faire un amalgame « entre ceux qui animent ce parti et ceux que des difficultés ont poussés vers lui ».

Acte de foi contre l'immigration

Bien que cet épisode préliminaire lui ait donné matière à commentaires, M. Le Pen n'a pas cherché dans la Bible des références pour justifier son passage dans la cité mariale.

A la question « Pourquoi Lourdes ? » il a répondu par une autre interrogation : « Pourquoi pas Lourdes ? ». Sa visite au sanctuaire dérangeait-elle ? « C'est à Dieu que je m'adresse, pas à ses intermédiaires... », a-t-il répliqué.

Pour imposer son acte de foi contre l'immigration et plaçant au passage son fameux « Je défends les ».

indigènes... » le président du Front national était accompagné de M. Bernard Anthony, dit Romain Marie, député européen, conseiller régional de Midi-Pyrénées et président des comités intégristes Chrétienté-Solidarité, venu en voisin de Toulouse jouer le précheur — vedette américaine — dans la salle des fêtes de Lourdes « courtoisement et démocratiquement » mise à sa disposition par le maire, M. François Abadie, sénateur MRG.

M. Le Pen a longuement critiqué les « pompes aspirantes » qui « attirent les étrangers en France », devant un parterre de cinq cents touristes, en soulignant que « charité bien ordonnée commence par soi-même ».

Puis, vendredi matin, le président du Front national a recommandé son âme d'apôtre de la cause nationale à la Vierge, en se frayant presque anonymement, mais encadré de deux graphes, un chemin au milieu des pèlerins en prière, devant la grotte des Apparitions, entouré de fidèles qui, cette fois, n'étaient pas tous les siens.

J.-J. R.

Travaux d'Hercule au Palais-Bourbon

Les douze colonnes qui donnent à la façade du Palais-Bourbon son allure de temple antique vont disparaître. L'ancien hôtel du prince de Condé, dont la façade a été rajoutée en 1806 par Napoléon pour faire pendant au noble péristyle à huit colonnes de l'église de la Madeleine, ne sera pas pour autant détruit.

Il s'agit des ans et des hommes d'effacer l'irréparable outrage : traces de balles ou d'obus, injections de ciment, raccords divers, usures inégales, porosités accrues. Aucun Samson ne s'apprête à abattre les colonnes vénérables de ce faux temple dont on sait de toute antiquité qu'elles ébranlent ceux qui les ébranlent. Aucun Buran ne mettra sa marque iconoclaste en ce haut lieu de la République.

M. Jacques Chaban-Delmas, nouvel Hercule, en revanche, présidera à ce « travail » qui pérenniser pour les siècles à venir le siège du Parlement. Les fûts de pierre pesant chacun une bonne quarantaine de tonnes seront remplacés à l'identique

sous leurs chapiteaux corinthiens.

La calcaire — la carrière de Bégnoux étant épuisée — sera prélevée dans celle de Saint-Maximin, près de Cail, dans l'Oise, et, tandis que des verrins soutiendront chapiteaux et fronton, des « ténors » neufs remplaceront les anciens.

Cette opération exceptionnelle devra durer un an. Dans le même temps, les statues des quatre nobles vieillards qui veillent aux grilles du Palais — Sully, Michel de L'Hôpital, d'Aguesseau et Colbert — seront également déposées mais remplacées par des moules en résine semblables à ceux des Chevaliers de l'Ordre, ce qui les mettra à l'abri des atteintes de l'âge.

La dépense totale de cette monumentale réfection du péristyle du Palais-Bourbon n'est pas définitivement connue. Une « provision » de 6 millions de francs a toutefois été votée dans le budget « extraordinaire » de l'Assemblée nationale pour 1987.

A. P.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

DEUX styles perdus (pas pour tout le monde) en l'espace de dix jours, c'est, diraient Sir Sigmund et l'inspecteur Bourrel, l'indice de quelque chose. Bon sang, mais c'est bien sûr... le lapsus est partant. Perdre comme un fait exotique et par deux fois son instrument de travail, ce n'est pas innocent. M. Chirac va bientôt pouvoir dénoncer un Français de plus qui se la coule douce. Si ce n'est cette semaine, ce sera la suivante que le sous-préfet aux champs de M. Daudet va faire un érudite de plus.

Tout y invite et d'abord l'exemple. En fanfare ou sur la pointe des pieds, tout s'esbigne et défile, fuyant l'usine et le bureau, le contremaître et le « supérieur », ceux-là ne faisant pas exception, pour tenter d'échapper... à plus gratin qu'eux.

Trace indubitable que la France se couche sur le flanc, les boutiques des villes baissent leur rideau cependant que les boutiques du soleil (ou ce qui tient lieu de soleil) répandent leur étau sur les trottoirs. Les grandes cités donnent pour un temps le premier rôle aux petites. Pendant deux mois, la France prend ses cinq semaines de congés.

Jusqu'aux avions d'Air Inter qui s'allègent de leurs chargements de cadres-moyens-vagabonds-supérieurs pour laisser la place à des voyageurs moins familiers du transport aérien, qui suivent avec une attention soutenue les démonstrations du masque à oxygène et écoutent sans broncher ni se tortiller l'anglais approximatif dans lequel sont annoncées les règles à observer au cours du vol.

Durant l'année scolaire (puisque c'est manifestement elle qui donne le vrai rythme au pays plutôt que la prétendue paresse des Français), les rencontres aériennes sont en général du genre de celles qu'on voulait éviter comme la peste : l'administrateur d'école qui vous prend pour un autre, le voisin de dîner qu'il aurait été légitime, ce soir-là, d'étouffer avec les arêtes du turbot saumon mousseline, si ce n'est même une passade amoureuse classée depuis longtemps par pertes et profits.

L'avion de l'été vous met miraculeusement en face d'un des rarissimes condisciples qu'il

est agréable de revoir ; avec lequel naît une conversation qui va plus loin que l'évocation des souvenirs et des petits camarades, qui montre une personnalité que l'âge n'a pas gâtée mais au contraire enrichie, qui n'a pas sombré dans le notabilisme ; un cœur qui s'avoue généreux plus aisément que dans les temps de l'adolescence, cet âge de toutes les craintes. Le temps qui a passé devient tout d'un coup charmant. Avoir vieilli n'est plus une punition.

Passé

L'ÉTRANGE idée pourtant que de se souvenir. Comme si le passé pouvait apporter autre chose que le remords des mauvaises actions ou le regret des bons moments ; comme si le passé était davantage que la somme de ce qu'il n'a pu être choisi, ou connu, ou vécu, ou gardé.

Vieillesse, c'est restreindre le champ de ses choix ; convenir que le poids de l'ignorance l'emportera nécessairement sur le poids du savoir ; convenir qu'il faut plus souvent renoncer que conquérir. Se rappeler, c'est vieillir deux fois.

Les avancées, pour ne pas dire les progrès, de l'époque ne peuvent qu'accroître ce sentiment. Parce que les sociétés qui sont les nôtres sont les plus mobiles (ou mouvantes, c'est selon) qui aient jamais existé, parce qu'elles sont les plus savantes (collectivement parlant), elles portent en elles, fatalement, la conviction qu'il ne pourra jamais être appris ou connu le centième ou le millième, ou moins encore, étudié-on et vivra-on nuit et jour du premier au dernier jour, de ce qui est à connaître ou à apprendre. Il n'est même plus possible de dresser un état du

savoir possible, des parfums, des saveurs ou des émotions.

Les sociétés inertes étaient en ce sens plus rassurantes. Le paysan du dix-septième siècle qui ne voyait pas plus loin que les limites de sa paroisse, pas plus avant que ce que lui disait son prêtre, ainsi préservé de la curiosité, n'avait pas, du temps qui passe, la conscience inévitablement douloureuse que peut en avoir le contemporain, quelque activité qu'il ait, parce que l'événement, dont rien ne lui est épargné, égare le temps qui reste ; parce que la conscience de soi est le plus sûr moyen de se savoir périssable.

Savoir, connaître, deux sources de tourments. Sa source en est la forme achevée puisqu'elle interdit toute idée de contrôle ou de maîtrise. Le passé comme une connaissance irrémédiable, ou un savoir imposé.

Si le propos était né de l'amertume, il serait irrecevable. Mais il n'est que le produit de l'étonnement qui surgit de la soudaine abolition de vingt-six années de vie ; d'avoir sous les yeux, causant avec lui, ramené au temps où cette conversation avait commencé, un témoin de soi-même, le message de périodes dont on se croyait affranchi parce qu'elle étaient réputées périmées.

Si encore ce message-là avait été anticipé, ou sot, qu'il eût été loisible de le déclarer non grata avant même qu'il n'eût ouvert la bouche, le passé se fût trouvé rejeté en même temps que l'intrus. Mais point.

Se souvenir devenait délicieux au point de ne pas se rendre compte que le passé, faisant un retour en force, mettait en exergue tout ce temps qui avait brûlé alors que la provision en était à l'origine si mince en proportion de l'appétit qui montait.

Dès lors, la question venait d'elle-même : « Qu'es-tu fait de ton temps ? L'as-tu géré en bon père de famille, sans gaspillage ni avarice ? » Que répondre à cela ? A plus forte raison quand celui qui doit répondre est celui qui interroge et qu'il ne saurait se contenter de s'abriter derrière un « j'ai vécu » qui n'a plus de cours.

PROPOS ET DÉBATS

M. Debré :

un plan d'austérité de trois ans

M. Michel Debré, dans sa « Lettre » de juillet, estime qu'il est temps de « tenir un autre langage aux Français » et de « lancer un nouveau cri d'alarme ». Il décrit ainsi la situation du pays : « Une inflation qui reprend, un chômage qui demeure fort, un commerce extérieur d'une extrême fragilité, une agriculture en danger, des pans entiers de notre industrie qui disparaissent : il n'est que temps de réagir ».

Afin que la France se mette au niveau de la compétition internationale, l'ancien premier ministre se demande : « Est-il si difficile de décider que désormais les heures supplémentaires à l'intérieur d'un maximum hebdomadaire seront mieux rémunérées mais non récupérées ? Est-il si difficile de décider que pendant trois ans françaises et français disposent d'un mois de vacances sans plus ? Est-il si difficile que la hausse des rémunérations devra pendant trois ans être inférieure au taux de l'inflation ? Est-il si difficile de décider que tout ce qui incite à une consommation abusive doit être réglementé et limité ? A l'opposé aussi bien d'un socialisme destructeur que d'un libéralisme échevelé, il est une loi dont l'application incombe à l'Etat : rendre à la France une économie puissante. »

M. Debré estime aussi que « tout le reste n'est que chandelles autour d'un mourant et en particulier les incitations à un marché unique qui aggrave la situation du pays affaibli et malade que nous sommes devenus ». Il conclut en disant : « La France est menacée dans sa prospérité et dans sa sécurité, les Français dans leur liberté comme en 1940. »

M. Messmer :

L'apartheid existe toujours.

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Pierre Messmer, qui vient d'achever une tournée dans les cinq Etats membres de l'Union monétaire ouest-africaine a déclaré à Dakar que les propos tenus récemment par les neuf députés français (RPR, UDF, FN) de retour d'Afrique du Sud « s'engagent qu'eux-mêmes ».

L'ancien premier ministre a ajouté : « La règle absolue dans toutes les démocraties est que les députés ont le droit de visiter tous les pays où ils veulent aller. Mais leurs déclarations sont de leur responsabilité. Le fait est que l'apartheid continue d'exister en Afrique du Sud, même si un certain nombre de mesures pour en atténuer les effets ou les apparences ont été prises depuis quelques années. »

● Conseil constitutionnel : M. Mollat-Viéville quitte le conseil national du RPR. — M. François Mollat-Viéville, qui vient d'être nommé membre du Conseil constitutionnel en remplacement de Pierre Maréchal, récemment décédé, a fait savoir le jeudi 23 juillet qu'il démissionnait du conseil national du RPR, où il était entré en 1985. Cette instance consultative, théoriquement chargée d'émettre des avis sur les questions économiques, culturelles et sociales, composée de quelques deux cents membres désignés par M. Jacques Chirac, président du RPR, n'a guère d'existence concrète.

M. Mollat-Viéville a précisé qu'il venait de remettre sa démission à M. Chirac, « en conformité avec les dispositions qui régissent les activités des membres du Conseil constitutionnel, notamment l'interdiction qui leur est faite d'exercer des responsabilités nationales dans un mouvement politique ».

ÉDUCATION

Une bonne « cuvée » 1987

Les bacheliers scientifiques reviennent en force

M. René Monory a-t-il un effet bénéfique sur les résultats du baccalauréat ? Quelques semaines seulement après l'installation rue de Grenelle du nouveau ministre de l'Éducation nationale, au printemps 1986, le taux de réussite au bac avait atteint des sommets que l'on n'avait pas connus depuis 1968. Il s'agit d'une « cuvée » exceptionnelle, estimèrent alors les sceptiques en suscitant les 68,4 % de lauréats. Or le « cru » 1987, dont les résultats viennent d'être rendus publics, confirme et amplifie le niveau de réussite de l'an dernier : 68,9 % des 396 215 candidats qui se sont présentés aux épreuves ont été admis.

Ces 273 000 heureux élus ne laissent guère d'arguments aux 123 000 récalcitrants pour expliquer leur échec ou s'écarter de leurs larmes. Sans doute, comme chaque année, des candidats malchanceux invoqueront-ils la difficulté inhabituelle d'un problème de maths, le libellé approximatif d'une question de physique ou le caractère vicieux d'un sujet d'histoire pioché dans un renforcement obscur et inexploité du programme. Mais ces explications résistent mal à l'analyse des résultats : en effet, pour l'ensemble des bacs généraux (séries A à E), le pourcentage de lauréats est en augmentation (+ 0,3 % par rapport à 1986). Et s'il est vrai que le taux de réussite a légèrement fléchi par rapport à l'an dernier dans les séries A (philosophie, lettres, - 0,7 %), B (économie, - 0,5 %) et E (mathématiques et techniques, - 2 %), il a rattrapé et est aussi élevé chez les scientifiques : 79,79 % (+ 1,6 %) des candidats ont été reçus dans la prestigieuse série C et 72,5 % (+ 2,1 %) dans la série D.

Il en est de même pour les baccalauréats technologiques (+ 0,6 % de réussite par rapport à 1986) avec

cependant des évolutions contrastées : la progression est sensible dans les secteurs artistique (+ 6 %) ou industriel (+ 8 %) mais la baisse est avérée pour les baccalauréats d'informatique (série H, - 4 %).

Difficile d'invoquer la sévérité inhabituelle des épreuves écrites, comme la rumeur en a couru avec insistance. En effet, le pourcentage de candidats admis directement après ce premier groupe d'épreuves n'a jamais été aussi élevé depuis quelques années pour les bacs généraux (48,4 % cette année, soit près de la moitié, contre 45,8 % les deux années précédentes, 44 % en 1984 et 42 % en 1983). Dans les séries technologiques (F, G et H) la tendance est moins nette, mais l'on a atteint tout de même cette année 44 % d'admis directs contre 42,5 % l'an dernier.

De la même manière, les candidats qui sont définitivement recalés dès ce premier groupe d'épreuves et qui n'ont donc pas accès à l'oral de rattrapage sont de moins en moins nombreux : 17,6 % cette année et 23,8 % en 1983. Autrement dit, un candidat sur six est aujourd'hui éliminé d'entrée de jeu contre près d'un sur quatre il y a quelques années. L'amélioration se situe donc à tous les stades de la compétition.

Dernier argument enfin : les inégalités qui existaient entre académies. Il est évidemment hasardeux d'évaluer la difficulté relative des sujets à Marseille et Nancy, à Bordeaux et à Lille. Mais l'on peut tout de même observer que l'amélioration des taux de réussite au bac est quasi générale. Si Strasbourg conserve nettement sa première place (près de 80 % de reçus) devant Grenoble (75 %) et Lyon (74 %), vingt des vingt-six académies métropolitaines voient leurs

résultats s'améliorer peu ou prou par rapport à l'an dernier. Seules échappent à cette tendance globale Besançon (- 2,4 %), Dijon (- 1,6 %), Reims (- 3,5 %) et surtout les trois académies de la région parisienne : Versailles (- 0,5 %), Créteil (- 2 %) et Paris (- 3 %) qui est, avec seulement 63,4 % de réussite, lanterne rouge des vingt-six académies métropolitaines.

Un jeune sur trois

Au-delà de ces observations ponctuelles, trois enseignements se dégagent des résultats du bac 1987. Tout d'abord, ils confirment la progression constante du nombre de jeunes qui obtiennent ce diplôme. Des quelques 30 000 bacheliers de 1950, l'on est passé à 60 000 en 1960 puis à près de 170 000 en 1970 sous la pression démographique des enfants du baby-boom d'après-guerre. La progression s'est ralentie depuis mais ne se dément pas : le cap des 200 000 bacheliers de 1975, celui des 225 000 en 1981, celui des 250 000 en 1984, avant d'atteindre les 273 000 aujourd'hui.

Le nombre de jeunes d'une génération qui décrochent leur bac augmente imperceptiblement : ils étaient 10 % en 1960, 20 % en 1985 et l'on devrait approcher cette année la barre des 33 %, soit un jeune sur trois titulaire du bac contre un sur dix il y a seulement vingt-cinq ans. Toutefois, cette élévation progressive du niveau de formation démontre également à quel point est ambitieux l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac en l'an 2000.

On ne peut pas compter sur les baccalauréats technologiques pour gonfler à l'avenir les cohortes de bacheliers. Ces bacs techniques

(série F pour les formations industrielles, médico-sociales et artistiques, série G pour les formations économiques, série H pour l'informatique) ont désormais trouvé leur place. Ils représentaient 18 % des bacheliers en 1970, 25 % en 1975, 28 % en 1980 et un peu plus de 32 % cette année, soit 88 300 lauréats.

Cela fait maintenant quatre ans que le nombre des bacheliers techniques plafonne autour de 32 % du total des lauréats. Et le relais n'est encore pris que timidement par les tout nouveaux bacs professionnels dont la première promotion ne compte que 880 lauréats.

Troisième enseignement : il semble que l'hémorragie lente des bacheliers scientifiques ait été stoppée cette année. La part de ces bacheliers (séries C, D, E) dans l'ensemble des lauréats aux bacs généraux avait, en effet, augmenté régulièrement entre 1970 et 1980. Mais l'on assistait depuis le début des années 80 à une baisse constante et alarmante : de 54 % du nombre total d'admis en 1980, l'on était descendu progressivement à 52 % en 1982 et 1984 puis 49 % en 1985, et 48,2 % en 1986.

Avec 48,9 % d'admis dans les séries C, D et E, le bac 1987 marque peut-être, selon la formule de M. Monory, « l'arrêt de la dérive ». Compte tenu de l'augmentation du nombre des candidats, ces quelque 4 000 bacheliers scientifiques de plus que l'an dernier ne seront certainement pas de trop dans quelques années lorsqu'il s'agira de trouver des candidats au CAPES ou à l'agrégation afin de recruter les professeurs de maths ou de physique de l'an 2000, dont on risque de manquer cruellement.

GÉRARD COURTOIS.

ENVIRONNEMENT

La protection de l'île de Ré Cousteau sur le pont

D'une manière ou d'une autre, le commandant Cousteau est toujours sur le pont. Vêtu d'un ensemble bleu pâle, un col roulé immaculé soulignant son halo, ses soixante-dix-sept ans font merveille sous les projecteurs de la télévision comme à la barre de la Calypso. Il a donné, le jeudi 23 juillet, à Paris, une de ces conférences de presse-spectacles dont il a depuis longtemps le secret. Croisé du jour : le pont de 3 kilomètres de long lancé par M. François Bouygues entre La Rochelle et l'île de Ré.

La plupart des élus de Charente-Maritime réclament ce pont depuis quinze ans. Les défenseurs de l'environnement, appuyés par la Fondation Cousteau, le jugent catastrophique. Le pont, estiment-ils, va livrer l'une des dernières îles du littoral français à la marée automobile. Voilà des années que les ministres de l'environnement et les chefs de gouvernement en conviennent les uns après les autres. Mais, décentralisation oblige, le conseil général du département a eu le dernier mot.

Une pièce bien ficelée

Pour limiter les dégâts, Paris a exigé qu'à tout le moins une dizaine de mesures de protection soient prises avant la construction de l'ouvrage. Peine perdue. Voyant monter les périls, la Fondation Cousteau et ses amis ont saisi les tribunaux. Par deux fois, en 1986 puis en juin 1987, les juges administratifs ont annulé la déclaration d'utilité publique. Les travaux continuent, comme si les décisions judiciaires n'étaient que chiffons de papier.

Alors, le commandant Cousteau se fâche et lance sa contre-

offensive. Premier acte : il demande au préfet de Charente-Maritime de faire stopper le chantier, sinon, il fera appel en urgence au juge des référés. Commentaire : « Il n'est pas supportable que des dictateurs locaux bafouent le droit. »

Deuxième acte : l'équipe Cousteau s'installe, sur les berges de la Seine, la reconstruction sauvage du pont de Solferino et rétorque aux forces de l'ordre qu'on en fait bien autant à La Rochelle. Puis, elle distribue aux médias les images de cette scène burlesque.

Troisième acte : le commandant lui-même, entouré de ses légistes et de ses experts en environnement, apparaît sur la scène d'un salon parisien devant un parterre de quatre-vingts journalistes : « L'affaire de l'île de Ré est exemplaire, explique-t-il. Nous réclamons d'abord l'interdiction des travaux. Il est urgent d'attendre. Puis nous soumettons qu'on étudie des solutions alternatives. De toute manière, il faut que la protection de l'île de Ré soit assurée par la mise en œuvre des mesures exigées par le gouvernement. J'en appelle à l'autorité de l'État et à l'opinion publique. »

Comme toute pièce bien ficelée, la manifestation du commandant Cousteau s'est achevée par un coup de théâtre. Les promoteurs, a-t-on appris, ont formé le projet de relier cette fois Coubeiron à Belle-Ile par un pont de 14 kilomètres. Le devis de l'ouvrage serait déjà établi : 1,3 milliard de francs. Pour son quatre-vingtième anniversaire, le « pacha » de la Calypso ne manquera pas de nouveaux motifs de se battre.

MARC AMBROISE-RENDU.

La formation professionnelle des jeunes

Accord entre l'éducation nationale et la Fédération du bâtiment

Mme Nicole Catala, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargée de la formation professionnelle, et M. Jacques Brunier, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), ont signé, le mercredi 22 juillet, un protocole d'accord qui a pour objet de mieux adapter l'enseignement technique et professionnel aux besoins des quelque 300 000 entreprises du secteur du bâtiment. Un protocole comparable avait été signé avec la Fédération nationale des travaux publics au début de l'année.

Avec 42 000 apprentis en formation, pour un total (toutes professions confondues) de 213 000 et près de 65 000 jeunes formés chaque année, les différents métiers du bâtiment (où l'artisanat tient une place essentielle) constituent la première industrie pour la formation et l'emploi des jeunes.

Aux termes de ce protocole, la FNB mettra à la disposition des lycées professionnels sa banque de données « Aristel-Bâtiment ». Des

mesures seront prises pour développer le nombre des accueils à deux des séquences éducatives en entreprise en faveur des jeunes de ces lycées (trois semaines au lieu de douze jours en moyenne).

Mme Catala, pour sa part, a fait état d'un déficit de professeurs dans certaines spécialités enseignées dans les lycées professionnels et a souhaité que le système éducatif soit plus souple et puisse accueillir, notamment comme enseignants ou pour des activités « péri-pédagogiques », des chômeurs ou des préretraités ayant une expérience dans les différents domaines du bâtiment.

La FNB et le ministère de l'Éducation nationale comptent sur les collectivités locales — dans le cadre de la décentralisation — pour prolonger et mettre en œuvre le protocole en fonction des besoins des entreprises très différents d'une région à l'autre.

F. GR.

RECHERCHE

La Commission de Bruxelles propose huit programmes communautaires

Après le compromis intervenu la semaine dernière sur le financement du programme communautaire de recherche (le Monde du 17 juillet), lequel a été entériné le jeudi 23 juillet par les ministres du budget, la Commission de Bruxelles a décidé de proposer huit programmes spécifiques, représentant une somme globale de 2,7 milliards d'ECU (18,7 milliards de francs). Le plus important est la phase II d'ESPRIT, programme de recherche dans les technologies de l'information (robotique, micro-électronique, logiciels, etc.), pour lequel une somme de 3,2 milliards d'ECU est prévue, dont la moitié apportée par les firmes industrielles.

Les autres programmes proposés sont :

- Publication de la loi sur l'exercice de l'autorité parentale.
- le Journal officiel du vendredi 24 juillet publie la loi sur l'exercice de l'autorité parentale, datée du 22 juillet 1987, qui modifie notamment la garde des enfants en cas de divorce. Cette loi prévoit le maintien de l'exercice conjoint de l'autorité parentale après le divorce des parents. Pour les enfants nés hors mariage, elle simplifie la démarche qui permet aux deux parents, lorsqu'ils sont d'accord, d'obtenir une autorité parentale conjointe.

- DELTA : développement de techniques d'apprentissage grâce à la technologie avancée (20 millions d'ECU) ;
- DRIVE : sécurité routière et pollution automobile (60 millions d'ECU) ;
- AIM : réduction des coûts des soins de santé par l'informatique médicale et la bio-informatique (20 millions d'ECU) ;
- Fusion thermo-nucléaire : consolidation de l'avance de l'Europe dans ce domaine, en aboutissant à la mise au point d'un réacteur de fusion expérimentale (911 millions d'ECU) ;
- BRITE : nouvelles technologies pour la modernisation des secteurs industriels classiques (60 millions d'ECU) ;
- Radioprotection (10 millions d'ECU) ;
- Accroissement des possibilités d'échanges et d'information entre scientifiques (30 millions d'ECU).

Trois autres programmes — RACE (télécommunications), Santé (cancer, SIDA) et Recherche, au profit des pays en voie de développement — ont déjà été proposés par la Commission et doivent être examinés par le Parlement européen en septembre.

SIDA

Des cellules « tueuses » sont identifiées

L'hémodomade scientifique britannique Nature publie, dans son numéro daté du jeudi 23 juillet, les résultats de deux études, l'une française, l'autre américaine, sur certains mécanismes physiopathologiques impliqués dans le SIDA. Ces travaux pourraient notamment permettre de mieux comprendre pourquoi certaines personnes contaminées par le virus (personnes séropositives) sont atteintes par la maladie, alors que d'autres demeurent indemnes de tout signe clinique.

L'équipe française, dirigée par M. Fernando Plata (Institut Pasteur de Paris, INSERM) et associant des biologistes et des cliniciens des hôpitaux parisiens de la Pitié et de Tenon, a réussi à identifier des cellules « tueuses » (lymphocytes du groupe T 8) dans les pousseurs de malades et de personnes séropositives. La même découverte a aussi pu être faite dans la circulation sanguine de ces sujets. Les cellules identifiées ont la propriété de détruire les cellules infectées par le virus du SIDA.

M. Reagan constitue une commission spéciale

Le président Ronald Reagan s'est engagé, le jeudi 23 juillet, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour permettre la découverte d'un traitement du SIDA et a constitué une commission spéciale sur cette maladie dans laquelle figure un ancien militant homosexuel, le docteur Frank Lilly. La commission doit remettre un premier rapport dans les quatre-vingt-dix jours et présenter ses conclusions dans un an. M. Reagan a déclaré, lors d'un discours à l'Institut national de la santé à Bethesda (banlieue de Washington), que certains de ses « amis et anciens collaborateurs » étaient morts du SIDA. — (AFP.)

Nucléaire

Un décharge géante dans l'Aube

Feu vert pour le plus grand centre de déchets radioactifs du monde. Le Journal officiel du jeudi 23 juillet publie le décret déclarant d'utilité publique l'aménagement de la « décharge » radioactive de Soufrière, dans l'Aube, qui doit prendre la suite de celle de la Hague, saturée. Sur une colline de sable qu'une couche d'argile isole des eaux souterraines, vont être déposés, d'ici à la fin du siècle, 1 million de mètres

cubes de rebuts divers, tous contaminés mais faiblement radioactifs.

Ces déchets seront enveloppés de résine et, enfermés dans des fûts. Ceux-ci, entassés sur plusieurs mètres d'épaisseur, sont ensuite recouverts d'argile sur laquelle on plante de la végétation. Les rayonnements radioactifs durant quelques décennies puis deviendront inertes. Le devis du chantier s'élève à 700 millions de francs et la gestion du centre — qui emploiera 140 surveillants — coûtera 55 millions de francs par an.

Espace

Retour anticipé pour un cosmonaute

Le vaisseau spatial soviétique Soyuz TM-3, lancé le mercredi 22 juillet avec un équipage soviéto-syrien (le Monde du 23 juillet), s'est amarré à la station orbitale Mir, le vendredi 24 à 5 h 31 (heure de Paris). Une heure et demie plus tard, le cosmonaute syrien Mohammed Fares et ses deux collègues soviétiques, Alexandre Vitorenko et Alexandre Alexandrov, pénétraient dans la station Mir, où les attendaient les Soviétiques Youri Romanenko et Alexandre Leveikine, en orbite depuis cinq mois et demi. Ce dernier, devrait toutefois revenir sur terre, le 29 juillet, des « modifications ayant été remarquées dans son cardiogramme » a déclaré, vendredi, le directeur adjoint du vol qui précise cependant que A. Leveikine « n'est pas malade ». — (AFP.)

Vatican

Mgr Eyt, secrétaire spécial du synode

Mgr Pierre Eyt, archevêque coadjuteur de Bordeaux, sera le secrétaire spécial du synode des évêques catholiques, qui aura lieu au Vatican du 1^{er} au 30 octobre prochain, a annoncé, le jeudi 23 juillet, Mgr Jean Schotté, secrétaire général du synode. Au cours de cette semaine, consacrée au rôle des laïcs, Mgr Eyt analysera et résumera les interventions des deux cent trente participants.

Environnement

Bataille autour de la Mine d'or

Une fois de plus, le littoral breton fait l'objet d'une querelle entre défenseurs et aménageurs. Les demeures et les voitures des animateurs d'une association de protection des sites viennent d'être endommagées par les habitants de la commune de Pâmeris, dans le Morbihan. Les

défenseurs de l'environnement, groupés au sein des Amis du pays entre Mias et Vilaine, s'opposent depuis plusieurs années à un projet de lotissement qui, selon eux, défigurerait une falaise de bord de mer aux arêtes jaunes et rouges, dite falaise de la Mine d'or. Celle-ci est d'ailleurs en instance de classement et un permis de construire a déjà été annulé par les tribunaux.

Université

Les suites de l'affaire Roques

M. Jean-Claude Rivière, directeur de la thèse de M. Henri Roques qui

mettait en cause l'existence des chambres à gaz durant la deuxième guerre mondiale, vient d'être mis à la disposition du Centre national d'enseignement à distance (CNED) pour la rentrée prochaine.

Enseignant de lettres à l'université de Nantes, M. Rivière avait fait l'objet, en 1986, d'une suspension d'un an décidée par M. Alain Devaquet, alors ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur. Cette suspension venant à expiration le 31 juillet et ne pouvant être renouvelée, le ministère a procédé à une nouvelle affectation, en alléguant que toute mesure d'ordre disciplinaire concernant M. Rivière aurait été prématurée.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 650572 F
Tél : MONDIPAR 46-32-06-51
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faivet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Sala.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tappex LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 705-010 le hebdomadaire, excepté Sundays for \$ 400 par year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress, U.S.A., P.M.C., 45-45 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

صكنا من الاصل

Société

JUSTICE

Ancien défenseur de Georges Ibrahim Abdallah

M^e Jean-Paul Mazurier radié du barreau de Paris

Le conseil de l'ordre des avocats du barreau de Paris vient de radié de la profession M^e Jean-Paul Mazurier, ancien avocat de Georges Ibrahim Abdallah, qui, dans un livre publié en mars dernier par le journaliste Laurent Gally sous le titre *"L'Agent noir"*, avait confessé avoir informé la DST de confidences obtenues auprès de son client.

Le Conseil de l'ordre s'était saisi du cas de M^e Mazurier en dépit de la démission que lui avait présentée celui-ci. Il avait retenu contre lui une violation du secret professionnel, l'exercice de fonctions incompatibles avec la profession d'avocat, une violation de ses devoirs à l'occasion d'interventions publiques et une violation du serment de l'avocat. La décision rendue le 16 juillet a prononcé la radiation de M^e Mazurier pour ce qui concernait la violation du secret professionnel.

En revanche, le conseil de l'ordre a considéré comme établi que M^e Mazurier « sous le couvert de la profession d'avocat, exerçait les fonctions d'agent secret, attendu

qu'il en revendiquait la responsabilité et ne nie pas avoir utilisé la confiance qu'inspirait son état d'avocat pour les besoins du service auquel il avait accepté, en conscience, d'être affecté ».

Pour le conseil de l'ordre, ce comportement constitue une violation grave et caractérisée des obligations de son serment qui l'obligeaient à exercer la défense avec dignité, conscience et indépendance. La décision retient encore contre lui d'avoir « délibérément laissé croire à son client qu'il partageait ses opinions au point de se transformer en vaguesse chargée de porter ses messages à des sympathisants, sans omettre de les détourner au profit d'un service de renseignement ».

Cette décision de radiation sera assortie d'une mesure de publicité, c'est-à-dire de son affichage dans les locaux du conseil de l'ordre des avocats de Paris, après expiration des délais d'appel, au motif que l'avocat radié avait lui-même donné une publicité à ses comportements tant par la publication du livre dans lequel il se racontait que par des

déclarations consécutives à la radio et à la télévision.

M^e Mazurier, inscrit au barreau de Paris depuis le 17 septembre 1980, était apparu publiquement au côté de M^e Jacques Vergès dans la défense de Georges Ibrahim Abdallah le 3 juillet 1986 lors du procès de ce dernier, qui répondait alors des délits d'association de malfaiteurs et de détournement d'armes devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de Lyon, qui devait alors le condamner à quatre ans de prison.

C'est au lendemain du deuxième procès de Georges Ibrahim Abdallah, le 10 juillet 1987, devant la cour d'appel de Paris siégeant sans jurés — qui, le 28 février dernier, devait le condamner cette fois à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité d'assassinat et tentative d'assassinat qu'il avait été publié le livre dans lequel M^e Mazurier — il n'était plus alors avocat de Georges Ibrahim Abdallah — révélait son double jeu en expliquant qu'il s'y était prêté pour éviter de nouveaux attentats terroristes.

J.-M. Th.

POINT DE VUE

Abdallah, Barbie, les autres et nous

par M^e Edouard Knoll,
avocat au barreau de Paris,
président du Fonds national juif

PAR un fait du hasard, les deux plus grands procès criminels récents de l'histoire judiciaire en France ont eu pour accusés deux ennemis du peuple juif, mais ce n'est pas un hasard si le même homme a tour à tour assésé Abdallah puis Barbie.

Qu'y avait-il de commun entre ces deux mauvaises causes si ce n'est cette haine perverse du juif ? Du nazi au terroriste arabe, aucun fil conducteur n'était apparent pour les autres, mais, pour nous, il ne pouvait y avoir aucun doute. C'était l'antisémitisme d'Etat et l'antisémitisme d'aujourd'hui dont on tentait de masquer les crimes, à défaut de pouvoir demander leur abolition. Et, pour cela, il ne fut de meilleure tactique que de salir la mémoire des victimes après les avoir froidement assassinés.

Comment ont réagi les autres ? A Paris oubliant tout cela, oubliant qu'Abdallah était au moins un complice des assassins de Barinamov, on vit un procureur en mal de raison d'Etat adjoindre la cour de faire preuve de clémence.

A-t-il vraiment « craqué » comme il fut prétendu ou n'avait-il jamais su que lorsqu'on tuit un Israélien c'était un juif que l'on voulait assassiner comme au bon vieux temps de Hitler. Ce défaut d'information est l'hypothèse la plus innocente, mais comment ne pas songer aux effets de l'enseignement du mépris qui a trop longtemps distillé en pays chrétien le rejet du juif. Personne n'a mieux expliqué cette singularité qu'Elie Wiesel : « Toutes les victimes n'étaient pas juives, mais tous les juifs étaient des victimes. »

C'est pourquoi il faut rendre hommage aux juges de la cour d'assises de Paris qui, au moment du verdict, ont redonné à la France son honneur en choisissant d'entendre, plutôt que la voix de l'« apaisement », qui avait conduit notre pays aux pires démissions, notamment au cours des années sombres de l'Occupation, celle faite de talent et d'émotion de l'un des nôtres, Georges Kleiman, demandant simplement que justice soit faite.

A Lyon, à côté de l'adhésion totale du procureur général Pierre Truche, notre frère en humanité, combien de non-dits, de zones d'ombres, de ratés, de malentendus, volontaires ou pas. Pierre Truche, homme de cœur et de rigueur, après avoir vainement tenté, en droit, de résister à l'extension de la notion de crime contre l'humanité, rappellera très honnêtement : « Si la résistance fut une époque magnifique qui pour certains a tourné au drame, pour les juifs il n'y avait que le drame. » Comme nous, pour nous il n'a revêtu aucune spécificité dans le malheur, il a simplement souligné cette inégalité de destin.

A contrario, au nom de cette singularité, les porte-parole de Barbie ont essayé de salir encore davantage les victimes juives. « Je ne distingue pas », s'est écrié l'un d'eux sans vergogne, les atrocités nazies de celles commises au Liban par les Israéliens. »

Atteindre ainsi les citoyens de l'Etat d'Israël, c'était par une perversion naturelle faire des héritiers de six millions de morts des bourreaux, à l'égal de ceux qui réduisaient leurs pères en cendres.

Avez-vous vu alors tous les avocats au banc de la partie civile se dresser pour protester d'une seule

voix : Non ! Ils furent même quelques-uns, et non des moindres, pour, « au nom des principes », les quels ? Trouver normal que, à charge d'argument de la défense, il y ait une riposte de la partie civile. C'est-à-dire leur courage, ou pas voulu comprendre, qu'on ne juge pas un Barbie selon les seules normes d'une justice ordinaire et qu'une défense de rupture se mettrait d'elle-même en marge de la justice.

En revanche, ils ont laissé insulter sans broncher un de leurs confrères, Serge Klarsfeld, ce pur parmi les justes, ils l'ont laissé se faire traiter de faussaire. Etait-ce là vraiment faire des droits de la défense un usage normal ? A leur place rendons-lui un vibrant hommage, ainsi qu'à sa femme, Beate, car sans leur opiniâtreté et leur courage, ce acte de justice n'aurait pu s'accomplir.

Ce décalage entre nous et les autres auxquels il ne peut raisonnablement être fait qu'un reproche d'ignorance, à la limite d'insensibilité, Elie Wiesel l'a terriblement ressenti à Lyon : comment les difficultés à la disposition du peuple de France et le gouvernement de la République d'avoir permis qu'ils aient lieu, notre tâche n'apparaît pas terminée. Il nous appartient de faire accepter aux autres le caractère unique de notre destin et de leur expliquer combien, tout en perdurant le souvenir de nos morts, nous sommes concernés par le sort de toute l'humanité : c'est là, en effet, le sens du message biblique qui est notre héritage.

Au terme de ces procès dont on doit avec force souligner pour l'histoire l'utilité et la haute tenue, pour lesquels il faut remercier le peuple de France et le gouvernement de la République d'avoir permis qu'ils aient lieu, notre tâche n'apparaît pas terminée. Il nous appartient de faire accepter aux autres le caractère unique de notre destin et de leur expliquer combien, tout en perdurant le souvenir de nos morts, nous sommes concernés par le sort de toute l'humanité : c'est là, en effet, le sens du message biblique qui est notre héritage.

FAITS DIVERS

Dans les Yvelines

Un cambrioleur tué par un gendarme

Un cambrioleur âgé de trente ans, Alain Saintyves, a été tué par un gendarme, le mercredi 22 juillet vers 22 h 45, alors qu'il opérait dans une maison de Lavacourt (Yvelines) en compagnie d'un complice.

Prévenu par deux témoins, des gendarmes avaient encerclé la maison. Malgré les sommations réglementaires des gendarmes, les malfaiteurs ont pris la fuite : l'un d'eux sur le point d'être rattrapé, a asséné un violent coup de lampe torche au visage de son poursuivant. Pendant un bref corps à corps au sol, le gendarme, qui tenait son arme de service à la main, a tiré accidentellement, blessant mortellement le cambrioleur. Le second, qui s'était jeté à l'eau pour échapper aux gendarmes, a également été appréhendé.

Alain Saintyves était sorti de prison le 19 juillet, à la suite d'une remise de peine de trois mois.

● Incendie dans une université de Montpellier. — Les trois principaux amphithéâtres de l'université de Montpellier-III (lettres, arts et sciences humaines) ont été détruits par le feu, le jeudi 23 juillet. Les causes de l'incendie n'ont pas été déterminées. Les réparations risquent d'être longues et coûteuses, les responsables de l'université ne savent pas encore s'ils pourront accueillir normalement les treize mille étudiants de Montpellier-III lors de la rentrée universitaire prévue pour le 28 septembre prochain.

La construction de nouvelles prisons prend un léger retard

La date de dépôt des candidatures pour la construction de nouvelles prisons a été repoussée du 27 juillet (12 heures) au 3 août (17 heures). La chancellerie précise que ce rapport a été demandé par les professionnels du bâtiment. Certaines entreprises moyennes, ont-ils plaidé, jugeaient trop court le délai qui leur était accordé pour constituer des groupes susceptibles de se porter candidats. Il est, en effet, demandé à ceux-ci de présenter des projets portant aussi bien sur la conception architecturale, les coûts de construction, l'hôtellerie (repas, blanchissage) que sur les loisirs des détenus (sports, activités culturelles) et la préparation des prisonniers au retour à la vie active.

Certaines entreprises de grandes tailles qui se sont intéressées dès le début du projet — aujourd'hui avorté — de privatisation, ont constitué des groupes aux spécialités multiples, capables de répondre dans les délais rapides aux appels d'offre du ministère de la justice. Celles entrées plus récemment dans la course demandaient un délai supplémentaire.

D'autre part, le *Journal officiel* du 23 juillet a publié la liste du jury chargé de formuler un avis sur les offres présentées par ces entreprises. Président : M. Jacques Ducoux, président de section honoraire au conseil d'Etat. Vice-président : M. Raoul Rudeau, ingénieur général des Ponts et chaussées. Autres membres : M. René Eladari, ingénieur en chef des Ponts et chaussées ; M. Michel Antheman, architecte ;

M. Christian Cléret, spécialiste des affaires immobilières au ministère de l'Economie ; M. Philippe Deslandes, architecte ; M. Philippe Girardot, fonctionnaire au ministère du budget ; M^e Françoise Lepers, architecte ; M. Arène Lux, directeur de l'administration pénitentiaire et un de ses adjoints ; M. Jean-Marc Sauvé, directeur de l'administration générale et de l'équipement au ministère de la justice et un de ses adjoints ; le chef de l'inspection des services pénitentiaires ; M. Vincent Lamanda, vice-président du tribunal de Paris ; M. Antoine Ossola, directeur régional des services pénitentiaires de Bordeaux ; M. Georges Camps, directeur de la prison de Fresnes ; M. M. Jean-François Wirth, médecin de l'administration pénitentiaire.

Ce jury aura à conseiller la chancellerie sur le choix des entreprises qui se verront confier la construction des vingt-huit nouveaux établissements (15 000 places) décidés par le gouvernement.

● Grève de la faim de détenus à Rennes. — Une cinquantaine de détenus du centre pénitentiaire de Rennes (Ille-et-Vilaine) ont décidé, le jeudi 23 juillet, d'observer une grève de la faim de deux jours par solidarité avec les protestations récentes d'autres détenus dans d'autres établissements. Le centre de Rennes abrite environ trois cent quarante détenus, condamnés à de longues peines.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Pierre DELIAN et M^e, née Béatrice Payet-Godel, ont la joie d'annoncer la naissance de

Caroline,

le 10 juillet 1987.

15, rue Marbeuz,

75116 Paris.

— HÉRÈS et Jacques PLANET, Hugu, Gaudier et Quenec, sont heureux de faire part de la naissance de

Constance,

le 16 juillet 1987.

1, rue des Hauts,

45380 La Chapelle-Saint-Mesmin.

— Françoise et Lucien GRANDJEAN ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathias,

au foyer de Dominique et Christophe, le

16 juillet 1987, à Lourmarin (Vaucluse).

72, cours des Roches,

77186 Noisiel.

Mariages

— Florence CONTENAY,

et Jean-Pierre COURTIAU,

ont la joie de faire part de leur mariage à Paris.

Le 25 juillet 1987.

Décès

— M. Sylvain Attali

et son fils Fred,

Les familles Goldberg, de Hafit (Israël),

Les familles Attali, de Paris,

ont la douleur de faire part du décès de

Claire ATTALI,

née Goldberg,

survenue le 17 juillet 1987, à Melbourne (Australie).

4, Jacques Street, Hawthorn,

Victoria (Australie).

— M^e René Castro,

Bertrand et Brigitte Castro

et leurs enfants,

Martine Castro,

Leslie et Marianne Hermann

et Isabelle Neuner-Castro

ont la douleur de faire part du décès de

leur épouse, père et grand-père,

René CASTRO,

ingénieur ECP (1929),

directeur scientifique honoraire des

sciences Électriques d'Ugion,

survenue à Paris le 18 juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, boulevard de Champigny,

94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

— La société française Shakespeare

a la tristesse de faire part du décès, sur-

venue le 20 juillet 1987, de son président

honoraire,

Henri FLUCHÈRE,

docteur honoraire de la faculté des lettres

et sciences humaines d'Alsace-Provence,

homme de lettres,

traducteur et critique

de réputation internationale,

notamment pour ses travaux

sur les dramaturges élisabéthains.

— M. Nourhan Fringhian,

son père,

M^e et M^e Hervé Le Gallais de

Dineux,

ses enfants,

Yann et Charlotte Le Gallais de

Dineux,

ses petits-enfants,

M^e Monique Fringhian,

M^e Corinne Fringhian,

M^e et M^e Harold Fringhian,

M^e et M^e Frédéric Fringhian,

M^e et M^e Boghos Fringhian,

M^e et M^e Diy Fringhian,

M^e et M^e Aral Papazian,

M. Marac Papazian,

ses oncles et tantes,

Et toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de

M^e Gloria Amahid FRINGHIAN,

survenue le 18 juillet 1987 dans sa

cinquante-septième année.

Les obsèques ont été célébrées le ven-

dredi 24 juillet, en la cathédrale apostoli-

que arménienne, 15, rue Jean-Goujon,

Paris-9, par Mgr René Naccachian, pré-

lat des Arméniens de Paris.

L'inhumation aura lieu le même jour

dans le mausolée de la dynastie Nour-

han Fringhian, à Bourault (Marne).

A 15 h 30, un service religieux sera

célébré en l'église de Bourault, par les

Révérends Pères Miron Kewikim et

Charles Vichet.

83, quai d'Orsay,

75007 Paris.

Château de Bourault,

Bourault, 51200 Epervay.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », sont priés de joindre à

leur envoi de texte une des dernières

bandes pour justifier de cette qualité.

— Lyon. Duillier.

Philippe Rottot,

son mari,

Olivier, Thomas et Anne,

ses enfants,

Leur famille,

Leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Thérèse ROTTOT-MALARTRE,

le 7 juillet 1987.

Une messe sera célébrée en l'église

Notre-Dame-du-Pont-du-Jour, 20, rue

des Agudenas, Lyon-9, le mardi 27 juil-

let 1987, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu à Duillier

(Haute-Loire) le même jour à

17 heures.

Des dons peuvent être adressés à

l'association Enfants de notre tendresse,

Lyon, chez D. Gedaix, 20, rue Boyer,

69160 Tessin.

14 bis, rue de Tourville,

69005 Lyon.

— M^e et M^e Jean-Paul Roncari,

M^e et M^e Michel Roncari

ont la douleur de faire part du décès de

M^e Henri RONCARI,

né Laurence Catana,

survenue le 22 juillet 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le samedi 25 juillet, à 10 h 30, en l'église

de Saint-Vrain (Essonne).

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Saint-Vrain.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris. Saintes. Verrière.

Roger Vergnaud,

son épouse,

Collette Vergnaud,

Jean-Roger Vergnaud,

Maria-Luisa Zuberbühler,

ses enfants,

Leurs oncles, Sébastien,

ses petits-enfants,

Les parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^e Roger VERGNAUD,

né Raymond Boleslav,

professeur honoraire,

survenue dans sa soixante-quatrième

année, à Saintes, le 23 juillet 1987.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Verrière, le samedi 25 juillet, à

11 heures.

La levée du corps se fera à 10 h 30.

Cet



Dimanche 26 juillet, le Festival des Festivals. La Sept, invitée par FR3 et France-Musique, vous offre, privilège parmi les privilèges, d'être l'hôte, en une seule journée, de cinq grands festivals d'art lyrique en Europe. Assis sur l'herbe verte de Glyndebourne, vous écouterez Mozart en grignotant un sandwich au concombre. Puis dans la fraîcheur du cloître Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence, vous étancherez votre soif de notes cristallines en compagnie de Barbara Hendricks. Dans l'amphithéâtre de Vérone, vous guetterez, sur le grand ciel calmé, le bateau tant attendu par Madame Butterfly. A Salzbourg, ce sera "Cosi fan tutte" dirigé par Riccardo Muti. Enfin, Wagner vous prendra par la main, et vous gravirez ensemble la colline sacrée de Bayreuth. Le tout, conçu par Erato, sera retransmis en simultané et en stéréo par France-Musique. Les prochains rendez-vous de la Sept seront des émissions hebdomadaires sur FR3. Avant la diffusion prochaine par satellite.

La Sept

هكذا من الاجل

Le Monde SPORTS

TENNIS : Coupe Davis Les Suédois dans l'arène



Vainqueur de quatre tournois — Monte-Carlo, Rome, Boston, Indianapolis et finaliste à Roland-Garros cette saison, Mats Wilander est le chef de file de l'équipe suédoise, qui affronte du 24 au 26 juillet dans les arènes de Fréjus en quarts de finale de la Coupe Davis la France qui, privée de Yannick Noah hors de forme, aligne Thierry Tulasne, Henri Leconte et Guy Forget. Au dernier classement mondial alors que Wilander est deuxième, Stefan Edberg troisième, et Kent Carlsson huitième, Anders Jarryd

retenu pour le double étant deuxième. Les autres quarts de finale opposeront respectivement l'Australie au Mexique, à Brisbane, le Paraguay à l'Espagne, à Caracas, et l'Inde à Israël, à New-Delhi où des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises pour protéger la délégation israélienne et éviter des incidents (le Monde du 24 juillet). A Hartford, les États-Unis, avec John McEnroe, et la République fédérale d'Allemagne, avec Boris Becker, se rencontreront en match de barrage dont l'équipe perdante sera reléguée en deuxième division en 1988.

ATHLÉTISME : la course la plus haute d'Europe Marathoniens des cimes

TARBES
de notre correspondant

Pari un peu démesuré. Aventure à la fois moderne, fabuleuse et dantesque. Tel apparaît le défi lancé dimanche 19 juillet par la station thermale et de sports d'hiver de Cauterets (Hautes-Pyrénées). Pour dépasser son passé, cette petite cité bigourdane a eu l'idée de lancer à l'assaut du géant voisin, le Vignemale (3 298 mètres), tout des Pyrénées françaises, un peloton de 230 marathoniens des cimes et de raviver la plus haute course de montagne d'Europe.

Trois événements ont servi de référence historique à ce trophée du Vignemale. En premier lieu, il célébrait le cent cinquantième anniversaire de la première ascension du sommet pyrénéen par deux guides de Cauterets, Henri Cazaux et son beau-frère Bernard Guillemet.

Ce trophée marquait aussi la fin, l'an prochain, de la concession du glacier d'Ossoue accordée en 1839 par le préfet des Hautes-Pyrénées au plus illustre pyrénéiste, le comte Henri de Ruesel. Ermite et seigneur des lieux, il a vécu plus d'un quart de siècle sur le flanc du Vignemale, où il s'était fait creuser une villa et des grottes pour recevoir les plus grandes sommités de la fin du siècle dernier, allant jusqu'à pour elles déployer avec un faste particulier le tapis rouge sur le nevé crevassé. Au cours de ce « prêt » le comte de Ruesel aura accumulé trente-trois ascensions du Vignemale.

Troisième référence historique : en 1906, un guide de haute montagne de Cauterets, Jean-Marie Bordenave, a pulvérisé son propre record de 1904 ralliant le centre de la station au sommet du géant de la chaîne. Un aller-retour de 52 kilomètres en cinq heures vingt-deux

minutes. C'est ce record vieux de quatre-vingt-un ans qui était en jeu dimanche 19 juillet sur le même trac, achevant les coureurs de 935 à 3 298 mètres, sur un dénivelé de 2 400 mètres.

La nuit se dissipait à peine entre les pins crochets, les thuyas et les cascades locales les marathoniens ont commencé, tels des isards, leur course vers les cimes. Au point d'Espagne, après 8 kilomètres, deux athlètes ont déjà pris les devants : Jean-Dominique Calbera : de Bagneres-de-Bigorre, considéré comme favori, et Jean-Marc Bellocq, de La Colle-Saint-Cloud.

Au refuge des Oulettes de Laube, un panorama fantastique s'offre à eux. Le géant Vignemale est là. Il les défie. Un brouillard tenace les prive du sommet de la Pique Longue, qu'ils doivent gravir non pas par l'accès direct du couloir de Gaube, mais en longeant le premier glacier de la Hourquette d'Ossoue, puis par les arêtes supérieures du glacier, long de 2 kilomètres.

Calbera a alors semé ses poursuivants. Il ne le reverra plus, n'en devenant que le silhouette de trapèze, triple vainqueur de la course du Pic du Midi (Hautes-Pyrénées) et d'Arrette-la-Pierre-Saint-Martin (Pyrénées-Atlantiques), recordeur de la course du Canigou (Pyrénées-Orientales), Calbera est un glouton des cimes. Il courtise les montagnes. Pour éviter les pièges du vertige, de la fatigue, ou la glisse des baskes sur les glaciers, les guides de montagne de la région avaient jalonné de cordes les points névralgiques du parcours. Une corde et un mousqueton ont évité quelques faux pas aux concurrents les moins hardis quand ils passaient bien souvent au-dessus du vide. Les moins téméraires et les plus harassés ont même été détournés avant l'ascension finale.

Calbera a atteint le sommet en deux heures, cinquante minutes et quinze secondes avant d'emprunter le chemin du retour pour atteindre l'arrivée en quatre heures, cinquante et une minutes et cinquante secondes. Avec sept minutes et dix-sept secondes d'avance sur le Catalan Soulié. Sept coureurs ont battu le record de Jean-Marie Bordenave et deux cents concurrents ont terminé la course la plus haute d'Europe. Mais, déjà le lendemain, débarrassés des cordes qui lui lacéraient le flanc et des marches ciselées enrobées dans la glace, le Vignemale a repris son aspect inviolable. Monsieur Tout-le-Monde ne pourra pas tous les jours le défier en baskets.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

CYCLISME : le Tour de France

Chozas au rendez-vous

L'offensive espagnole continue. Après Echave, vainqueur à l'Alpe d'Huez, Chozas, un spécialiste des longues échappées solitaires, a remporté, jeudi 23 juillet, la vingt-deuxième étape La Plagne-Morzine. Delgado conserve le maillot jaune, en dépit d'un sursaut de Roche. Mais l'exploit du jour a été réalisé par Jeannie Longo dans le Tour féminin.

MORZINE
de notre envoyé spécial

Eduardo Chozas n'est sans doute pas une vedette du peloton, mais il refuse l'anonymat et, depuis deux ans, il gagne régulièrement son étape. Pas n'importe laquelle : il choisit de préférence une étape de montagne. Et pas n'importe comment : il paie toujours largement de sa personne. En 1985, il était arrivé seul à Aurillac, au terme d'une longue échappée sur les routes bosselées du Massif Central et, l'an dernier, il avait inscrit à son palmarès, la grande étape alpine Gap-Serre-Chevalier, qui se terminait au sommet du col du Granon, à 2 400 mètres d'altitude. Au prix d'un raid solitaire de 140 kilomètres.

Ce coup de force était prévisible, sinon attendu. Chozas devait obligatoirement intervenir entre La Plagne et Morzine puisque maintenant le Tour redescend dans la plaine, en direction de Paris. Alors, il s'est détaché dans le col des Saixes, à 110 kilomètres de l'arrivée. Il a franchi en tête les Aravis, puis le col de la Colombière et enfin l'interminable rampe de Joux Plagne, pour conserver quarante-deux petites secondes d'avance, après avoir bénéficié d'une marge de sécurité de plusieurs minutes.

En l'occurrence, le courageux Espagnol a bien failli être victime du duel Roche-Delgado, qui n'est devenu à force d'obstination un grimpeur capable de gagner le Tour de France. Là encore, Jeannie Longo donne la leçon aux coureurs « pros » qui ne font peut-être pas, en définitive, leur métier aussi bien qu'elle.

JACQUES AUGENDRE.

Les résultats

TOUR DE FRANCE MASCULIN
Changement de la vingt-deuxième étape, La Plagne-Morzine. — 1. Chozas (Esp., Teka), les 186 km en 6 h 13 min. 48 sec. (moyenne 29,855 km/h) ; 2. Roche (It.), à 43 sec. ; 3. Delgado (Esp.), à 1 min. 1 sec. ; 4. Lejarreta (Esp.), à 1 min. 10 sec. ; 5. Bernard (Fr.), à 1 min. 11 sec. ; 6. Parra (Col.), même temps ; 7. Schepers (Belg.), même temps ; 8. Hernandez (Col.), à 2 min. 24 sec. ; 9. Figuera (Fr.), à 2 min. 25 sec. ; 10. Fierro (Esp.), même temps.

Changement général. — 1. Delgado (Esp., PDM), 102 h 55 min. 19 sec. ; 2. Roche (It.), à 21 sec. ; 3. Bernard (Fr.), à 4 min. 18 sec. ; 4. Motz (Fr.), à 5 min. 54 sec. ; 5. Herrera (Col.), à 7 min. 14 sec. ; 6. Parra (Col.), à 13 min. 4 sec. ; 7. Figuera (Fr.), à 16 min. 8 sec. ; 8. Fierro (Esp.), à 16 min. 21 sec. ; 9. Alcalá (Mex.), à 21 min. 21 sec. ; 10. Lejarreta (Esp.), à 25 min. 50 sec.

TOUR DE FRANCE FÉMININ
Changement de la troisième étape, Chaux-Morhaz. — 1. Longo (Fr.), les 49,2 km en 1 h 40 min. 30 sec. ; 2. Cantis (It.), à 2 min. 54 sec. ; 3. Larsen (Norv.), à 3 min. 49 sec. ; 4. Euzenauer (RFA), à 3 min. 55 sec. ; 5. Bonanomi (It.), à 4 min. 32 sec., etc.

Changement général. — 1. Longo (Fr.), en 23 h 56 min. 38 sec. ; 2. Cantis (It.), à 2 min. 52 sec. ; 3. Euzenauer (RFA), à 12 min. 14 sec. ; 4. Poliakova (URSS), à 16 min. 30 sec. ; 5. Bonanomi (It.), à 17 min. 37 sec., etc.

FOOTBALL : le retour de l'entraîneur de Saint-Etienne

La deuxième vie de Robert Herbin

SAINT-ETIENNE
de notre correspondant
régional

Le « Sphinx » est de retour dans son jardin vert. Robert Herbin, l'entraîneur de l'AS Saint-Etienne, entame un nouveau bail — de quatre ans — avec une équipe et une ville qu'il n'a « jamais vraiment quittées dans sa tête ». C'est presque un cas d'école : comment revivre une nouvelle grande histoire sportive ?

La réponse stéphanoise est très classique. Etant entendu que, « bien sûr », on évite les erreurs financières d'hier, directement issues des griseries sportives d'avant-hier. Tout doit partir d'un encadrement technique homogène. Pierre Garonnier, le recruteur, a repris son travail de dénicheur de talents.

Le nouvel entraîneur adjoint s'appelle Christian Sarrazin, justifiant un des joueurs « européens » des épopées du milieu des années 70. Et personne n'ignore, à Saint-Etienne, que le président André Laurent nourrit depuis toujours une réelle admiration pour Robert Herbin.

Il a pu le faire revenir, une fois retombées les passions de la fameuse affaire de la « caisse noire », égarée dans les méandres judiciaires, la plupart des inculpations des joueurs et de... l'entraîneur de l'époque étant soumises à l'appréciation de la Cour de cassation.

Le public, pour sa part, ne semble pas avoir encore accepté le retour de Robert Herbin. Pour preuve, les quelques sifflets qui ont accueilli l'annonce du nom du « nouvel ancien » à l'occasion de la rencontre, aussi amicale que symbolique, qui a opposé, mardi 21 juillet, les « verts » au Bayern de Munich. Une rencontre, qui s'est — encore — terminée par une victoire allemande (deux buts à un).

En effet, si les aventures passées et un exil de quatre ans — chez les voisins de l'Olympique lyonnais, puis à Ryad (Arabie saoudite) et

enfin au Racing Club de Strasbourg — lui ont fait redécouvrir l'environnement du club avec des yeux neufs, sur le plan sportif, son état d'esprit n'a pas changé. La priorité sera la levée, la plus rapide possible, d'une génération de jeunes joueurs professionnels.

« En 1972, lorsque j'ai pris la direction technique du club, j'avais estimé à quatre ans le temps nécessaire pour atteindre le niveau européen ».

C'était allé un peu plus vite, indique Robert Herbin, qui souhaite demander au public et aux dirigeants de l'ASSE de faire preuve d'une vertu en voie d'extinction : « Je demande de la patience... » Il en faudra pour savoir si les Pierre Haon, Guy Claveloux, Thierry Gros ont une chance de devenir les Dominique Rocheteau, Dominique Bathenay, Hervé et Patrick Revelli de demain.

CLAUDE RÉGENT.

L'encyclopédie du cycle

Au grand cirque du Tour, il faut bien un M. Loyal. C'est lui. Chaque matin, sur la ligne de départ, Daniel Mangoux s'adresse, pour quelques centaines de fans écorchés derrière les barrières, les noms des quelques deux cents coureurs qui, sagement, défilent l'un après l'autre sur son podium pour signer rituellement leur feuille de route. Le vob, la couleur, l'ambiance inimitable des départs et des arrivées, Mesdames et Messieurs, c'est lui.

Pour faire ce métier-là, il faut au moins avoir deux cents petits vélos dans la tête. Faites le test. Riquez devant lui un simple numéro de dossard. Sans pause ni soupir, l'ordinateur vous récite à la file les nom, prénom et palmarès, « quand il y a un palmarès », de l'intéressé. A l'endroit et à l'envers. Daniel se souvient qu'il a fait troisième dans Paris-Roubaix en 1983, qu'il a remporté la cinquième étape du Tour d'Italie en 1985, qu'il a soutenu l'Espagne, qui est tombée dans l'enfer du Nord et de la neige sans fausse modestie. Depuis douze ans que je fais ce métier, je ne me suis jamais trompé.

Le secret de l'ordinateur ? Une certaine hygiène de vie. Comme les coureurs. Je me couche tôt, je dors bien. Jamais d'alcool. Et chaque matin, en réveillant mes vélos, je fais une sorte de gymnastique.

Campagne

L'athlète complet que voilà ! Il faut savoir mouliner dans les moments creux, monter en puissance dans l'attente, négocier les transitions hasardeuses, sprinter enfin quand l'histoire s'accroche. Et après l'arrivée, la course du spectacle continue. M. Loyal donne alors dans les jeux de haute tenue, pour grappiller encore à la fin quelques minutes d'attention. « Madame, qu'est-ce que votre mari regarde d'abord chez une femme ? Le regard, les jambes ou la poitrine ? » Et toutes les pièces du village de s'écrouler.

Qu'importe si, de la course, il ne voit jamais que les départs et les arrivées. Comme toute la grande famille du vélo, celle qui se retrouve et se tient chaud tout au long de la saison, du Giro à la Vuelta et des Flèches du Danubien, Daniel ne se sent heureux qu'évaluant du bitume et reniflant le parfum envoiement du camphre. Mais alors, heu-veux au point de ne pas même saliver devant la gloire des reporters de radio et de télévision qui, d'une certaine manière, font un peu le même métier que lui. Qu'on ne s'y trompe pas. Notre drogoué ne saurait pourtant animer une vente de supermarché : « Répéter tous une journée que la lessive est à 3,50 F au lieu de 3,80 F ? L'honneur ! Pour moi, il faut que ce soit en rapport avec le vélo ».

Une passion d'enfance peut se permettre ces exigences. Dès l'âge de dix ans, allant chaque dimanche voir courir le cousin Roland, n'avait-il pas déjà résolu d'être le « speaker officiel » des grandes épreuves cyclistes, comme d'autres se voient pompier ou conducteur de trains ?

Vocation accomplie au-delà de ses espérances. Dès le lendemain de l'arrivée aux Champs-Élysées, le speaker ira exercer ses talents dans un créminum à Liéux. Et tout l'été, de créminum en créminum, fera revivre jusqu'à l'année prochaine, au public ravi, le chamon de geste du duel Roche-Delgado.

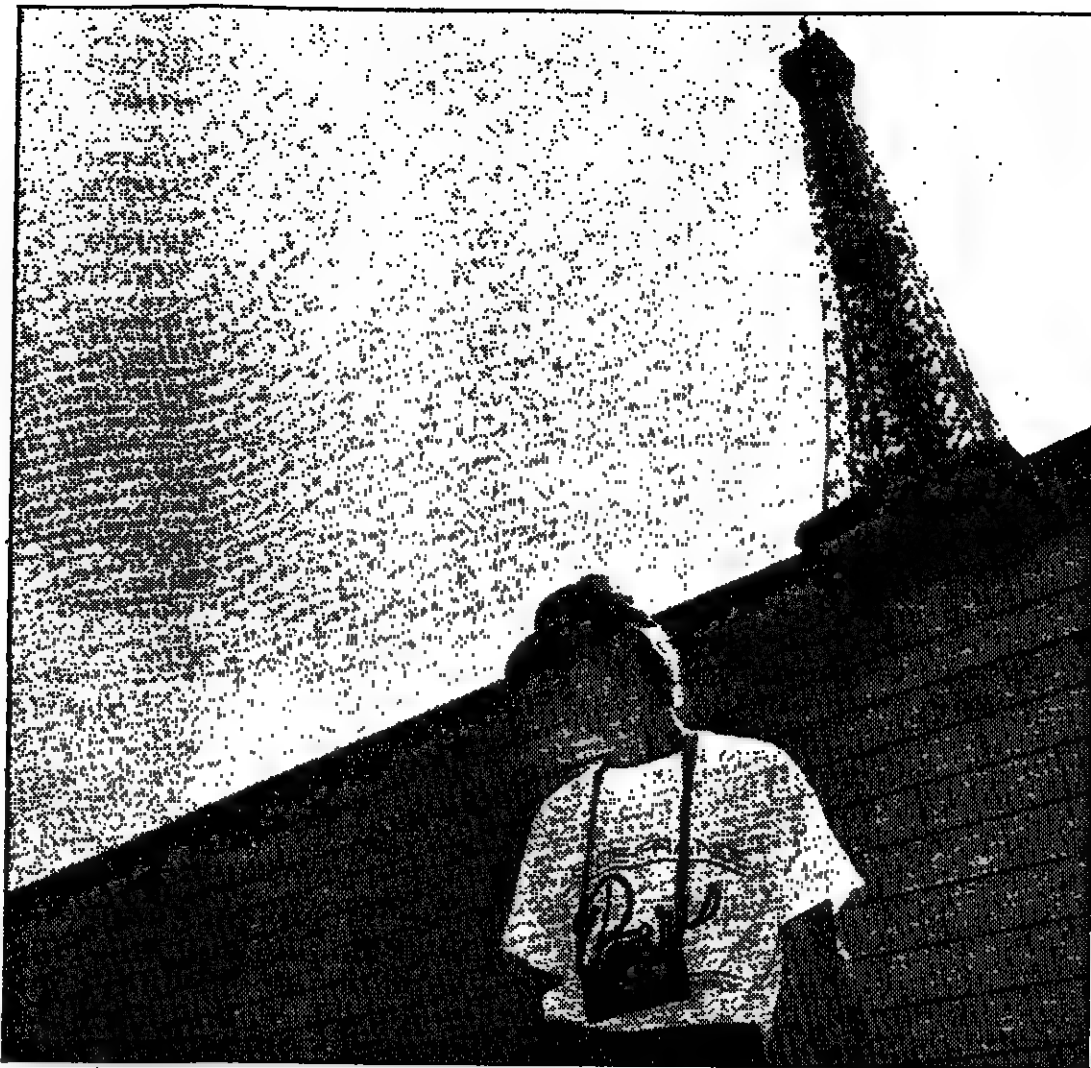
D. SCHNEIDERMAN.

AVIGNON 40 ANS
DE FESTIVAL
VUS PAR Le Monde
Numéro spécial hors série 22 F

Le Monde
sur minitel
TOUR DE FRANCE A LA VOILE
Concours de pronostic
offrez-vous le look de l'été avec Orangina
36.15 TAPEZ LEMONDE puis ETE

France : touristes en fuite

Il y a
une dizaine
d'années,
la France était
le deuxième
pays du monde,
derrière
les Etats-Unis,
à recevoir
le plus
de touristes.
Elle se situe
aujourd'hui
au quatrième
rang...
Problème.



VOILA une nouvelle qui ne devrait même pas réjouir les partisans de M. Le Pen : les touristes étrangers séjournent de moins en moins longtemps en France. Certes, tous les vacanciers venus d'ailleurs - 28 millions d'entrées enregistrées aux frontières en 1985 - ne traversent pas l'Hexagone comme des météores, mais beaucoup n'y installent plus leurs quartiers d'été.

Si les traditionnels lieux de villégiature, comme la Bretagne, le littoral atlantique, les Alpes, la Côte d'Azur ou la Corse, continuent d'être très fréquentés, ils le sont de façon plus passagère, et l'Européen du Nord, en particulier, se satisfait de plus en plus de deux ou trois étapes gastronomiques avant de filer en Italie, en Grèce ou en Espagne. Les séjours dits de courte durée (moins de quatre jours) prévalent, et il en résulte un manque à gagner qui affecte encore un peu plus notre balance commerciale, alors que le tourisme est, à l'évidence, l'une des activités qui engrangent le plus de devises.

Le Conseil national du tourisme (CNT), organe consultatif rattaché au ministère de l'Industrie, des P et T et du tourisme et présidé par M. Alain Madelin, s'est ému de cette situation. Dans un rapport intitulé « Vendre la destination France », il attire ainsi l'attention : « Sans effort particulier, la France peut continuer à développer son image de « point de passage » quasi obligé, de moins par voies terrestres et ferroviaires, pour le tourisme intra-européen. Mais peut-elle se contenter d'être une escale et comment peut-on influencer la durée de séjour des novitateurs ? »

1986 a été une très mauvaise année : les touristes étrangers ont dépensé en France 66 milliards de francs contre 71 milliards en 1985 tandis que, dans le même temps, les Français déboursaient davan-

tage hors de leurs frontières : 45 milliards de francs en 1986 contre 41 milliards l'année précédente. Le solde positif a donc été de 21 milliards de francs l'an dernier contre 30 en 1985 : c'est la première fois depuis... 1968 que la balance touristique accuse une diminution de ses recettes (1).

Des événements politiques expliquent, en 1986 comme en 1985, cette conjoncture défavorable : l'an passé, la violente campagne de presse antifranaise déclenchée, au printemps, aux Etats-Unis - après que Paris eut refusé le survol du territoire aux avions américains en route vers la Libye - et les attentats de septembre ont découragé, on le sait, une grande partie de la clientèle d'outre-Atlantique.

Des séjours plus brefs

Mais cette explication est partielle : la menace terroriste est aujourd'hui estompée - encore que l'on ne puisse prévoir les effets de la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran - sans que pour autant les touristes américains reviennent en nombre. L'Office du tourisme de Paris fait état (le Monde du 11 juillet) d'une forte baisse de la fréquentation américaine (- 35 %) entre les deux premiers trimestres de 1985 et 1987. Dans son ensemble, l'Ile-de-France n'a atteint, en avril dernier, que son niveau d'avril 1986 : 55 000 visiteurs d'outre-Atlantique, alors que, dans le même temps, la clientèle britannique a diminué, elle, de 8 %. Mais cette moindre attraction pour la France, qui se traduit par des séjours plus brefs, a sans doute des causes plus lointaines et plus profondes.

Il y a une dizaine d'années, la France était le deuxième pays du monde, derrière les Etats-Unis, à recevoir le plus grand nombre de touristes. Elle se situe aujourd'hui au quatrième rang, supplantée

par l'Italie puis, plus récemment, par l'Espagne. Sa part mondiale, dans l'accueil des vacanciers étrangers, est ainsi passée de 9,4 % en 1975 à 8,6 % en 1985. Dans la même décennie, elle a beaucoup moins profité que d'autres de la formidable expansion du tourisme (90 millions de voyageurs en 1983, 320 millions en 1985), puisque ses recettes ont progressé de 14 % contre une moyenne mondiale de 25 %.

Parmi les mille et une raisons qui peuvent être invoquées, le CNT, dans son rapport, estime que la France touristique ne sait pas se vendre, contrairement à ses concurrents italien et espagnol qui, s'ils bénéficient de meilleures conditions climatiques et tarifaires, sont confrontés aux mêmes problèmes de terrorisme.

Peut-être la France cède-t-elle toujours à son vieux péché d'orgueil qui la fait se considérer comme le nombril du monde, alors que le touriste japonais, brésilien ou australien a parfois bien du mal à situer l'Hexagone sur la carte de l'Europe, voire sur un planisphère : en tout cas, elle ne fait pas de grands efforts, à une époque éminemment médiatique, pour assurer sa promotion. D'abord, constate le CNT, elle n'est pas un pays de voyages organisés, sauf en direction de Paris, de la Côte d'Azur et des sports d'hiver et, « faute d'agence natio-

nale à caractère international, notre commercialisation repose donc sur la coopération avec les agences étrangères ». Notre tourisme, note le rapport, a été initialement conçu pour les Français eux-mêmes, alors que le tourisme espagnol, par exemple, s'est développé avant tout pour les ressortissants étrangers.

Ensuite, souligne l'organisme officiel, c'est une affaire de budgets : ceux que la France consacre à sa propre image de marque à travers le monde sont mal appropriés. Ainsi l'Etat ne met à disposition, dans ce cadre, que 150 millions de francs, dont la moitié sont absorbés par les frais de personnel et de fonctionnement. « On n'a pratiquement jamais vu une campagne publicitaire « France » sur les TV étrangères », relève le rapport.

Sur le seul marché américain, l'Italie et la Grèce investissent chacune 3,5 millions de dollars pour leurs besoins promotionnels ; la France : un demi-million (3 millions de francs). L'Espagne, que le CNT cite souvent en exemple, affecte près de 200 millions de francs à sa publicité internationale et a calculé que « chaque million de plus investi annuellement en publicité entraîne 80 millions de plus de recettes en devises, correspondant à 32 000 visiteurs supplémentaires ». Résultat : le voisin ibéri-

que a perçu, en 1986, 82 milliards de francs de recettes contre 66 pour la France.

Et puis, le CNT met en exergue deux ou trois choses qui n'ont peut-être pas fait directement chuter la France du podium mondial mais qui contribuent à écarter certains groupes de touristes.

Voitures de location trop chères

En premier lieu, l'imposition trop draconienne du visa : « Les Québécois comprennent mal pourquoi ils sont taxés quand les Suisses ne le sont pas ». Le rapport préconise « l'extension des exemptions aux pays membres de l'OCDE, ce qui satisfait nos importantes clientèles des Etats-Unis [qui viennent de répliquer en instituant un visa payant pour les Français], du Canada et du Japon ». Ensuite, la rareté de la distribution d'essence sans plomb, notamment utilisée par les automobilistes allemands. Mais, dans ce domaine, l'Italie, l'Espagne et la Grèce sont encore plus sous-équipées (le Monde du 16 juillet). Enfin, la cherté des locations de voitures : la France pratique le taux de TVA le plus élevé d'Europe (33,33 %). L'Italie et l'Espagne ont récemment abaissé le leur, respectivement à 18 et à 12 %, ce qui, commente le CNT, « déplace à leur avantage le point de départ en Europe des

jours « fly-drive » (avion + voiture) vendus outre-mer ».

D'une façon générale, la réputation de « La France pays cher » est-elle ou non justifiée ? Dans un autre document intitulé « Prévisions et prospective du tourisme », le CNT répond oui : « Il est clair que le marché français est en majeure partie de haut de gamme. Doit-il le rester ? Une extension de la gamme des produits vers le bas est-elle un moyen d'augmenter la clientèle étrangère au moment où la concurrence internationale devient de plus en plus forte ? Il s'agit là, à l'évidence, d'une décision politique. »

L'Etat n'est pas seul à vouloir attirer, et surtout retenir, les visiteurs dans l'Hexagone et si l'on faisait le compte de toutes les sommes dépensées par des organismes publics ou privés (75 millions de francs pour ne citer qu'Air France) pour vanter les charmes de Marianne, l'addition serait sans doute bondée. Mais c'est justement ce que reproche aussi le CNT : d'agir en ordre dispersé sur les marchés étrangers.

Pour corriger ce tir tout azimuté, le gouvernement compte sur deux créations récentes : la mise en place des comités régionaux du tourisme (loi du 3 janvier 1987), qui ont le monopole de la promotion par région, et l'installation de la Maison de France, à laquelle est dévolu un rôle de grand coordinateur. Cinq ans avant l'avènement du marché unique européen, ces dispositions ne sont pas superflues et l'on mesurera leur premier impact lors de la célébration du bicentenaire de la Révolution.

MICHEL CASTAING.

(1) La plupart des chiffres cités sont extraits des rapports du CNT, qui s'appuie lui-même sur des statistiques de l'Office mondial du tourisme (OMT) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Tout ce qu'il faut savoir avant d'être pris en otage

ESPRITS pratiques, les Américains ont entrepris d'exercer à leur manière leur peur d'être pris en otage. Nulle analyse du terrorisme ni réflexion sur la politique étrangère des Etats-Unis dans deux petits livres publiés récemment à bas prix. Efficacité avant tout. Le titre de ces ouvrages le dit assez : Tout ce que vous devez savoir avant d'être victime d'un détournement et Comment survivre au terrorisme (1). Ces deux guides pratiques se vendent bien, effiment leurs éditeurs, sans vouloir citer de chiffres.

L'auteur du premier livre est un ancien président de l'aviation civile nommé à ce poste par Ronald Reagan. Il travaille aujourd'hui pour la CIA. Le second est le patron du journal International Combat Arms. Ils savent l'un et l'autre de quoi ils parlent. Voici, puisés dans ces deux livres dont le contenu est très proche, les conseils de prudence qu'ils donnent à leurs concitoyens :

1. Evitez de voyager à des dates-symboles pour les terroristes, par exemple, pour les Iraniens les jours où ils célèbrent la chute du chah et le retour de Khomeiny à Téhéran (du 16 janvier au 11 février). Même précaution pour les Palestiniens de l'OLP qui ont leur « Sep-

tembre noir » (1970), au cours duquel des combats sanglants les opposèrent à l'armée jordanienne.

2. Ne voyagez pas avec un visa israélien sur votre passeport et ne portez pas autour du cou une étoile de David. Cela vous ferait remarquer des terroristes arabes.

3. Evitez de porter des vêtements voyants. Un costume trois pièces fait trop riche. Evitez aussi les bottes de cow-boy, les chemises hawaïennes ou un tee-shirt de votre université. Fondez-vous dans la masse. Même conseil pour vos cheveux. Trop courts, ils vous feront passer pour un militaire, à la « punk » vous vous signalerez comme quelqu'un de « décadent ».

4. Prenez des vols directs. Moins vous ferez d'escales, moins vous courrez de risques d'être détourné. Les appareils de type Boeing-727 ou 737 sont la cible favorite des terroristes, car ils sont plus petits que les 747 et donc plus faciles

à contrôler par des preneurs d'otages. Pensez-y au moment de réserver votre billet !

5. Voyager en première classe risque d'attirer l'attention sur vous. Qui plus est, c'est dans cette partie de l'avion que les terroristes établissent généralement leur poste de commande, car elle est proche de la cabine de pilotage.

6. Ne voyagez pas avec des magazines, provocants pour des intégristes comme Playboy ou Penthouse.

7. Préparez-vous à ne pas en réchapper. Réglez avec votre homme de loi, avant de partir, votre succession et tout ce qui touche à l'avenir de vos enfants.

8. Arrivez en avance à l'aéroport pour ne pas attendre à l'enregistrement. Les personnes agglutinées aux comptoirs des compagnies aériennes sont une cible favorite des terroristes. Une fois vos bagages enregistrés, patientez dans un endroit isolé de l'aérogare, par exemple près d'un distributeur automatique de boissons, qui

vous servira de bouclier en cas d'attaque terroriste. Portez des vêtements résistants, qui vous protégeront des éclats de verre lors des déflagrations.

9. Observez de près vos voisins. Ce sont peut-être des terroristes. En cas de doute, alertez les services de sécurité.

10. A l'hôtel, demandez une chambre sur cour, loin du hall principal. Ne laissez jamais vos clés au personnel de l'hôtel. Pandus à un crochet, à la vue de tous, elles constituent la preuve que vous n'êtes pas dans votre chambre. Si vous quittez celle-ci, laissez allumée la radio ou la télévision pour donner le change.

11. Evitez les lieux trop touristiques. Fumez des cigarettes du pays plutôt que des américaines. Promenez-vous avec le journal local. Même si vous ne comprenez pas la langue, vous brouillerez ainsi les pistes.

Ces conseils de prudence sont-ils de nature à rassurer les touristes améri-

cains ? Après le détournement d'un appareil de la TWA en 1985, les voyageurs d'outre-Atlantique avaient dû modifier les réservations de 22 % des 6,5 millions d'Américains projetant de se rendre à l'étranger. Parmi ces 22 %, 850 000 avaient tout annulé, 220 000 avaient choisi de prendre leurs vacances aux Etats-Unis et 150 000 avaient changé leur destination à l'étranger pour un autre pays.

La crainte d'être victime du terrorisme demeure cependant ancrée chez les Américains davantage que le fait de prendre la route, qui a pourtant fait 44 600 victimes en 1985 aux Etats-Unis. Pourtant, la probabilité d'être détourné ou d'être la cible d'une attaque terroriste demeure faible : un risque sur un million pour un citoyen américain, comme le remarque avec bon sens l'auteur d'un des deux livres.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Dan McKinnon, *Everything You Need to Know before You're Hijacked*. House of Hits Publishing, P.O. Box 014, San Diego, CA 92115. 139 p., 4,95 dollars. Andy Lightbody, *The Terrorism Survival Guide*. Dell Publishing Co., Inc., 1, Dag Hammarskjöld Plaza New-York 10017. 56 p., 2,95 dollars.

صلى الله عليه وسلم

ESCALES



Golfs outre-Manche

Pour golfeurs, Seelink (renseignements au 47-42-00-26 et dans les agences de voyages) a mis au point des forfaits en Irlande, en Ecosse, dans le Kent et au Pays de Galles. Outre les traversées maritimes, ils comprennent les séjours en hôtels de standing en chambre double et demi-pension (sans oublier le fameux *breakfast*) et les *green fees*. Les lieux choisis l'ont été pour la beauté des sites et la qualité des parcours : citons Saint-Andrews, la Mecque (avec un supplément pour le *Old Course*) en Ecosse, Sandwich, dans le Kent, Killarney, Lahinch et Ballybunion, en Irlande.

Quelques exemples de prix (sur la base d'un véhicule et quatre passagers adultes) : un week-end dans le Kent (une nuit) à partir de 615 F par personne, quatre nuits en Ecosse, en demi-pension à partir de 1 795 F (sept nuits à partir de 2 840 F) ; six nuits en Irlande (avec étape en Angleterre), en pension complète, à partir de 4 375 F par personne. A noter le charme de la plupart des hôtels retenus : à Saint-Andrews,

par exemple, on surplombe les links ; à Lockerbie (Ecosse), on loge dans une gentilhommière au milieu des bois ; à Pilschry, au cœur des Highlands, dans un relais de poste du dix-septième siècle tout comme à Conwy (Pays de Galles).

Au-dessus de la Défense

Si le ciel n'est pas trop bas de plafond le dimanche 9 août, les amateurs de Paris vu d'en haut pourront découvrir la capitale de l'an 2000, avec notamment un survol en hélicoptère de la Défense. C'est Pygma (20, rue Milton, 75008 Paris, tél. : 48-78-64-99) qui propose cette journée « Tête en l'air » pour le prix de 540 F, tarif comprenant le transport en autocar, le déjeuner, la promenade en hélicoptère et les services d'un conférencier.

Signalons dans le calendrier de cet organisme, qui a pris pour slogan « Ménez vos arrières ! » : tradition orthodoxe à la cathédrale russe de Paris (2 août), les vitraux de la Sainte-Chapelle (5 août), le musée Picasso (8 août) et les impressionnistes au musée d'Orsay (27 août).

Suivez le guide

Il est utile à tous, en tout temps mais particulièrement au cours de la période estivale, le guide des châteaux, abbayes et jardins historiques de France publié par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMH, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 42-74-22-22).

Sous le titre *Ouvert au public*, il présente l'ensemble des châteaux, manoirs, hôtels particuliers, abbayes, prieurés et jardins qui ont un passé et donc une histoire à raconter aux visiteurs. L'édition 1987 recense 1 400 monuments et parcs : une somme répertoriée par région, par département et par ville, dans l'ordre alphabétique. Pour chacun : une brève notice historique, sa localisation, les horaires, tarifs, possibilités de visites guidées, brochures. 420 pages, 22 cartes régionales, photographies en noir et blanc. Il est vendu au prix de 60 F dans les librairies et par correspondance à la CNMH (ajouter 10 F de frais de port).

Où l'on repart de Yalta

Pour cette croisière en mer Noire, qu'il propose du 11 au 18 septembre à bord de l'*Océanus*, l'organisateur Voyages 82, 45, rue de Liège, 75008 Paris, tél. : 42-25-52-00) s'est assuré la compétence d'Hélène Carrière d'Encasse, universitaire et écrivain, spécialiste des pays de l'Est, qui donnera des conférences tout au long d'un parcours imprégné d'histoire récente : les Dardanelles et le Bosphore, Odessa et le cuirassé *Potemkine*, Yalta et les accords de 1945.

Au départ d'Athènes, l'*Océanus*, paquebot de deux cent cinquante-huit cabines, appartenant à la compagnie grecque Epirotiki, mènera à Nesebar (vieux port de pêche bulgare), à Odessa, à Yalta et à Istanbul, avant de revenir au Pirée. Outre les charmes traditionnels de la croisière en mer, les passagers apprécieront, lors des soirées, la compagnie de John William, chanteur de negro spirituals.

Les prix varient selon l'emplacement, l'équipement et la taille des cabines :

7 460 F et 8 400 F en cabine de quatre personnes, de 8 300 F à 11 360 F en cabine triple, et de 9 520 F à 12 980 F en cabine double. Ils comprennent tout (vois Paris-Athènes-Paris, transferts aéroport-bateau, pension complète et animation à bord, taxes et assurances) sauf les excursions.

Berlioz en forfait

Pour l'espace très courtisé à laquelle appartient le médiane, l'hôtel Sofitel de Lyon prépare un forfait de belle facture. Au cours du Festival Hector Berlioz, qui aura lieu à Lyon du 19 au 30 septembre prochain, l'établissement de luxe situé sur les quais du Rhône propose un week-end musical à un prix très compétitif.

Trois œuvres du compositeur romantique sont inscrites au programme : le *Symphonie fantastique*, le vendredi soir, par l'Orchestre national de Lyon, dirigé par Alain Lombard ; l'opéra *Les Troyens*, en version scénique intégrale (durée cinq heures), sous la direction de Serge Baudo, le samedi à 15 h ; le *Dernier des Français*, en version oratorio, par l'Orchestre

de l'Opéra de Lyon sous la baguette de John Eliot Gardiner, le dimanche à 17 h 30. A cette « offrande musicale » s'ajoutent la visite du musée des Arts décoratifs, le samedi matin, et celle de la maison natale du musicien à la Côte-Saint-André, le dimanche matin.

Prix par personne en chambre double : 2 140 F qui comprennent ces prestations et l'hébergement en pension complète, du dîner du vendredi 25 septembre au petit déjeuner du lundi 28. Un vrai week-end donc. On peut arriver le samedi 26 à 14 h ; le prix est alors de 1 675 F. Réservations à l'hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton, 69288 Lyon Presqu'île Cedex 02, tél. : 78-42-72-50.

Un balcon sur la Côte

Pas facile, pour un promoteur immobilier, de trouver encore une place au soleil sur la Côte d'Azur. Un défi relevé par Pierre et Vacances (54, avenue Marceau, 75008 Paris ; tél. : (1) 47-20-70-87 et dans les agences Sélectours) avec sa nouvelle résidence de tou-



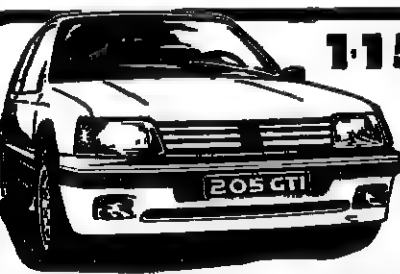
risme « 3 étoiles » de Villefranche, à l'orée du Cap-Ferrat et à dix minutes de Nice. Construite en terrasses tournées vers la mer, elle domine une des plus belles rades du monde. La vue est exceptionnelle et les deux cents appartements en bénéficient. Un cadre qui fait presque oublier la proximité d'une route très fréquentée et d'une voie ferrée dont on se serait bien passé. Les plages : est à trois cents mètres, mais sur le toit de la résidence est installée une piscine. Trois tennis complètent cet ensemble dont il faut souligner la qualité architecturale et la décoration intérieure.

Outre un certain nombre de prestations (à la carte : location de draps, de télé, de téléphone et de baby-sitting), les vacanciers ont accès à un service traiteur « familial » (50 à 60 F la repas), à une supérette équipée et à un bar-club près de la piscine. Par semaine, en juillet-août, un studio-cabine (4-5 personnes) coûte entre 2 705 et 3 790 F, selon la période, et un deux-trois pièces (sept personnes) de 3 325 à 4 480 F. Soit, en moyenne, 110 F par jour et par personne.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VILLAS A LOUER GRÈCE
Iles Ioniques
Juin à octobre.
Tél. : 43-25-28-30.

AIX-EN-PROVENCE
2 km du centre, site protégé Belle résidence rénovée 309 m² habitable, gd garage et dépendances 3 400 m² jardin arboré, piscine, tout clos, convient 2/3 familles. Libre de suite. Px : 1 850 000 F. Tél. : 90-59-37-02.



1.15 CV
Plus vite, moins cher !

VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS

des derniers modèles 1987 en stock

- 308 GTI (ROUGE, GRIS GRAPHITE - T/O FUTURA BLANC)
- 205 GTI 115 CV (ROUGE, GRIS GRAPHITE, BLANCHE, NOIRE)
- 205 CABRIOLET CT (ROUGE - CTI GRIS MÉTAL, BLEU AZUR)
- 205 OPEN 3-5 PORTES
- 205 XT (GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE, BLEU D'ARABIE)
- 205 XR (GRIS FUTURA, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE)
- 205 XA et XAD

PEUGEOT NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93208 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

Pour vos vacances
68590 ST-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH ***
« AUX DUCS DE LORRAINE »
Au pied du Haut-Koenigsbourg, montagnes, forêts, promenades, séjour agréable, demi-pension. - Tél. 89-73-80-09

Bordeaux

Entre mer et vignoble bordelais.
Dans superbe parc piscine, tennis, jogging, cyclisme.
Hôtel Restaurant * NN**
1/2 pers. 245 F. Prix sp. enf. - LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES. Tél. 56-05-30-74

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de maître, site privilégié, mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-97-62-56 - Tél. 470-418.

HOTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plaisir centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, tél. direct, minibar.

Montagne

05470 AIGUILLES
Plaine pasteur, randonnées, piscine. Prix compl. 1450 F par sem. (16) 92-43-70-43.
CHALET-HOTEL SUPER 2000
05470 AIGUILLES

JURA

JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète sans coin. 110 F/jour. Forfait enfant. Animaux acceptés.
Hostellerie L'HORLOGE
RN 78, 39130 PONT-DE-POITTE.

05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stal. village. Piste, fond. Plus ins. comm. d'Europe. 2040 m.
LE VILLARD + TENNIS
Chamb. et duplex + cuisine, dap. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-08.
BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-62.

Pyrénées

AU PIED DES PYRÉNÉES
FORFAIT 7 jours pers. ou 1/2 pers. Tarif, doc. RELAIS ASSOIS, 64400 OLORON.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. COTTI.
Tél. 19-41/93/33 82 82 - Tél. 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

LEYSIN (Alpes Vaudoises)

HOTEL SYLVANA ***
Idéal pour vacances d'été. Promenades pédestres. Situation calme. Vies personnelles. Arrang. familiaux.
Fax. BONELLI, prop.
Tél. 19-41/25/34-11-36, CH-1854 LEYSIN.

“UN COUP D'AUDACE POUR L'EMPLOI”

Vous êtes un entrepreneur audacieux. Vous participez à l'effort national de lutte contre le chômage. Vous avez créé des emplois par un exemplaire coup d'audace. Écrivez-nous pour participer au Grand Prix de l'Audace 1987 et gagnez 100 000 F.

Date Limite 15 Octobre 1987

GRAND PRIX DE L'AUDACE 1987
Fondation Maréchal Léderec de Hauteclouque
Avec le concours de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
Pour retirer votre dossier de participation, adressez-vous à la Fondation Maréchal Léderec de Hauteclouque, Grand Prix de l'Audace, 35, rue de Mironval 75008 Paris - Tél. 34.51.71.62.

Août-sur-Seine

Il semble que de plus en plus de restaurants parisiens ouvrent au mois d'août. Est-ce dû à l'été des vacances? Ou plus probablement à l'afflux de visiteurs? Ou plus probablement à l'afflux de visiteurs? Ou plus probablement à l'afflux de visiteurs?

Cette liste n'est pas limitative. Elle n'est peut-être pas non plus « à jour » : les restaurateurs sont parfois d'humeur changeante. Au demeurant, il est toujours prudent, voire indispensable, de téléphoner pour s'assurer que la maison est ouverte. Et que vous y trouverez place.

Cela dit, gourmands lecteurs « soûtiens », voici :

Restaurants d'hôtels

L'Espadon (hôtel Ritz), le Relais Castille (hôtel Castille), le Delmonico (hôtel Edouard-VII), le Dauphin (Sofitel-Bourbon), le Bristol, le Jardin (Royal Monceau), le Prince de Galles, le Régence Plaza (hôtel Plaza), le Sallambier (hôtel Balzac), les Célébrités (hôtel Niko).

Les grands

Est-il besoin de citer la Tour d'Argent, Laurent, Maxim's, auxquels j'ajoute volontiers Robuchon (32, rue de Longchamp) et Beauvilliers (52, rue Lamarc).

Les ambassades étrangères

L'Italie, avec la Main à la pâte (35, rue Saint-Honoré), Forzen I Motti (27 bis, boulevard des Italiens), l'Appennino (61, rue de l'Amiral-Mouchez), Conti (72, rue Lauriston). La cuisine d'Afrique du Nord avec le Mourcharabieh (4, rue Aimé-Lavry) et Wally le Saharien (16-18, rue Le Regrattier). La cuisine chinoise du Tong Yen (1 bis, rue Jean-Mermoz), japonaise avec le Benkay (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle), indienne avec le Palais du Kashmir (77, rue du Potemau), allemande enfin avec le Vieux Berlin (32, avenue George-V). Et Italie encore : la Fontana (17, rue de Pontbasse).

A travers les arrondissements

1^{er} : Gérard Besson (5, rue du Coq-Héron), Hubert (25, rue de Richelieu), Mercure Galant (15, rue des Petits-Champs), Pied de Cochon (6, rue Coquillière), Restaurant Poqueuila (17, rue Molière), les Podiers (49, rue de l'Arbre-Sec), le Soufflé (36, rue du Mont-Thabor), le Cochon d'or des Halles (31, rue du Jour), Chez Pauline (5, rue Villedo), Pharamond (24, rue de la Grande-Truanderie).

2^e : La Corbeille (154, rue Montmartre), le Saint-Amour (8, rue de Port-Mahon), Tann-

hauser (16, rue Saint-Augustin), Chez Georges (1, rue du Mail).

3^e : La Guirlande de Julie (25, place des Vosges).

4^e : Cocoonas (2 bis, place des Vosges, les Alizés (8, rue Saint-Bon).

5^e : Abélard (1, rue des Grands-Degrés), l'Auberge des Deux-Sigues (46, rue Galande), la Bûcherie (41, rue de la Bûcherie), le Petit Navire (14, rue des Fossés-Saint-Bernard).

6^e : L'Alsace à Paris (9, place Saint-André-des-Arts), l'Apollinaire (168, boulevard Saint-Germain), Lipp (151, boulevard Saint-Germain), le Sybarite (6, rue du Sabot).

7^e : Le Jules Verne (tour Eiffel), la Sologne (8, rue de Belle-

12^e : La Sologne (164, avenue Daumesnil), la Closerie sarladaise (94, boulevard Diderot), le Train Bleu (gare de Lyon).

13^e : Auberge Etchegorry (41, rue Croixbarbe, Aux Vieux métiers de France (13, boulevard Auguste-Blanqui).

14^e : Chez Albert (112, avenue du Maine), Le Duc (243, boulevard Raspail).

15^e : Chez Maître Albert (8, rue de l'Abbé-Groult), Morot-Gaudry (6, rue de la Cavalerie), Pierre Vedel (19, rue Duranton), Caster (15, rue Desnouettes), Le Volant (13, rue Béatrix-Dussane), Le Troquet (21, rue François-Bonvin).

16^e : Michel Brunetière (78, rue d'Autouil), Relais

(192, avenue Jean Jaurès), Chez le Baron (65, rue Marlin), Aux Deux Tauraux (206, avenue Jean Jaurès).

20^e : Les Allobroges (71, rue des Grands-Champs).

L'immédiate banlieue

En 78 : Le Camélia à Bougival, Cazaudehorre à Saint-Germain-en-Laye, Fondation Cartier à Jouy-en-Josas, la Boule d'Or à Versailles, le Potager du Roy à Versailles, le Londres à Versailles.

En 91 : Le Bouff à six pattes à Gif-sur-Yvette.

En 92 : La Rascasse à Neuilly, le Chambord à Neuilly, la Bourde à Neuilly, le Florian à Saint-Cloud.

En 93 : l'Auberge Saint-Quentin à Livry-Gargan, le Coq de la Maison Blanche à Saint-Ouen.

En 94 : Au Vieux Clodoche à Chenné-sur-Marne, Jadis et Gourmand à Vincennes.

En 95 : La Closerie Périgourdine à Argenteuil.

Les coups de cœur de l'appétit

L'Ambassade d'Auvergne, 22, rue du Grenier-St-Lazare (3^e) pour son algot et sa mousseline glacée à la verveine du Velay. Chez Tante Madée, 11, rue Dupin (6^e) pour sa salade de boudin fermier à la poêle des pommes. Le Bourdonnais, 113, avenue de la Bourdonnais (7^e) pour sa matelote d'anguilles en gelée sauce anchoyade. Isabelle et Muriel, 94, boulevard de Latour-Maubourg (7^e) pour sa fricassée de poulet au beurre de tilleul et sa truffe aux deux parfums, saucis arabica. Grill et terrasse du Fouquet, 99, Champs-Élysées (8^e) pour son assiette anglaise et le gratin de macaroni Reims.

La Ferme des Mathurins, 17, rue Vignon (8^e) pour sa joue de bœuf en gelée et ses tartes. Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

L'Aquitaine, 54, rue de Dantzig (15^e) pour son saint-pierre au jurançon et ses desserts. Le Restaurant du Marché, 59, rue de Dantzig (15^e) pour ses confits froids, salade aux chapons et ses rocamadours.

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

J. F. Issautier, 202, route de Digne, à Saint-Martin-du-Var, 06870.

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

Le Relais Basque, 11, rue St-Lazare (9^e) pour ses chippons à la luzienne et sa « Chambre d'Amour ».

SEMAINE GOURMANDE

Paris : La Ferme des Mathurins

Enfin ! L'immeuble ayant été vendu, on a pu croire que cette merveilleuse petite maison allait disparaître. La voici qui nous est rendue, remise à neuf mais toujours avec la même bonne cuisine de René Marin, le même accueil gentil de M^{me} Marin et de leur fille. Ils nous viennent du Morvan : l'andouillette et le boudin, aux, viennent de chez Duval ; les fromages de la Ferme Saint-Hubert voisine ; les desserts de la maison. On se régale ici de simples filets de harengs, du jambon morvandien à la crème, de pied de porc vinaigrette et toujours avec des pommes de terre qui vous réconcilient avec Parmentier. Bons petits vins. Addition de 200 F. Désormais ouverte aussi le samedi et en août, la Ferme vous attend à nouveau (mais par prudence, téléphonez ! Les amateurs se pressent).

● Ferme des Mathurins, 17, rue Vignon, Paris-9^e.

Tél. : 42-66-46-39.

Parking Madeleine.

A.E. - D.C. - C.B.

Saint-Martin-du-Var : Issautier

Evidemment le trajet, depuis Nice, n'est pas distrayant. On s'éloigne de la mer pour traverser l'amer usinier de la banlieue. Mais quelle arrivée ! François Issautier, remarquable cuisinier, travaille les produits du pays, et les meilleurs. La courgette-fleur vient de Gattinère et s'exalte au fumet de champignons des prés, le loup de ligne en feuilletine est crémé de polvrons doux, une marinade de pintadeau au chou vert est accompagnée d'une barigoule de légumes, etc. Fabuleux desserts (au chocolat biter, par exemple) et belle cave. Menus 210 F et 320 F, et carte : compter 400 F.

● J. F. Issautier, 202, route de Digne, à Saint-Martin-du-Var, 06870.

Tél. : 49-66-66-00.

Fermé dimanche soir et lundi.

L. R.

Mougins : Hôtel de France

Je vous l'avais annoncé, Claude Verger s'est installé en plein cœur du vieux village de Mougins, fief de Roger Vergé. En cuisine une jeune personne qui, souhaitons-le, finira à son compte et honorerait l'ARC. Pour l'instant elle mitonne les plats rustiques d'un menu-carte (à 140 F) où le melon-parme voisine la terrine de lapin aux pruneaux, le pied de porc embeurré de chou, les côtes d'agneau. Et la célèbre tarte mince aux pommes née à Clichy, du temps des premiers pas de Claude (on la retrouve aujourd'hui partout, souvent mal interprétée). Ajoutez-y des petits vins du coin, pas chers. Sacré Verger !

● Hôtel de France, place de la Mairie à Mougins, 06250.

Tél. : 93-90-00-01 t.l.j.

Fermé dimanche soir et lundi.

L. R.

Thouars : Le Clos Saint-Médard

Pierre et Yveline Aracil, que nous avons connus ailleurs, viennent de s'installer dans cette maison du treizième siècle, au cœur de la vieille ville. Gentille terrasse surplombant la vallée du Thouet et carte originale : le foie gras est cuit aux côtes du Layon, la salade de foies de volaille au « pâtre d'âne », les cagouilles aux pâtes fraîches, la lotte aux fèves en nage de xéris, le rognon de veau à l'angustura et au lard fumé, etc. Menus à 110 F et 140 F, tous fromages ET dessert avec aussi un menu « découverte » (soir et pour deux minimum, à 210 F). Une adresse à noter.

● Le Clos Saint-Médard, 14, place Saint-Médard, à Thouars, 79100.

Tél. : 49-66-66-00.

Fermé dimanche soir et lundi.

L. R.



chasse), le Récamier (4, rue Récamier), le Café littéraire (53, rue de Valenciennes).

8^e : L'Alsace (39, Champs-Élysées), Baumann Marbeuf (15, rue Marbeuf), l'Espace (1, avenue Gabriel), le Drugstore (1, avenue Matignon), la Ferme Marbeuf (5, rue Marbeuf), le Manoir normand (77, boulevard de Courcelles), Alain Rayé (49, rue du Colisée), Beauf-Chab Grl (22, rue Vernot).

9^e : Charlot roi des coquillages (12, place de Clichy), Grand Café Capucines (4, boulevard des Capucines), Restaurant du Casino (41, rue de Clichy), la Table d'Anvers (2, place d'Anvers), la Taverne Kronenbourg (24, boulevard des Italiens), les Bacchantes (21, rue Caumartin).

10^e : Doucet-Est (8, rue du 8-Mai 1945).

11^e : Le Pêche Mignon (5, rue Guillaume-Bertrand), Astier (44, rue J.P. Timbaud).

d'Autouil (31, boulevard Murat), Sous l'Olivier (15, rue Goethe), le Toit de Passy (94, avenue Paul-Doumer).

17^e : Le Manoir de Paris (6, rue Pierre-Demours), La Barrière de Clichy (2, boulevard de Douaumont), Michel Comby (116, boulevard Pereire), Lajarrige (16, avenue de Villiers), Le Boudant (97, rue des Dames), Guyonne (14, rue de Thame), la Gourmandine (26, rue d'Armaillé), André Baumann (64, avenue des Ternes), Chez Landrin (154, boulevard Pereire), Linda (2, rue Gervex), Le Troyon (4, rue Troyon), Le Châteaubriant (125, rue de Tocqueville), La Pommerais Joffroy (36, rue Joffroy).

18^e : Clodenis (57, rue Caulaincourt), Au Clair de la Lune (9, rue Poulbot), Au Poulbot Gourmet (39, rue Larmarck), Le Maquis (69, rue Caulaincourt).

19^e : Pavillon Puebla (Bettes-Chaumont), Au Cochon d'Or

MIETTES

● A Genève, l'excellent *Bœuf rouge* (cuisine lyonnaise très appréciée des Helvètes) change de propriétaire. Mais Daniel Huvel, l'ancien chef-patron, s'apprête à réintégrer l'an prochain dans la banlieue genevoise.

● 1789-1989 ! On célébrera en avance ce bicentenaire en septembre à Versailles et par un déjeuner à la *Boule d'or* (qui, elle, date de l'an 1674 — qui dit mieux ?). Claude Saillard, patron et chef de cette merveilleuse maison, prépare un

repas « en situation ». On sait en effet que la *Boule d'or* affiche à sa carte des plats retrouvés de la nouvelle cuisine d'hier (recettes de Menon (1742) par exemple).

● Wolfberger. Voici un nom qui souhaite s'imposer en Alsace : celui d'une coopérative vinicole qui entend, à partir d'un « planning des vendanges », imposer le marketing du vin, un conditionnement new-look avec des étiquettes redessinées par un grand designer. Si avec ça le gourmet n'est pas content !

● Docteur Arbre, c'est le dernier livre de Paul Vincent (édit. France-Empire), après son *Jardin du Bon Dieu*, son *Docteur Légume* et son *Dictionnaire des plantes*. Passionnant, utile et plein de recettes car, en effet, on peut se soigner et se nourrir des feuilles, des bourgeons et des fruits de bien des arbres.

● Bonne adresse de lecteurs. A Parlebosco (dans les Landes), le *Restaurant Le May* (tél. : 58-44-32-10), pour son rable de lapereau aux deux parfums et ses desserts. Pain « maison ». Chez Marie-Louise, à Cucugnan (tél. : 68-45-40-84), l'auberge, dans d'anciennes granges, propose coq au vin et lapin au saupiquet, tarte aux fraises (dans un menu à 70 F, vin du pays compris). L'*Oulette à Paris* (38, rue des Tournelles, derrière la place des Vosges) pour son menu du soir à 130 F.

● La cave de Monplaisir. Chiron possède enfin une cave de dégustation et de réception (quai Pasteur - Tél. : 47-93-20-75) ouverte tous les jours de 10 h à 20 h. Excellente occasion d'aller saluer Jean-Maurice Reffault, vigneron de père en fils depuis 1693 à La Croix - Savigny-en-Véron, 37420 - Tél. : 47-58-42-50, qui vous fera peut-être visiter lui-même cette ancienne carrière de 2 500 mètres carrés devenue (uniquement en Val de Loire) la Cave de Monplaisir.

L. R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. propriété 12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél. 85-47-13-94 Louis Mordis, viticulteur, 71580 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VERTUELS 51200 EPERNAY. T. 25-55-48-37 Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande. Carte 1982 de « Réserveur ». Méthode d'argot, concours officielle mondiale. MONTREAL 1985.

Le Monde sur minitel

VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

36.15 TAPEZ LEMONDE puis VVF

PARIS-LONDRES 540 F ALLER/RETOUR

Vol sur Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.



JUMBO CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

JUMBO PARIS 47 05 01 95 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

هكذا من الاصل

JEUX

échecs

N° 1238

SACRIFICE DE DÉVIATION

Tournoi interzonal de Subotice (Yougoslavie, 1987)
Blancs : PRASAD (Indonésie)
Noirs : SPEELMAN (Angleterre)
Défense sicilienne.

1. f4 c5 20. Cc4 (1) Tc8
2. Cc3 Cc6 21. Dd2 Fd8 (m)
3. d4 exd4 22. Rf2 Td5
4. Cxd4 Cf6 23. Ff4 Tf8 (n)
5. Cc3 d6 24. Rg3 (o) Cc5
6. Fc4 (a) Dd6 (b) 25. Rb4 (p) Dd7
7. Cb3 (c) e6 26. Te8 (q) Cxd4
8. Fd3 (d) Dc7 27. Fxd5 (r) dxd5
9. Fd3 (e) d6 28. Fxg6 hxd6
10. e4 b6 (f) 29. Cc2 (s) Cxc3 (t)
11. f4 g6 (g) 30. Dxc3 Fg2 (u)
12. e4 Fg7 31. Rg3 (v) Dd3+
13. Dd2 e4 32. Rf2 Fxfl
14. g4 (h) Cb6 (i) 33. Cc3 (w) Dxd2+
15. g5 Cx7 34. Rxd1 Dd4+
16. f5 dxc5 35. Rf2 Dxb1
17. dxf5 Fxc3 (j) 36. Cg4 Dd2+
18. hxc3 Cxd3 (k) 37. Rg3 Dd6
19. exd3 Fb7 38. Cb6+ dxc6 (x)

NOTES

- a) La « variante Sosine », chère à Fischer.
b) Ou 6... e6 : 7. Fd3, Fd7 : 8. Fb3, 0-0 ; 9. 0-0 ou bien, autre possibilité, l'attaque Velimirovic : 7. Fd3-8. Dd2-9. 0-0-0.
c) Sont également jouables 7. Cxg6 : 7. Fb5 et 7. Cd4-2.

- d) 8. 0-0 est usuel ; par exemple, 8... Fd7 : 9. Fg5 ou 9. Fd3.
e) On 9. f4, a6 : 10. Dd2, b5 : 11. Fd3, Fd7 : 12. g4, h6 : 13. 0-0-0 selon une suite recommandée par Kasparov.
f) Nécessaire sinon les Blancs fixent l'aile-D par 11. a5.
g) Le flanchetto - R est surprenant dans une position où, généralement, les Noirs poursuivent par Fd7.
h) Cette attaque paraît plus dangereuse pour les Blancs, qui affaiblissent gravement leur aile - R, que pour les Noirs.
i) Ouvrant la diagonale a8-h1 au F-D et se préparant à éliminer le Fd3 défenseur des cases blanches tout en contrôlant la case centrale d5.
j) Sans attendre d'être enfermé par l'avance f5-f6, F-R s'échange volontiers contre le C-D, après quoi les Noirs obtiennent un avantage positionnel net.
k) Et non 18... Dxc3? : 19. Fd4 et les Blancs s'emparent de l'initia-

- tive après 19... Dc7 : 20. fxc6 avec une attaque décisive.
l) Empêche 20... Dd6.
m) Menaçant 22... Dd7. On aperçoit clairement à quel point l'avance 14. g4 était imprudente.
n) Le sacrifice de la qualité, dans une telle position, ne demandait pas une grande réflexion.
o) Il faut parer la menace 24... Txf5 : 25. Cxf5, Dg2 mat. Si 24. Fxg5, dxc5 : 25. Cf3, Cc5 : 26. Ta6-1, 6d4.
p) Toujours le résultat de l'attaque fautive g4-f4 g5-f5 : les Blancs sont obligés, en plein milieu de la partie, de trouver, pour leur R, un abri en b4!
q) 26. a5 n'était pas plus mauvais.
r) Il faut bien tenter quelque chose.
s) Si 29. Cf3, 6d4!
t) Un joli sacrifice dit de déviation.

- u) Menaçant mat.
v) Sur 31. d4, les Noirs gagnent par 31... Rg7 et 32... Th8+. Il vaut mieux quitter l'abri en b4 qui n'est pas sûr.
w) Si 33. Txf1, Tg8!
x) Après 38... Rg7 : 39. Cxg8+. Dxc8 les Noirs restent avec trois pions de plus.

Solution de l'étude n° 1237
L. Katznelson, 1977.
(Blancs : Rd8, Pc5, f2, f3. Noirs : Rb4, Pb7, c7, f3. Nulla.)

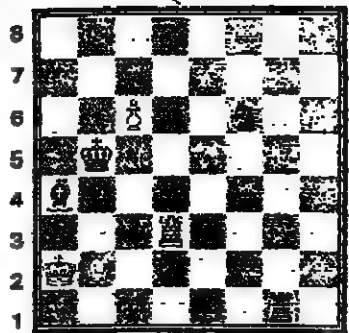
1. c4, bxc6 ; 2. exf3, Rc5 ; 3. Rf7 (et non 3. Rd7? à cause de 3... Rd5 ; 4. f4, c5 ; 5. Rf7, c4 et les Noirs gagnent), Rd4 ; 4. f4, Rf4 ; 5. Rd7 (et non 5. Rf6? ; Rxf4), c5 ; 6. Rd6 mat.

CLAUDE LEMOINE.

• DAMES : ERRATUM. — Dans la solution du problème de S. Klomp (Le Monde du 4 juillet), il fallait lire 33-28 au lieu de 304.

ÉTUDE N° 1238

E. POGOSSIANTS (1962)



a b c d e f g h
Blancs (4) : Rd2, Td1, Fd3 et g4.
Noirs (4) : Rh5, Tg1, Fd4, Ch6.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1236

GRAND ÉCART A DEUVILLE

Au Tournoi des champions qui a lieu chaque année fin juillet au casino de Deuville, les champions d'Europe autrichiens ont été parmi les principaux rivaux des Français. L'année dernière, ils les avaient dominés malgré cette donne qui avait été la plus gros swing du festival.

106
8765
ARDV832
D9742
D9742
ARDV104
N
E
S
O
S
A43
ARV108653
10

Ann. (salle fermée) : O. donn. N.S. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Sagel Kubak Repping Facit
1-4 4-5
contre passe
Ouest a attaqué l'As de Carreau suivi de la Dame de Pique que le déclarant a prise de l'As. Il a ensuite

tiré l'As de Cœur, puis joué le 10 de Trèfle. De combien de levées ce contrat de CINQ CŒURS a-t-il chuté ?

Réponse :
Ouest a coupé et le déclarant n'a pu éviter encore la perte de deux cartes noires et de deux autres atouts, la Dame de Cœur et aussi le 9 de Cœur (en surcoupe du quatrième Pique).

Au rama, les annonces ont été :

Ouest Nord Est Sud
Robert Sharif Feiching, Chemla
1-7 2-4
contre passe
L'ouverture de 1 Cœur était en Canapé conformément au Trèfle fort (une variante du Trèfle bleu ou napolitain).

Ouest attaque Roi et As de Carreau coupé par Sud qui tira aussitôt l'As de Cœur. Le déclarant continua atout avec le Roi et le Valet de Cœur pris par la Dame d'Ouest qui crut bon de rejouer Carreau. Comment Chemla, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse :
Chemla a coupé une nouvelle fois et il a donné à Ouest le 9 de Cœur, puis il a abattu son jeu car il avait encore l'As de Pique et un Trèfle pour utiliser les Trèfles du mort et défausser deux Piques.

Il est amusant de constater que dans le match Belgique-Hollande, cette donne a provoqué des perturbations tout aussi violentes en commençant par la première table :

Ouest Nord Est Sud
Fascomier V. Oppen Wamsif Verged
1-7 2-4
contre passe
4-7 5-6
contre 6-6
contre passe...

Résultat : quatre de chute (1100), tandis que, à l'autre table, le Belge Backes chuta de deux levées contrées (500) au contrat de 6 Cœurs.

Rivalité franco-allemande
Si aujourd'hui les Allemands dominent largement les Français au tennis, la supériorité de nos joueurs au bridge est encore nette, même si

les rencontres entre les deux équipes sont toujours très disputées.

Ainsi, le match joué entre elles aux Olympiades de Miami en 1985 tourna à l'avantage de nos joueurs. Mais le coup le plus brillant a été réussi par le capitaine de l'équipe allemande.

RD52
D102
V7652
N
S
O
S
A43
ARV108653
10

Ann. : N. donn. pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Chemla Schwab Perron Schroed.
1-7 2-4
contre passe
4-5 5-6
contre 6-6
contre passe

Ouest ayant entamé le Roi de Pique, le déclarant a pris avec l'As

sec et il a joué aussitôt le 3 de Carreau du mort pour le Roi, l'As et le Valet de Carreau sec. Comment Dirk Schroeder, en Sud, a-t-il ensuite joué pour gagner ce PETIT CHELLE A CARREAU contre toute défense ?

Notes sur les enchères.
La surenchère de « 2 Cœurs » était la convention appelée « Michaels cue bid », du nom du regretté Michael Michaels. Ce cue bid dans une majeure garantissait un bicolore ; l'autre majeure (ici cinq Piques) et une mineure indéterminée (cinq Carreaux ou cinq Trèfles).

Le contre de « 5 Carreaux » était un contre de pénalité qui, en bonne logique, promettait deux As. Mais ensuite, Perron, qui avait contre la manche à Carreau, n'a pas contre le chelem car les annonces avaient montré que Sud devait avoir une main spéciale avec le coupe d'entrée à Trèfle.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 272

OLÉ!

Michel Duguet est redevenu champion de France en remportant les quatre manches à 100 %. Cette information vaudrait bien un point d'exclamation, mais puisque l'impératif a déjà réalisé le même exploit, dans les mêmes circonstances, il y a quatre ans, nous réservons nos signes de ponctuation, louanges, félicitations, panégyriques, diatribes, notre emphase, encens, guimauve, pommade, pour le mois prochain, où nous espérons qu'il fera aussi bien dans les cinq manches du championnat du monde francophone, qui se disputera à Metz.

Si vous rejouez la partie d'aujourd'hui, première manche de ce championnat, vous apprendrez, sans frais puisqu'une solution plus courante est équivalente, le mot espagnol CUEVA.

c'est-à-dire cave, cabaret à flamencos. Le FLAMENCO (adjectif féminin FLAMENCA), d'inspiration arabe et gitane, est martelé par les TACONEOS, claquements de talon. Moins incantatoires et plus enjoués sont le FANDANGO, le BOLERO et la JOTA, rythmés par les castagnettes, lesquelles ont aussi généré, par onomatopée, la CHACONE ou CHACONNE, danse à trois temps du dix-septième et dix-huitième siècle. La SARDANE, catalane, est une danse solaire d'origine grecque. Dans la mouvance hispanique, citons également les danses cubaines : la HABANERA (= danse de La Havane), la CONGA, la RUMBA, la MAMBO, et, dérivée-née, la SALSA.

MICHEL CHARLEMAGNE.

Championnat de France 1987, Samedi 27 juin 1987.
Première manche
(Tournois au Centre d'Animation des Champs-Plaisants le mercredi à 20 h 30 et le vendredi à 14 h 30.)

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

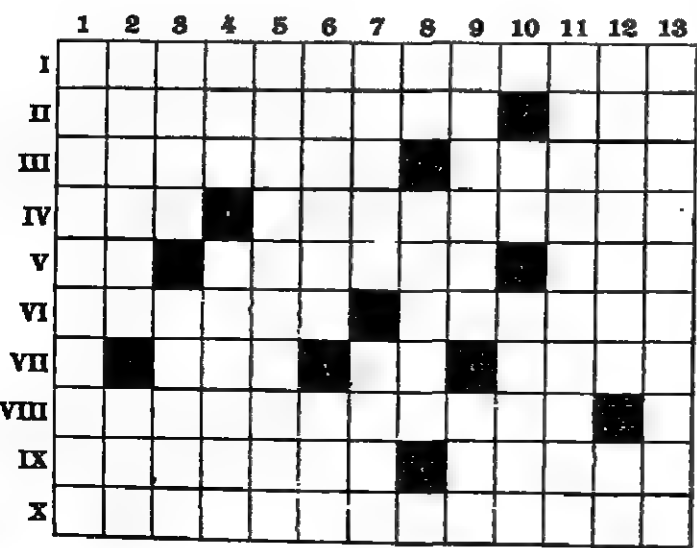
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	AEEMNST	MENATES	H 4	70
2	AFIOUW?	IWAN	E 6	33
3	FOU+LOS?	MOUFLO(N)S	4 H	74
4	BEIMPUR	PUISSE	O 1	24
5	IM+GHRRU	HUM	N 6	28
6	ADEERT	FEDERAIT	E 4	98
7	AADG+FNR	PROMENATES	H 1	25
8	GN+BINOV	FARDA	L 10	25
9	NV+AEST?	BINGO	15 K	36
10	AEILMOS	S(U)IVANTE (a)	E 4	90
11	BEZEGHU	SOMALIE	G 9	65
12	EEEG+ERS	RHUMB (b)	K 8	45
13	CENTUVY	RECELEES	13 C	70
14	CTUV+ELN	YEN	I 7	40
15	LNT+AJOR	CUEVA (c)	S 8	42
16	LNQR+ILN	JETA	15 F	33
17	LLNR+OSU	CINS	A 8	13
18	LLNR+IK	WUS	F 6	28
19	LNRR+ACTX	KILO	D 1	50
20	DEILITZ	RACK	I 4	45
21		ALITEZ	S 1	70
22				1030

(a) en VISA (DENT). (b) titre de la rose du compas. (c) en CUVENT, 15 D.
Réponses : 1. Duguet, Duguet, Mollard et Lorenz, 1000. Réponses : 1. Duguet ; 2. Vigroux ; 3. Phares ; 4. Caro ; 5. Treiber ; 6. Del ; 7. Marceau ; 8. Lorenz ; 9. Mollard ; 10. Bloch.

mots croisés

N° 467



à mal. A l'intérieur. — X. Elles sont désormais capables d'émotion.

Horizontalement
1. Pour eux, c'est plutôt la ruse vers le bronze. — 2. Donne à voir. Donne à voir. — 3. Par un des 1 sans doute. Cherche toujours acquiescent. — 4. Regarde au bout de temps. Avec nos sentiments les meilleurs. — 5. Brisement. — 6. Commence à prendre. Unité, dans un sens. — 7. Mûrie, vraiment ? Petit Parisien. — 8. Fait mieux que bien. Ancêtre. — 9. Pour ça, on va décider ce qu'on veut. Romains. — 10. Article. Pour des moteurs. — 11. Cul par-dessus tête. — 12. Cassa les cailloux. Voyelles. — 13. Certains les aiment fortes.

Verticalement
1. Entrepreneurs. — II. Xérès. Existai. — III. Puissances. CB. — IV. Évapores. Arly. — V. Désirs. Derval. — VI. Is. Reintette. — VII. Meunier. Si. — VIII. Nic. Sem. Orpin. — IX. Trame. Briarde. — X. Satisfactions.

Verticalement
1. Expédients. — 2. Neufes. Ira. — 3. Trias. Meut. — 4. Respirer. Mi. — 5. Essoreuses. — 6. Arsine. — 7. Rame. Nimbé. — 8. Exodée. Rc. — 9. Nic. Exotit. — 10. Essarterai. — 11. Ut. Rvc. Pro. — 12. Rada. Sida. — 13. Sibyllines.

SOLUTION DU N° 466
Horizontalement
1. Entrepreneurs. — II. Xérès. Existai. — III. Puissances. CB. — IV. Évapores. Arly. — V. Désirs. Derval. — VI. Is. Reintette. — VII. Meunier. Si. — VIII. Nic. Sem. Orpin. — IX. Trame. Briarde. — X. Satisfactions.

Verticalement
1. Expédients. — 2. Neufes. Ira. — 3. Trias. Meut. — 4. Respirer. Mi. — 5. Essoreuses. — 6. Arsine. — 7. Rame. Nimbé. — 8. Exodée. Rc. — 9. Nic. Exotit. — 10. Essarterai. — 11. Ut. Rvc. Pro. — 12. Rada. Sida. — 13. Sibyllines.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 467

Horizontalement
1. CEENRTU. — 2. BEEILOP.
3. AEEIRSSU (+ 1).
4. AEEIRNV (+ 2).
5. EEEILNRTY. — 6. ADEHIMST.
7. EEILNTU (+ 1).
8. ABEILMOV. — 9. EEEENNUVX. — 10. AAEGIN. — 11. AEEILNRST (+ 3). — 12. ACDEEMPR. — 13. DEEERST. — 14. DELNOOSS. — 15. AACDHNP.

Verticalement
16. AEEILNN. — 17. EEEHNRU (+ 1). — 18. DEEGSU. — 19. CEEILN. — 20. AAEIMSTV. — 21. EEEHMRTY. — 22. DEENPR (+ 1). — 23. DEILNOSU. — 24. EEEILNRU. — 25. EEEINSS. — 26. EEILNRU. — 27. AEEIMNX. — 28. EELNNORU. — 29. EEIORSV (+ 1). — 30. EEEINST.

SOLUTION DU N° 466
1. PODAGRE. — 2. OCELLEE. — 3. ITALIEN (LIAIENT, LITA-

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais insupportables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas solides.)

NIE. — 4. REFAITS (FRETAIS, TARIFES). — 5. TAHITIEN. — 6. FRITTEZ. — 7. MITIGEE. — 8. AIREDALE, terrier (DELAIERA). — 9. ESERINE (INSEREE, RENIEES, RESINEE, SERINE, SERINEE). — 10. PLATRIER (TRIPLERA). — 11. PINIERE (EPINIER). — 12. SINISER, rendre chinois. — 13. CANASSON. — 14. COMMISSÉ (COMMISSÉ). — 15. ARMORIE (ARMOIRE, MOIRERA). — 16. ACIERER (CREERAI, ECRIERA, RECREAI). — 17. TESSERE (RESTEES, STEREEES, TERSEES, TRESSEE). — 18. SAISIS. — 19. PITUITTE, vomissement glaireux des alcooliques. — 20. EPHORAT, dignité d'éphore, ancien magistrat de Sparte. — 21. USINIÈRE. — 22. DAHO-MEEN. — 23. ALISIER (ALLIERS, ELIRAIS, LIERAIS, LISERAI, RELIAIS, RESILIA). — 24. DECURIE. — 25. REFIANT (FREINAIT, INFERRAIT). — 26. ENERGEIE (ENGEREE, RENEGIE). — 27. LISSOIRS. — 28. DUALISME (DILUAMES). — 29. EFFILANT (AFFILANT). — 30. RHINTES. — 31. ZOECIES, loge contenant un individu, chez certains invertébrés marins. — 32. EPEISTES. — 33. ESQUIVER.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Avignon

Les distractions de Georges Lavaudant

« Prendre le temps de se distraire, au sens où Montaigne l'entendait. C'est-à-dire d'emprunter des chemins buissonniers pour mieux réfléchir au théâtre, à soi-même sans doute. C'est la carte blanche que Georges Lavaudant se donne à lui-même, cette saison.

De Festival d'Aix-en-Provence, où il a repris, « remis à frêle, à neuf », dit-il, l'Enlèvement au sérail, de Mozart, à celui d'Avignon, il n'y a qu'un pas. Georges Lavaudant l'a franchi, avec cette mine de Sémex un peu sauvage que Gabriel Monnet avait aimé, quand il lui demandait, il y a de cela plus de dix ans, de le rejoindre à la direction du Centre dramatique national des Alpes. Pas d'obligations, pas de carnet de rendez-vous. Mais des rencontres. Avec Michel Deusch et Juste avant Tamerlan, ou Jean-Luc Godard, dont Lavaudant a vu, et aimé, le Roi Lear. Lavaudant est là, aussi, pour la sortie de son premier film : *Palazzo mentale*, d'après le spectacle créé en 1976 au CDNA, repris dix ans plus tard, à Grenoble et au TNP, où il venait de rejoindre Roger Planchon et Robert Gilbert. Il assure, un peu épiqué, que « le film a tous les défauts d'un premier film ! Je le critique d'autant plus que je l'aime. Le spectacle reposait sur l'illusion, la déraison du théâtre, avec des fictions très précieuses, finalement : un ovion qui pose dans le ciel sur des câbles, une trappe qui jaillit, une lumière qui s'allume, des écrivains qui errent. La magie relevait de ce mélange d'images, de la rapidité d'un montage à la Cocteau. Or le montage, c'est l'art même du cinéma... et à ce titre très vite banal. La part du spectacle était aussi de ne pas raconter une histoire, mais d'être, en mille... On ressent le manque de scénario dans le film. L'expérience sidant, Lavaudant aimerait aujourd'hui faire de « petits films à la Fassbinder ».

A la Chartreuse

Des lézards verts plutôt sceptiques

Pour se reposer de la surchauffe avignonnaise, on peut aller sur les traces des moines à la Chartreuse, qui a beaucoup changé.

Avignon et son Festival, avec ses trois cents spectacles par jour, c'est quelque chose comme une centrale, pas électrique mais presque : crébrale. Qui chauffe dur, à la longue.

« Dieu est riche », répète Antoine Vitez à qui veut bien l'entendre, c'est-à-dire aux spectateurs qui, après les douze heures de beauté du *Souffle de satin* en continu, ont été transportés en service de réanimation par les équipes spéciales de secourisme dramatique.

Naguère les festivaliers frisant le surmenage et préférant se rafraîchir, s'arrêter, par une médicine douce, disposaient, à deux pas du centre ville, d'un remède miracle : une lente filanderie dans les cloîtres, les jardins, du monastère de la Chartreuse de Villeneuve.

C'était un lieu charmant, campagnard, familial, touchant au domaine, juste ce qu'il fallait, avec des volailles en liberté, des herbes des champs sur les toits, des chats bizarres perdus dans la méditation zen. On entrait et sortait comme dans un moulin à l'ancienne.

C'est fini. Les technocrates de la chirurgie esthétique du patrimoine sont passés par là. Ils ont gratté, briqué, blanchi. La Chartreuse a bonne mine : tous ses nez ont été refaits, toutes ses tempes tirées. Les cloîtres ont été mis sous verre : des plaques vitrées, cristallines, ont été encastées dans les arcades, les fenêtres, les portes : comme si ce vieux couvent était une maquette neuve. Ça a un côté « sanisette ». Ça fait « clean ».

(On a beau dire, les anglicismes sont utiles ! Vous écrivez : « ça fait propre », c'est comme si vous crachiez dans l'eau. Mais « clean » a une nuance froide, pas humaine, une sonorité « clinique », une note vraiment pas sympy, qui n'existe pas, telle quelle, en français).

Ce n'est plus ouvert à tous vents, il faut payer pour entrer, puisque tout cela a coûté cher. Il y avait autrefois des suites de cellules de moines, havres de fraîcheur par les grands chauds, chaque cellule avait son petit jardin, aucune n'était

pareille à l'autre, on avait le sentiment de comparer des solitudes, les qualités sensibles particulières de ces solitudes, je ne sais pas, c'était étonnant.

Aujourd'hui, ces cellules sont fermées à clef, serrures neuves, portes neuves, et une seule est ouverte aux visiteurs, mais elle est fléchée, équipée, garnie, commentée, exactement comme un « duplex modèle » de démonstration, fabriqué par les promoteurs, dans une ville nouvelle, pour la vente.

En attraction, pour justifier le prix de la visite : trois expositions. L'une, ce sont des photos en couleurs des Cévennes. Très esthétiques. Pourquoi pas ? Une autre, des tableaux de l'assassin Jeanne Mabile : des images d'intérieur en désordre. C'est beau, fort, c'est personnel et pourtant c'est absolument habité par les toiles de Matisse représentant des ateliers, absolument, mais il n'y a aucun signe repérable de filiation, c'est fascinant, attachant.

La troisième « exposition » est la meilleure, et mérite le déplacement à Villeneuve. Un passionné des insectes, Erik Samakh, vingt-huit ans, a capté, et aussi composé, des bruits d'insectes. Grillons, cigales, abeilles, etc. Bruits parfois instantanés : par exemple les sautelles font des sons de gorgues de pluie tombant des feuilles d'arbres, après l'averse. Il a enregistré des chants d'oiseaux, aussi.

Dans l'un des jardins de la Chartreuse, qui, lui, a gardé son charme, avec ses rosiers qui embaument, ses buis, ses menthes, Erik Samakh diffuse, par des enceintes cachées, ses bruits de grillons, de coucou, de guêpes, de piliers, de toute une ronde d'insectes. Ces bruits se marient à ceux des vrais bruits des vrais oiseaux et insectes qui sont les hôtes de ce jardin.

Le « concert » qui en résulte est extraordinaire, tout à fait envoiement, il ne semble pas vrai tant il est beau, mais en même temps il est « criant » de vérité, et il laisse sans voix (si vous il y a) les lézards verts du jardin, qui restent là, tête levée, gueule ouverte, comme s'ils essayaient de percer la supercherie.

Le « jardin enchanté » d'Erik Samakh est la curiosité, la performance-mystère, de ce Festival d'Avignon : un chant de paradis, dans un très beau lieu.

MICHEL COURNOT.

der, rapides, légers », tournés dans des lieux simples : Lyon, sa barrière, ou récupérés. Il déclencherait les genres : « Un thriller, un western, un film de science-fiction. » Comme Richard Brautigan, qui a fait sa gamme de polars « à la manière de » Brautigan n'est pas dans « la veine de livres » policiers, récits de voyages, biographie de Balaïlle, que Lavaudant dit, geste à l'appui, avoir emportée.

« Aventures à défendre »

Vêtu de blanc chic — peut-être pour ne pas faire mentir sa réputation de mettre en scène « élégant », Lavaudant se refuse à tenir un discours sur le théâtre. « J'ai besoin de réfléchir, de prendre un peu de temps. Pour une fois, de ne pas penser, dès que j'ai trois minutes, au spectacle suivant. Après une première année au TNP marquée par « une urgence de la parole artistique », par la reprise de deux spectacles (*Le Balcon*, de Genet, à Mexico, l'Enlèvement au sérail) et la création de trois autres (*Le Régent*, de Bailly, *Baal* et *Dans la jungle des villes*, de Brecht (1), Lavaudant se donne cette saison carte blanche. « Le théâtre, c'est aussi ce bonheur-là. »

Il créera, au printemps prochain, un spectacle non encore identifié. Il va ses notes de travail « qui souvent n'ont rien à voir avec le théâtre, plutôt avec la lecture, la peinture, la musique, des paysages ou des rencontres. J'ai envie d'une « approche », comme Godard le dit de son Roi Lear. Entre la simple lecture d'un texte ou d'un spectacle « un peu bobwilsonien », avec cinquante figurants et acteurs, c'est dans cette « latitude » que se situera sa prochaine création au TNP. Cette latitude d'où était né au CDNA la Rose et la Hache, (d'après Richard III, et Carmelo Bene), une esquisse shakespearienne flamboyante.

Georges Lavaudant « se distrait » donc. Avant de se lancer dans une saison plus lointaine d'« aventures à défendre ». Avec Michel Deusch et Jean-Christophe Bailly. Avec aussi Gérard Maimone et Olivier Angèle : l'Opéra de Lyon leur a passé commande, ils travaillent à un opéra où « tout est à inventer ». Le seul opéra que Lavaudant dit avoir envie de monter. Avec ceux de Mozart. Son « auteur classique ».

ODILE QUIROT.

(1) *Baal* et *Dans la jungle des villes* seront repris cet automne au Théâtre de la Ville à Paris. L'Enlèvement au sérail, en ouverture de la saison de l'Opéra de Lyon, et du TNP, à Villeurbanne.

« Palazzo mentale »

Un polar borgésien

Devant le bleu du ciel, sorti entre les rideaux rouge cramoisi d'un petit théâtre particulier, un nain et son ours parodent. Nourrit dans maladroïtement, un pilote blessé au front chante une aria et un ancien trapéziste, ange travesti déchu, se montre, tout simplement.

L'hôte des lieux — un dénommé Ginzburg — a payé des comédiens pour donner cette pitoyable représentation et la poursuivre alentour — en plus pervers et complexe — dans une veste demeure perdue dans un parc, la nuit. On y croise Proust et Kafka, l'énigmatique Eva, des femmes belles et froides, un ancien détective privé de mauvaises séries B menant une enquête.

Si l'énigme est à résoudre, elle est sous nos crânes, et l'on ne résume pas le scénario de *Palazzo mentale*, construit par Georges Lavaudant et Pierre Bourgeois en cercles concentriques, en jeux de miroirs ne menant nulle part, sinon à une seule certitude : nous sommes tous condamnés à répéter des rôles écrits par d'autres.

O. Ct.

Poupées et marionnettes off

L'enfance des monstres

Des formes fantasmagoriques qui racontent la vie des monstres. Des poupées qui décrivent les gestes quotidiens des hommes : deux sortes de marionnettes dans le off.

Les monstres aussi, dans leur sommeil, s'imaginent furtifs ou nouveaux-nés, bêtement végétatifs ou gloutonnement comblés par n'importe quel substitut de sein maternel. Mais comme pour les humains le réveil les sèvre brutalement du bonheur de sucer, déglutir et régurgiter, précipitant les pauvres créatures dans le cauchemar de leur monstrueuse réalité. Là, bêtes et objets viennent leur pillonner le crâne, perforer les tympans, fouiller la gorge et soder les orbites. Ils finissent par y perdre la face, et l'intégrité. Décomposés en organes solitaires, un œil, une langue, ils essaient de jouer encore les terribles sous apparences restreintes, et ne parviennent qu'à paraître grotesques.

Les aventures des monstres, inaugurées par Gérard Lepinois dans la Nuit et ses Épigrammes, en 1980, et poursuivies par le même auteur dans la Deuxième Nuit, sont présentées par le théâtre de figure comme une « allégorie de la condition humaine ». Allégorie pas, ils font valoir le métier magistral du constructeur de formes animées, Alain Roussel, du metteur en scène Dominique Houdart et de la créatrice de sons Jeanne Heudlin, qui compose à vue un opéra de chant et de borborygmes en complément de la musique électroacoustique de Véronique Walmar. Leur commun pro-

duit relève du fantastique à la Jarry : fascination et malaise sont assurés.

Une autre image de la condition humaine a été proposée sur un tout autre mode par la compagnie Hubert Jappelle avec le *Manteau*, d'après Gogol. Un spectacle technique plus traditionnel, peut-être, où Jappelle ne joue pas, comme Houdart, sur les changements d'échelle ou le passage de l'abstraction à la figuration, mais original plastiquement et d'une maîtrise aussi achevée. Fidèle au monde de Gogol, Jappelle lui a emprunté le personnage du *Manteau* pour s'attacher une nouvelle fois à « décrire », avec une mélancolie poétique, les gestes quotidiens des hommes. Les atmosphères sont savantes et les amateurs de rhétorique peuvent apprécier l'usage subtil des ellipses, hyperboles et répétitions.

Une recherche inventive

Hubert Jappelle travaillait en Avignon à l'époque où l'équipe de Dominique Houdart s'occupait des Rencontres du théâtre d'animation à la chartreuse de Villeneuve. La compagnie Jappelle est maintenant installée à Eragny-sur-Oise, et Houdart organise chez lui, à Epinal, son festival de colporteurs d'images. Mais l'un ni l'autre n'ont perdu leur public avignonnais : pas forcément des amateurs de marionnettes, mais des fidèles du style Jappelle ou d'une recherche inventive signée Houdart.

BERNADETTE BOST.

* A voir encore : la Deuxième Nuit au Théâtre du Chêne-Noir, rue Sainte-Catherine, Avignon, jusqu'au 30 juillet. Les jours pairs à 15 h 30 et 18 h 30, les jours impairs à 15 h 30 et 21 h 30.

John Neumeier répète

Les chorégraphes capables d'animer les grandes compagnies de ballet officielles sont rares.

John Neumeier est de ceux-là. Il dirige les danseurs de l'Opéra de Paris dans le *Magnificat* de Bach.

L'Opéra de Paris coproduit avec le Festival d'Avignon un grand spectacle de danse, dirigé par John Neumeier : le *Magnificat* de Bach, qui sera créé le lundi 27 juillet dans la cour d'honneur. Le chorégraphe vit dans les trances. L'aventure n'est pas sans risques. La sensibilité romantique de John Neumeier va à contre-courant de l'époque. Il s'est souvent fait taxer de naïveté. « Naïf, peut-être, mais lucide », dit-il. Il a vécu plusieurs semaines à Paris, mais ne connaît que le court chemin entre le Grand Hôtel et l'Opéra. Il a fait de courts séjours à Hambourg, où il est installé, pour régler un ballet à la gloire des années 20 de l'Amérique : Pavlova, Ziegfeld Folies, jazz, Isadora Duncan.

Le voici avec deux danseuses, la brune Marie-Claude Pietragalla, la blonde Elisabeth Maurin. Pendant plusieurs heures, elles font et défont, refont phrase par phrase un pas de deux avec des déséquilibres, des effets de jupe qui rappellent Martha Graham. L'une est pieds nus, l'autre sur pointes ; il s'agit pour chacune de faire passer l'autre dans l'arabesque du bas, comme une flamme dans le chapeau d'une baguette. « Vous lisez le mouvement, c'est comme le phénix, chacune doit renaitre de l'autre, indéfiniment. »

John Neumeier dit qu'il a travaillé dans de bonnes conditions, meilleures que quand il avait monté le *Song of a Night Bird*. Il a pu choisir ses danseurs.

« J'ai eu peu de temps, mais certaines parties du ballet étaient prêtes, déjà composées. Le *Magnificat*, en revanche, est inédit. Je l'ai inventé au long des répétitions, en m'inspirant de la qualité transparente de la musique. Ce que font les deux femmes doit avoir un sens d'éternité. Le ballet est conçu pour quarante danseurs. Il comporte cinq parties de styles différents. En ouverture, il y a une évocation du paradis perdu, ensuite « Prophéties et proverbes ». Le *Magnificat* proprement dit évoque l'Annonciation. Il est joyeux, il représente le désir d'incarnation. Le final, sur la Messe en si, est plus moderne : c'est une prière pour la paix, la paix aujourd'hui. La première partie est plus classique. Là interviennent Sylvie Guillem, Isabelle Guérin, Charles Jude, Elisabeth Platel, Karin Avery, Manuel Legris... Je profite de leur forte technique pour leur demander des choses très difficiles, très précises, qui ne sont belles que parfaitement dansées. »

« Chorégraphe pour une grande compagnie comme celle-ci est dangereux. On est tenté, malgré soi, de revenir aux procédés de Petipa. Or la danse, aujourd'hui, procède d'un nouvel ordre : que l'on soit lyrique ou abstrait, elle est avant tout un dialogue avec l'espace. Cet hiver, je suis allé à Avignon, j'ai pris des photos de la cour d'honneur sous tous les angles. A partir de là, j'ai imaginé la mise en scène, les lumières. Il n'y a pas de décor, seulement des harmonies, des contrastes. Le gris de la pierre qui vire au rouge... des jeux de ligne aussi, avec l'orchestre disposé en diagonale... Maurice Béjart m'a dit qu'accepter de travailler dans la cour était suicidaire. On verrait bien, j'ai conçu la Passion pour une église. Or, elle pour une fabrique... La cour m'inspire son langage. »

Propos recueillis par MARCELLE MICHEL.

Etre danseur à l'Opéra



Les ballets de l'Opéra ont pris possession de la cour d'honneur — musiciens de la région, constellation de chanteurs et d'étoiles. Plus le corps de ballet, quarante danseurs et danseuses dont le programme néglige de donner les noms. J'ai demandé à rencontrer un de ceux-là. Leur vie, leur plan de carrière, leur métier, ça m'intrigue.

J'ai rencontré Pierre Dardé, mince, brun, moitié romantique, moitié canaille et tout à fait futé. Treize ans à l'Opéra, où il est entré à douze ans, comme élève. « Par hasard, dit-il. A cet âge-là, on est même, on n'a pas de critères, ce sont les parents qui rêvent. J'aurais pu me diriger vers d'autres domaines artistiques, je faisais de l'astronomie, j'avais du mal à choisir. Jusqu'à dix-sept ans, j'ai vécu l'école sans me poser de questions. On y est très entraîné. On vous apprend à penser tout le temps à la danse, sinon on est en faute. L'entraînement est dur. On vous donne comme modèle quelqu'un comme Baryshnikov. »

« Dans cette optique, c'est vrai, l'espérance de vie professionnelle n'est pas longue. Mais moi, j'aime que les gens ne soient pas jeunes. Ma plus belle émotion, c'est d'avoir vu Jean Babilas danser à soixante-trois ans. Etre un corps athlétique sur scène ne suffit pas. Et pensez à Cunningham : c'est comme de voir quelqu'un réapprendre à marcher après un accident. L'adulte des mouvements est plus grande que s'ils sont faciles. »

« L'Opéra est peut-être un musée, mais on y enseigne la disponibilité. Nourrir amène des gens différents de lui. On travaille avec Cunningham, Bost, et deux semaines après c'est Raymond... Les techniques changent, mais on a tous le même corps. On vit avec, on le porte avec soi et on le déballe. »

On est obligé d'en avoir une conscience objective, c'est épuisant. « L'important, c'est de reconnaître d'où viennent les techniques, qu'on a dans la tête. Ici, je ne m'engage pas vraiment, je tente des expériences, qui avec la maturité déterminent peut-être une philosophie. En tout cas, j'aurais profité de l'entraînement classique, il son exigeant. Travailler autrement en plus ne me dérange pas, c'est comme un fluide, les affluents le nourrissent. »

« Dans le classique, on recherche la perfection. Le but est de danser Giselle comme personne n'a jamais pu le faire. Bien sûr, on est tenté de se fixer par rapport à la hiérarchie : investir son existence tout entière pour devenir étoile. C'est un truc, ça n'est pas le mien. D'ailleurs je n'ai sans doute pas les moyens de danser trois actes. Et le côté performance ne m'intéresse pas assez. Je préfère apprendre tous les jours plus. J'ai travaillé avec Cunningham, chez Graham, et je reprends le stage ici, à Avignon. On ne peut pas non plus se réduire à la danse uniquement. Je pense à la peinture qui est l'art de l'espace, à la musique qui est celui du temps. Sur scène, on joue avec tout ça. »

« L'évolution de la danse ? Je ne me pose pas la question. Je ne sais pas si Balanchine est mieux que Petipa et Cunningham mieux que Balanchine. C'est un faux problème. Je sais seulement que mes goûts vont vers l'abstraction, qu'un jour, j'en aurai assez des plumes et que, à quarante ans, je serai probablement chorégraphe. »

C'est Pierre Dardé qui chorégraphie le prochain spectacle de Bob Wilson à Bobigny : le *Martyre de saint Sébastien*.

COLETTE GODARD.

صحنه‌های اول

Culture

Antibes-Juan-les-Pins

En attendant Rollins...

De Johnny Clegg à Bernard Lavilliers en passant par Fats Domino, Ray Charles et Kid Creole, la pinède de Juan-les-Pins accueille toutes les stars. Dans une débauche de matériel et d'amplification, Sonny Rollins vient, lui, en toute simplicité : la musique en plus.

Prenez le spectacle de Kid Creole et ses fameux Conouns. Il est taillé sur mesure pour Antibes. Public préparé par la télévision, les disques, les clips et les clubs. La musique est enlevée, rock, jazz, salsa, funk, secouée énergiquement avec une énorme tirs d'ironie. Et, au milieu, August Darnell, Kid Creole himself, trente-six ans, métié du Bronx à moustache de meneur de revue sardonique, les gestes secadés comme dans les clips.

De près, le vacarme est insupportable. Il va falloir attendre l'extinction de cette première génération d'ingénieurs du son pour revenir à des niveaux qui n'abrutissent ni ne créent des lésions définitives. Tout le long, d'où que l'on écoute, la basse suramplifiée qui vous remue jusqu'au malaise. Mal jouée en plus, par une gôdiche appliquée, Carol Coleman, qui détonne (à dessein ?). Vu de loin, là où, traditionnellement à Antibes, est relégué le public qui fait le show, les vrais enfants du paradis, le spectacle a la taille d'un timbre poste animé. Nettement

moins détaillé qu'à la télé ! Nul doute que Jean-Christophe Averty aura su, lui, tirer son épingle du jeu. Souvent, à l'image d'August Darnell, qui d'ailleurs veut abandonner la scène pour les studios, on a le sentiment qu'Antibes-Juan-les-Pins cherche sa mesure. Cette année, un groupe immobilier mécène. Ce ne sont pourtant pas les manifestations culturelles qui manquent à Juan : coupe de tarot, championnats de scrabble, finale « Des chiffres et des lettres », concours de strip-tease amateur au Whisky-Club, de « bains chauds » au Voom-Voom (une baignoire, de la mousse, des volontaires, quatre massueuses — pourquoi quatre ?) C'est le jazz qui l'a emporté.

Irakere, par exemple, est le rassemblement des meilleurs musiciens de Cuba qui circulent depuis 1978. Les meilleures percussions du moment et des arrangements aussi riches et puissants (toutefois plus simples) que ceux du Duke ou de Dizzy. Au centre de cette armée de fonctionnaires — mais ceux-là trouvent grâce auprès des bigots du « libéralisme », — Chuccho Valdés, gigantesque et savant.

Tout cela permet au moins d'attendre dignement la soirée de Sonny Rollins. Elle est parfaitement équilibrée et composée. En première partie, pour alimenter le désir, le Pat Metheny Group se livre à un numéro très différent et gros d'hommes obliques au saxophoniste. Au Japon, Pat Metheny, l'excellent guitariste de Kansas City, a joué avec Rollins. Il se lance donc, comme une offrande, dans un pur acte de pitié filiale, un régal interminable (plus

de deux heures), fastidieux, lourd, mollasson, bruyant, de musique naïve. Il sait qu'avec cette piége sans horizon d'ennui pompeux, prolongé d'un changement de plateau sans fin (« matos » oblige), la splendeur rollinienne apparaîtra dans sa troublante nudité. Il lui fait ce cadeau touchant, bavard, somptueux. Lui qui peut tant (son disque avec Ornette Coleman !), il se comble avec des choristes particulièrement stupides, il s'oblige, comme on meurt de ne pas mourir, à ces mélodies d'interludes dont rougirait Claydeman, jusqu'à créer une sorte de malaise métaphysique. Du même ordre qu'une heure d'Eve Ruggieri avant de relire la Princesse de Clèves.

De tous les groupes d'aujourd'hui, celui de Sonny Rollins est visuellement le plus pauvre. Songez : il n'y a que des instruments de musique. Seulement voilà : pauvre et dans un registre simplifié à l'extrême, Rollins apporte ce que les autres ne prennent pas la peine d'apporter, ce qu'ils ne savent plus ou ne peuvent plus donner, un rien, un éclair qui vient et qui disparaît, la musique. On sait que Rollins (le Monde du 28 octobre 1986), veut, avec une pointe de naïveté, communiquer quelque chose comme de la joie. Par sa rage souriante. Par son souffle et par sa puissance de géant tranquille. Par cette insistance à coller au rythme en le décalant, ce collage d'impressions, d'éclats, de rires (quelques mesures de la *Marsellaise*, le début d'*Alouette*, gentille *Alouette*...). C'est cela qu'il veut transmettre, de bouche à oreille, sans artifice et sans trucs, cet élan, ce goût de rebondir sur *Saint-Thomas* ou de s'encanailier avec la *Complainte de Mackie* au rappel, cette généralité de jongleur, cette bonté, en un mot, dans la majesté d'un son énorme : cette bouffée de vie qu'on nomme le jazz.

FRANÇOIS MARMADE.

★ Antibes-Juan-les-Pins : Toots Thielemans, Oscar Peterson, Dixieland à la pinède, (25 juillet), Michel Leeb et le Big Band de Gérard Bédard (26), Stan Getz, Dexter Gordon, Ornette Coleman, Art Ensemble de Chicago, Stanley Jordan à Donostia-Saint-Sébastien, Pays basque (jusqu'au 26).

Spectacles
cinéma

Vendredi 24 juillet

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
16 h, Futurs vedettes, de M. Allégret ; 19 h, Washington Merry-Go-Round, de J. Cruze ; 21 h, Correspondance 17, de A. Hitchcock.

LES FILMS NOUVEAUX

LA BONNE. (**) Film italien de Salvatore Samperi, v.o. : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-26) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; 7^e Parisiennes, 1^{re} (45-20-33-20) ; v.f. : Saint-Lazare, 9^e (45-62-41-46) ; 35-43 ; Français, 9^e (47-70-33-88) ; Maxiville, 9^e (47-70-33-88) ; Nations, 12^e (45-62-41-46) ; Lyon Bastille, 12^e (45-62-41-46) ; Pavette, 12^e (45-62-41-46) ; Galaxie, 13^e (45-62-41-46) ; Mistral, 14^e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15^e (45-62-41-46) ; Pathé Clichy, 18^e (45-62-41-46) ; Gambetta, 20^e (45-62-41-46).

MAÏONE. Film américain de Harley Cokkinis, v.o. : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-26) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; v.f. : Français, 9^e (47-70-33-88) ; Pavette, 12^e (45-62-41-46) ; 31-56-86 ; Gaumont Parisienne, 14^e (42-33-42-26) ; Gaumont Convention, 15^e (45-62-41-46) ; Pathé Clichy, 18^e (45-62-41-46) ; 3 Soirées, 19^e (42-33-42-26).

LE NINJA BLANC. Film américain de Sam Peckinpah, v.o. : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 9^e (45-62-41-46) ; v.f. : Grand Rex, 2^e (42-33-42-26) ; Paramount Opéra, 9^e (47-70-33-88) ; Lyon Bastille, 12^e (45-62-41-46) ; 18-03 ; Galaxie, 13^e (45-62-41-46) ; 43-38-23-44 ; Mistral, 14^e (45-62-41-46) ; Montparnasse Pathé, 14^e (42-33-42-26) ; Convention Saint-Charles, 15^e (45-62-41-46) ; UGC Convention, 15^e (45-62-41-46) ; Pathé Wexler, 18^e (45-62-41-46).

Nominations à RFO

Cinq stations changent de directeur

M. Jean-Claude Michaud, PDG de la Radio-télévision française d'outre-mer (RFO), a rendu public, le jeudi 23 juillet, la composition des équipes de direction des stations régionales de la société. Cette réorganisation concerne cinq des neuf stations que compte RFO, les quatre autres (Polynésie, Martinique, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon) conservant leur actuel directeur régional.

● A la Guadeloupe, M. Jacques Barbier de Croze (quarante-trois ans) a été nommé directeur régional. Ancien de RFO, il a été FR3 Mont-Blanc-Chamonix, puis a été responsable de radio en Normandie et dans la région Centre avant de devenir directeur de l'Afrique 1 (société de radiodiffusion émettant en ondes courtes dans tous les pays francophones d'Afrique).

● En Guyane, M. Maurice Grimaud (quarante-sept ans) a été nommé directeur régional. Entré à l'ORTF en 1973, il a fait toute sa carrière outre-mer. Il était devenu rédacteur en chef à Tahiti, en 1985, après avoir occupé le même poste pendant trois ans à la Réunion.

● A la Réunion, M. René Denis (cinquante-deux ans) devient directeur régional à partir du 1^{er} août ; il occupait les mêmes fonctions à la Guadeloupe depuis 1986.

● En Nouvelle-Calédonie, M. Alain Le Garrec (trente-neuf ans) remplacera, le 10 août, M. Jean-Claude Gelin, directeur régional. M. Le Garrec occupait cette fonction à RFO-Réunion depuis 1986.

● A Wallis-et-Futuna, M. André Blondet, qui assurait l'intérim du directeur régional depuis mars 1986, est officiellement confirmé dans cette fonction.

● L'AFP ouvre son bureau de Limoges. L'Agence France-Presse a décidé de créer un bureau de Limoges, qui couvrira, à partir de septembre, les régions du Limousin et du Poitou-Charentes. Sa fermeture, fin 1985, avait entraîné de vives protestations parmi les syndicats de journalistes, les utilisateurs locaux, révoquant les arguments techniques invoqués alors par l'AFP. L'agence n'avait pas résisté à la nécessité de « couvrir » mieux une région où le premier ministre fait de fréquents séjours. (Corresp.)

Communication

Nominations à RFO

Cinq stations changent de directeur

M. Jean-Claude Michaud, PDG de la Radio-télévision française d'outre-mer (RFO), a rendu public, le jeudi 23 juillet, la composition des équipes de direction des stations régionales de la société. Cette réorganisation concerne cinq des neuf stations que compte RFO, les quatre autres (Polynésie, Martinique, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon) conservant leur actuel directeur régional.

● A la Guadeloupe, M. Jacques Barbier de Croze (quarante-trois ans) a été nommé directeur régional. Ancien de RFO, il a été FR3 Mont-Blanc-Chamonix, puis a été responsable de radio en Normandie et dans la région Centre avant de devenir directeur de l'Afrique 1 (société de radiodiffusion émettant en ondes courtes dans tous les pays francophones d'Afrique).

● En Guyane, M. Maurice Grimaud (quarante-sept ans) a été nommé directeur régional. Entré à l'ORTF en 1973, il a fait toute sa carrière outre-mer. Il était devenu rédacteur en chef à Tahiti, en 1985, après avoir occupé le même poste pendant trois ans à la Réunion.

● A la Réunion, M. René Denis (cinquante-deux ans) devient directeur régional à partir du 1^{er} août ; il occupait les mêmes fonctions à la Guadeloupe depuis 1986.

● En Nouvelle-Calédonie, M. Alain Le Garrec (trente-neuf ans) remplacera, le 10 août, M. Jean-Claude Gelin, directeur régional. M. Le Garrec occupait cette fonction à RFO-Réunion depuis 1986.

● A Wallis-et-Futuna, M. André Blondet, qui assurait l'intérim du directeur régional depuis mars 1986, est officiellement confirmé dans cette fonction.

● L'AFP ouvre son bureau de Limoges. L'Agence France-Presse a décidé de créer un bureau de Limoges, qui couvrira, à partir de septembre, les régions du Limousin et du Poitou-Charentes. Sa fermeture, fin 1985, avait entraîné de vives protestations parmi les syndicats de journalistes, les utilisateurs locaux, révoquant les arguments techniques invoqués alors par l'AFP. L'agence n'avait pas résisté à la nécessité de « couvrir » mieux une région où le premier ministre fait de fréquents séjours. (Corresp.)

Après les sanctions contre deux journalistes d'Ajaccio

Grève sur FR3 le 29 juillet

La direction de FR3 a maintenu des sanctions contre deux journalistes de la station d'Ajaccio, délégués CGT et SNJ. L'Union nationale des syndicats de journalistes de FR3 appelle les personnels de la chaîne à une grève illimitée à partir du 29 juillet. Contre la mutation de Jean-Marc Leccia et Danièle Jeannot.

AJACCIO
de notre correspondant

Nouveau malaise à FR3. Sur décision de la direction générale de la chaîne, deux journalistes ont été informés de leur mutation. Jean-Marc Leccia à Poitiers, Danièle Jeannot à Besançon. Et on leur a donné sept jours pour rejoindre leur affectation.

Motif de ces mutations : divergences et mécontentement avec la direction de la station, impossibilité de collaborer avec les responsables hiérarchiques, ce qui ne permet pas le maintien sur place « dans l'intérêt de l'entreprise et de la station d'Ajaccio ».

S'il est de fait que le climat ne s'est guère amélioré depuis le limogage de Sampietro Sanguinetti, le 18 février, et son remplacement par Michel Sati, chef de service et Yves Rambaut, rédacteur en chef, la sanction qui frappe les deux journalistes paraît disproportionnée : par rapport à la cause.

Le 22 mai, Yves Rambaut réunit tous les journalistes de la station pour leur parler des améliorations à apporter au journal télévisé quotidien. Certains d'entre eux, dont Jean-Marc Leccia et Danièle Jeannot, quittant la réunion en constatant que les techniciens n'y ont pas été consultés, alors qu'ils étaient régulièrement avec Sampietro Sanguinetti. Consigne ayant été donnée de ne pas communiquer ces détails à la presse régionale, puis le différend paraît oublié.

Mais une mission d'inspection générale est envoyée en Corse. Elle constate que l'ambiance n'est pas au beau fixe, ni les rapports entre certains journalistes et la direction de la station. C'est ce rapport qui voit la mutation de Jean-Marc Leccia et Danièle Jeannot, mais aussi des avertissements à quatre autres journalistes.

Immédiatement réunie, l'intersyndicale et les personnels non syndiqués de FR3 ont décidé de déposer

Le « Nouveau Journal » de Tahiti cesse de paraître

PAPEETE
de notre correspondant

Après plus d'un an et demi de parution, le dernier venu de la presse quotidienne de Tahiti met la clé sous la porte. Le *Nouveau Journal*, qui, en janvier dernier, avait été racheté par des investisseurs du groupe CCF, a connu des difficultés financières importantes malgré une injection de près de 100 millions de francs CFP (5,5 millions de francs).

Le bilan ne sera pas déposé car le journal ferme tout simplement ses portes pour ce qui est pudiquement appelé une « restructuration ». Tous les employés ont néanmoins été licenciés avec leurs indemnités, à compter du mardi 21 juillet.

D'ores et déjà, les rumeurs annoncent la rade d'acheteurs éventuels, certains noms ont été avancés dont le plus sérieux sont ceux de M. Robert Hersant et de M. Gaston Flosse. Selon toute vraisemblance, c'est le secrétaire d'Etat chargé des affaires françaises dans le pacifique qui serait le mieux placé pour le rachat du titre par l'intermédiaire d'investisseurs amis ; il pourrait ainsi contrebalancer les estocades quotidiennes du journal les *Nouvelles* appartenant à l'un de ses anciens amis, M. Julien Sin. Celui-ci s'est fâché depuis longtemps pour une histoire d'autorisation d'implantation de cuves d'hydrocarbures que M. Flosse aurait refusé à l'époque où il était encore président du gouvernement du territoire. Il est d'autre part possible que M. Jacques Chirac apprécie, au moment de la campagne présidentielle, le soutien d'un organe de presse qui serait entièrement acquis à la cause du RPR.

Avec la fermeture du *Nouveau Journal*, l'opinion modérée perd son porte-parole. Ce vide sera le bienvenu pour les deux autres quotidiens qui ont dû subir les contrecoeurs d'une mauvaise conjoncture économique.

MICHEL YIENG KOW.

un préavis de grève illimitée à partir du 29 juillet. Ils ont reçu le soutien de l'intersyndicale de RCFM, la station corse de Radio-France, de l'union régionale CFDT, des nationalistes, du Parti communiste et de l'UPC, ces deux derniers ayant même déposé à l'Assemblée de Corse des motions demandant la révocation des sanctions.

Jean-Marc Leccia et Danièle Jeannot ont informé l'inspection du travail des conditions dans lesquelles ils ont été sanctionnés, faisant remarquer qu'ils sont les délégués syndicaux du SNJ et de la CGT et qu'ils n'ont agi qu'en cette qualité.

On aurait sans doute pu faire l'économie de cette crise au moment où, selon les termes du Parti communiste « tout le monde demande l'apaisement et le paix civile » dans l'île. Les nationalistes qui manifestent samedi à Ajaccio — un rassemblement prévu depuis plusieurs semaines — pourraient faire remarquer que l'on s'attache vraiment à « bâillonner la presse » en Corse.

PAUL SILVANI.

M. François d'Aubert (UDF) se déclare « écœuré » par l'élection de Claude Sèrillon

Dans une interview à l'*Evénement* du jeudi publié le 23 juillet, M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne et représentant de l'Assemblée nationale au sein du conseil d'administration d'Antenne 2, critique l'élection de Claude Sèrillon de la présentation du journal de 20 heures. « Je suis écœuré par cette décision et je ferai part de mon indignation lors du prochain conseil d'administration », déclare-t-il. Les cabinets présidentiels et ministériels ont des idées simplistes et passistes sur ce qui doit être l'information dans le service public. Ils vivent encore au rythme des années 60, où l'on croyait pouvoir tenir une chronique avec une ligne téléphonique directe. Dans le cas de Sèrillon, les conditions de son départ restent mal élucidées, mais c'est sûr, il y a eu pression. Estimant que ce type d'événement ne se reproduit pas si M. Raymond Barre, qui est, pour l'information, le président de la chaîne, M. d'Aubert juge « indispensable » de modifier le statut d'Antenne 2. « Cette chaîne doit rester un service public, dit-il, mais ne plus être sous tutelle politico-administrative et être administrée par une fondation, c'est-à-dire un organisme à vocation générale, indépendant du pouvoir politique ».

Ces propos de M. d'Aubert ont irrité le directeur de l'information d'Antenne 2, M. Elie Vazmier, qui, dans un communiqué, les a qualifiés d'« absurdes et irresponsables ». « Les décisions récemment prises l'ont été pour des raisons strictement professionnelles. Je dis haut et fort qu'aucune pression politique n'a été exercée à mon égard ».

● M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, souhaite que cessent les limogages dans l'audiovisuel. « Le verbe limoger ne doit plus être de mise dans ce secteur », a déclaré M. Barrot le jeudi 23 juillet sur RMC. Se refusant à donner son sentiment personnel sur le cas particulier du présentateur du journal d'Antenne 2, Claude Sèrillon, le responsable du CDS a, toutefois, affirmé que « chaque fois qu'il y aurait un abus, il le dénoncerait » et il a ajouté qu'il « se joindrait » à M. François d'Aubert pour souhaiter que « l'on marche vers plus d'indépendance » dans l'audiovisuel.

La disparition de Roger Massip

Roger Massip, ancien journaliste du *Figaro*, spécialiste de politique étrangère, est mort, le mardi 21 juillet, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

né à Montauban en 1904, et fils de journaliste, Roger Massip avait fait des études de lettres et d'histoire avant d'entreprendre lui-même une carrière de journaliste. Successivement correspondant de l'agence Havas à Bucarest (1931) et du *Petit Parisien* à Vassov (1934), il était devenu chef adjoint du service étranger juste avant la guerre. Très actif dans la presse de la Résistance, à Paris et à Lyon, il occupa diverses responsabilités au sein de *Libération*, dont il devint rédacteur en chef en 1944. C'est cependant le *Figaro*, où Pierre Brisson l'appela en 1947, à la direction du service étranger, qui allait devenir son vrai port d'attache jusqu'à sa mort, le 21 juillet 1987.

Actif tout au long de sa carrière dans de nombreuses associations, notamment l'Association de la presse diplomatique française, Roger Massip était officier de la Légion d'honneur. Il avait publié plusieurs ouvrages, dont *Volci l'Europe* (en 1958), *la Chine est un miracle* (1972). Il y a quarante ans, *Munich* (avec Jean Descola, en 1978). En 1981, il publiait enfin, avec sa femme, Renée Massip, critique littéraire au *Figaro*, les *Passants du siècle*, journal d'un couple témoin de son temps.

Le Monde
sur minitel

CINEMA

Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

nication

le sur FR 3 le 29 juillet

à l'heure de la radio, les stations de radio sont nombreuses et offrent une grande variété de programmes. Cependant, il est difficile de trouver une station qui corresponde à vos goûts et à vos besoins. C'est pourquoi nous voulons créer une station de radio qui soit différente des autres.

La situation économique actuelle est très préoccupante pour les cinq ans à venir...

C'est pourquoi nous voulons créer une station de radio qui soit différente des autres. Nous voulons une station qui soit consacrée à ces trois problèmes essentiels : l'emploi, la formation et la vie professionnelle.

Les Sages de la CNCL transformeront-ils ce passionnant projet en réalité ? C'est bientôt le jour « J »...

Les cofondateurs (La Ruche-Canal 31, Radio-Boss, Radio-Job) remercient :

le Ministère des affaires sociales et de l'emploi
le Ministère de l'industrie, des PTT et du tourisme
le Conseil Régional de l'Ile-de-France
la Direction départementale du travail et de l'emploi
le groupe ACCOR et la Compagnie financière de Suez

et tous ceux qui les encouragent pour réaliser ce fantastique challenge

« Réussir f.m. », 31, rue des Colonnes-du-Trône, 75012 PARIS
Tél. : 16 (1) 43-07-39-39

La station radio des ingénieurs, cadres, personnel d'encadrement, des décideurs et dirigeants d'entreprises.

A bientôt...

Pour VOUS comme pour NOUS

L'EMPLOI, la FORMATION

et la vie professionnelle sont très importants

car la situation économique actuelle est très préoccupante pour les cinq ans à venir...

C'est pourquoi nous voulons cré-agir avec

« Réussir f.m. »

nouvelle station de radio fm consacrée, dans un nouveau style, à ces trois problèmes essentiels.

Les Sages de la CNCL

transformeront-ils ce passionnant projet en réalité ? C'est bientôt le jour « J »...

Les cofondateurs (La Ruche-Canal 31, Radio-Boss, Radio-Job) remercient :

- le Ministère des affaires sociales et de l'emploi
- le Ministère de l'industrie, des PTT et du tourisme
- le Conseil Régional de l'Ile-de-France
- la Direction départementale du travail et de l'emploi
- le groupe ACCOR et la Compagnie financière de Suez

et tous ceux qui les encouragent pour réaliser ce fantastique challenge

« Réussir f.m. », 31, rue des Colonnes-du-Trône, 75012 PARIS

Tél. : 16 (1) 43-07-39-39

La station radio des ingénieurs, cadres, personnel d'encadrement, des décideurs et dirigeants d'entreprises.

A bientôt...

صلى الله عليه وسلم

سكنا من الامم

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à l'écran □ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 24 juillet

TF 1

20.35 Jeux : Intervilles. Émission présentée par Guy Lux, Simone Garatier et Léon Zitrone. Marignane-Laval. P 22.25 Cinéma : Le Part de l'astre. Film français de Jeanne Labrousse (1985). Avec Pierre et Laurent Mallet, Christine Boisson, Jean-Bernard Guillard. Au bord de l'Atlantique, sur la côte landaise, deux frères jumeaux qui s'aiment d'amour se retrouvent pour un dernier combat d'été, en principe, un téléfilm. Par le style, c'est du vrai cinéma, et cette œuvre fut présentée au Festival de Cannes 1985 dans la section « Perspectives du cinéma français ». Annoncé le 10 juillet et... reporté. L'heure de programmation est toujours aberrante. 23.55 Journal. 0.10 Série : Les caniches. Le tour de cristal. 1.00 Télévision sans frontières. Avec Touré Kunda.

A 2

20.30 Série : Deux flics à Miami. Coup au trot. Des gardiens de pénitence se livraient au trafic de la drogue. 21.20 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Des personnages d'autrefois », sont invités : Jean Carrière (les Advers de Comte), le professeur Jean Deloy, de l'Académie française (la Mort rouge), Robert Merle (En nos vertes années), 22.35 Journal. 22.45 Cinéma : A toi de faire, magazine □ Film français de Bernard Borel (1983). Avec Édouard Constantine, Gila Gorman, Christiane Muzard, Elga Andersen. Une enquête sur l'assassinat d'une femme appartenant au FBI même Lenny Conlon à Paris, où il vit, naturellement, des aventures mouvementées : si mouvementées qu'on n'y comprend rien, d'autant que la mise en scène n'est pas à la hauteur de l'action. Mais les bruns et les blondes se ramassent à la pelle des clips.

FR 3

20.30 Série : Deux de comédie. De Rommy Contreux et Pierre Samiati, avec les auteurs. Nos deux comédiens découvrent au fond de leur cabinet un enfant de dix ans. 21.25 Portrait. Olivier de Kersauzon. 22.15 Journal. 22.40 Documentaire : Ça joua, le monde changea. 4. Et voilà Guénès. Tout change. Jusqu'à la mémoire qui passe de l'oral à l'écrit, et change l'histoire. 23.30 Prélude à la nuit. Kilyanka, d'A. Guezanov, interprété par les Chœurs de Varsavia.

CANAL PLUS

20.55 Cinéma : Paris s'aimait. Film français de Frédéric André (1983). Un garçon et une fille rescapés d'une bande de cambrioleurs et traqués par la police dans Paris commencent par des messages que diffusent les radios libres. Un

premier film « malade », poétique, irritant et attachant sur les jeux d'adolescents romantiques arguant la société. 22.25 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : The wit □ Film américain de Sidney Lumet (1978). 0.45 Cinéma : L'Empire des sens □ Film franco-japonais de Nagisa Oshima (1976) v.a. 2.28 Cinéma : Top secret □ Film américain de Jim Abrahams, David et Jerry Zucker (1984). 3.50 Cinéma : Carré blanc □ Film franco-canadien d'Isabelle Pierson et Gilles Delannoy (1985) 5.10 Téléfilm : Les négriers. Un Allemand découvre l'horreur de l'esclavage. L'Afrique en 1984.

LA 5

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.35 Série : Serpico. 22.30 Cinéma : Adrien □ Film français de Fernand (1943). Avec Fernand, Paul Dubost, Jean Tassier, Gabriello. Les tribulations d'un encolleur de banque qui a inventé des patins à roulettes à moteur. Réalisé par Fernand lui-même (il avait pu s'en abstenir) d'après un vaudeville de Jean de Létraz. Bête à n'y pas croire. 23.35 Les dossiers de l'agence O. 0.25 Série : Hôpital. 1.15 Série : Supercopier. 2.05 Série : Mission impossible. 2.50 Les chevaliers du ciel.

M 6

20.30 Série : Caprice et Lacey (28^e épisode). 21.20 Série : Le Salut. 22.15 Journal. 22.30 Téléfilm : Sa vie d'homme. De Robert Ellis Miller. Une journaliste, spécialiste en sport, décide de se déguiser en homme pour échapper à la discrimination. 0.00 Série : Le Salut (rediff.). 0.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Les enfants du Mali et de la. Deuxième génération des pieds-noirs (rediff.). De 21.00 à 1.00 Les amis d'Avignon. 21.15 Avignon. Rives et dérivés. Musique des fleuves : la Voix, le Rhône. 22.30 Les amis d'Avignon (suite).

FRANCE-MUSIQUE

20.35 L'air du soir. Charpentier. 22.00 Concert (en direct de l'Orchestre). Concerto n° 12 en la mineur pour piano et orchestre, op. 115, de Brahms ; Quintette pour piano et cordes, op. 115, de Brahms ; Quintette pour piano et cordes, de Tancrède, par les solistes d'Uppes, Stefan Schoss, piano, Michel Portal, clarinette. 0.30 à 7.00 Jazz. (en direct du château d'O). Orchestre national de jazz : Larry Schneider, saxophone ; Andy Emley, basse ; Scott de l'Orchestre national de jazz ; Elisabeth Caumont Quintet ; Alain Brunet Quintet ; Jean-Pierre Lissard Quintet ; Cynthia Hillis.

Samedi 25 juillet

TF 1

13.35 Série : Matt Houston. Parfum de crime. 14.30 La séquence du spectacle. 15.00 Magazine : L'aventure des plantes. De Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Pélissier. Les rapports des plantes avec le monde animal. Guerre et paix... une série scientifique, vivifiante pour l'esprit. Pour tous les âges. 15.30 Tiroir à Envy. 15.40 Tami. Coupe Davis, à Fréjus. Quatre de finale : France-Suède (double).

En cas de dépassement d'horaire, Le voleur d'enfants sera remplacé à 18.00 par la série : Chapeau melon et bottes de cuir. A partir de 19.00, programmes inchangés.

17.30 Téléfilm : Le voleur d'enfants. De François Leterrier. Avec Sami Frey, Catherine Rouvel, Eléonore Hilt, Nicole Jamet. 19.00 Série : Agence tous risques. 20.00 Journal. 20.35 Théâtre du Loto. 20.40 Série : Colombo. Une ville fatale. L'ex-femme de Beau pense que son mari a été tué, mais où et par qui ? 22.00 Les échos de l'histoire. 23.30 Prélude à la nuit. Kilyanka, d'A. Guezanov, interprété par les Chœurs de Varsavia.

A 2

13.35 Série : « V ». Dilettant. 14.25 Les fables d'Esopo. 14.40 Les jeux du stade. Tour de France : rétrospective ; 24^e étape du Tour 1987 : Dijon-Dijon. A chacun son Tour, par Jacques Chancel ; Escrima : championnat du monde à Lausanne ; Moto : Grand raid de l'Amitié. 18.00 Série : Mon ami Flic. 18.30 Révé. A 2 est. Devinettes d'Épinal ; Piste Mammie ; Téléchat. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le Journal du Tour. 20.00 Journal. P 20.30 Variétés : Bonnes nouvelles. Présenté par Carlos. Avec Julien Clerc, Patrick Bruel, Francesco Napoli, Pierre Vassiliu, Chantal, Jean-Louis Aubert, Sabine Pataud, Garçon, Graciele De Michèle, Niagara ; vidéos de Jacques Dutronc, France Gall, Four Tops, Patricia Carli, Barry Ryan, Françoise Hardy, Sonny and Cher, et les Rolling Stones, les Surf, Carlos et Sylvie Vartan. 21.50 Série : Les brigades du Tigre. 1979. Visite inconnue du prince de Galles à Paris. Espionnage et justice. 22.50 Variétés : Révé. Émission proposée par Jean Bertho. Pour ou contre le Tour de France. Les dessous du Tour, le point de vue des Français, le désespoir des femmes, etc. 23.45 Journal. 0.05 Le Journal du Tour (rediff.).

FR 3

13.30 Espace 3 : Entreprises. 14.00 Espace 3 : Objectif santé. 14.30 Sports-jeux. Course de l'Europe : balade sur

allées du sport. 17.50 Téléfilm : Plus fort que la nuit. Une jeune aveugle, à la recherche de son autonomie, découvre la danse et l'amour. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : Les derniers jours de Frank et Jesse James. Tueurs implacables ou héros ? Deux frères horribles. 21.00 Téléfilm australien. 22.00 Documentaire : La chasse au tueur. 23.00 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (1981). Une série de drames effrayants se produisent en 1927, dans un hôtel de La Nouvelle-Orléans où vivait, en 1927, un peintre qui fut crucifié et défiguré pour sorcellerie. Ce film d'épouvante, bien animé, est dégoûtant, est dégoûtant. 0.35 Cinéma : Images rares. 23.30 Flash d'informations. 23.10 Cinéma : Faa-dell □ Film italien de Lucio Fulci (19

Economie

Le rapport d'étape du groupe de déontologie boursière

Périssent les initiés plutôt que l'intégrité

Le 27 janvier dernier, à la demande de M. Yves Le Porz, président de la COB (Commission des opérations de Bourse), le groupe de déontologie des activités financières a présenté son premier rapport d'étape le 24 juillet.

Dirigé par M. Gilles Brac de la Perrière et composé de treize membres, ce groupe a pour mission d'examiner les principes généraux de déontologie applicables aux activités financières et les règles de conduite à suivre

par les professionnels dans leur fonction d'intermédiaires financiers, comme dans leurs opérations personnelles. La chasse aux initiés, déjà ouverte dans le monde anglo-saxon, trouve ici sa version française.

Les initiés sont, avec l'ordinateur, les héros involontaires de la dérégulation qui gagne, en à un, les grands marchés financiers internationaux. A New-York, ils forment un véritable réseau. D'indiscrétions en délations, on arrive à les compter par dizaines, dans le sillage des célèbres David Levine ou Ivan Boesky, l'homme qui a échappé à la prison contre une amende de 100 millions de dollars. Pour nombre de « brokers » (les agents de change américains), le Far West commence à l'ombre de Miss Liberty, sous les colonnes de Wall Street, où même les « filles » cherchent des « balances » pour traquer l'initié : « Dis-moi qui tu renseignes et tu ne finiras pas sous les verrous ».

Le « Big Bang » londonien d'octobre 1986 a, lui aussi, donné naissance à une génération, qu'on croirait spontanée, de boursiers délinquants passés maîtres dans l'art de « faire de l'argent » (make money), grâce à l'exploitation d'une information confidentielle. La cathédrale Saint-Paul, qui domine la City, n'abrite pas que des saints. Geoffrey Collier, directeur du courtage de la firme Morgan Grenfell ou Ernest Saunders, ex-patron de la brasserie Guinness (le Monde des 1^{er} et 16 janvier), ont, ces derniers mois, montré l'étendue de leur génie maléfique. Pour tuer dans l'œuf ces penchants malsains pour les gains faciles, les maisons de courtage et les intermédiaires financiers londoniens ont accepté de faire leur propre police : un agent (le « compliance officer ») est chargé de surveiller les opérations des membres de la société, avec obligation pour eux de justifier, le cas échéant, leur comportement sur le marché.

Si l'internationalisme des initiés s'exprime avec un fort accent anglo-saxon, Paris n'est pas pour autant

immaculée. Jusqu'ici, les délits d'initiés sanctionnés ont été rares et mal punis. Mais la règle du « pas vu, pas pris » prévaut, quand ce n'est pas celle de l'indulgence. Les tribunaux français ont ainsi fait preuve d'une clémence singulière dans l'affaire Thomson (1), seule reconnue depuis trois ans au rayon des enrichissements anormaux par voie boursière. Les membres de la communauté financière savent pourtant — et certains le disent — que Paris est le théâtre d'opérations d'initiés mais d'envergure variable, mis délicates à prouver.

Chacun peut raconter une histoire troublante à laquelle, bien sûr, il n'a pas participé, mais dont il connaît les acteurs, le scénario, voire l'épilogue. On parle de tel gros tireur qui, un lundi matin, a gagné 6 % sans aucune raison valable, avant de rentrer dans le rang dès le lendemain. On en parle, mais les délinquants passent. Le danger reste entier pour le marché : c'est en additionnant ces délits d'initiés à la petite semaine que la Bourse finirait par se tailler, sans crier gare, une réputation de petite vertu.

Là se situe tout l'enjeu de la réflexion conduite par le groupe de déontologie des activités financières. Pour M. Brac de la Perrière et son équipe, l'heure est venue de poser les principes. S'il n'est pas chargé de dire le droit (le projet de loi sur les bourses de valeur l'a fait), ce groupe ad hoc doit en révéler l'esprit. Car la définition de l'initié reste encore sujette à évolution et débat. Le rapport d'étape précise que les professionnels doivent s'interdire « tout abus de situation privilégiée ou dominante et toute manipulation susceptible de nuire à l'intégrité du marché ». Par ailleurs, les intermédiaires financiers sont tenus de ser-

vir les clients avec « diligence, en assurant l'exécution et le compte rendu rapide des ordres et avec loyauté, en respectant les engagements pris ». La neutralité et la discrétion des professionnels sont aussi exigées : pas question pour eux de prendre en considération d'autres intérêts que ceux de la clientèle ou de répandre des informations ou des instructions reçues des donneurs d'ordres.

Le document présenté par M. Brac de la Perrière apporte un réel progrès dans le repérage des irrégularités. « Toute action effectuée au préjudice d'un client ou constituant un abus de position privilégiée doit être considérée comme un manquement ». Le profit personnel, le préjudice causé directement par un professionnel à son client, l'atténuation voire l'élimination du risque et l'action concertée de professionnels sont tenus pour des « circonstances aggravantes ».

Le groupe de travail est conscient de la relativité des critères qui permettent d'apprécier les comportements des hommes de marché. « Certains actes ne sont pas répréhensibles par eux-mêmes, mais en raison du contexte dans lequel ils se situent et des motivations de leur auteur ». Aussi, le rapport d'étape reprend-il à son compte une recommandation fondamentale de la COB, en date du 19 mars 1974 : « En cas de doute, l'intermédiaire ayant à choisir le comportement convenable dans une situation concrète, doit se demander s'il est prêt à justifier publiquement celui qu'il envisage d'adopter ».

Si elles veulent évoluer en toute confiance, les « sociétés de Bourse » (appellation future des acteurs du marché) auront intérêt à adopter des mesures préventives. Les sages suggèrent notamment que les inter-

médiaires servant simultanément des intérêts contradictoires (gestion sous mandat de particuliers et gestion pour le compte de leur maison) individualisent leurs activités. Le traitement équitabie d'éventuels conflits d'intérêts est à ce prix. Quant aux opérations personnelles des employés, elles méritent, selon le groupe de déontologie, de subir un contrôle strict. « Les professionnels devraient être tenus d'effectuer leurs opérations sur des comptes ouverts dans l'établissement qui les emploie ou dans des établissements désignés à cet effet », observe le rapport. « Les autorités de marché, pourraient interdire aux personnes affectées à une fonction de cotation d'effectuer des opérations pour leur propre compte sur les marchés dont elles sont chargées ». Enfin, « chaque intermédiaire pourrait aussi dresser et tenir à jour une liste de valeurs sur lesquelles ses collaborateurs ne seraient pas autorisés à effectuer des opérations, du fait des liens particuliers existant entre ces intermédiaires et les émetteurs concernés ».

On le voit, c'est une petite révolution dans les mœurs boursières que réclame M. Brac de la Perrière. Une autre révolution serait de voir la communauté financière s'imprégner au quotidien des propositions avancées. L'intégrité du marché de demain en dépend. Périssent les initiés plutôt qu'un principe...

ÉRIC FOTTORINO.

(1) Les tribunaux ont relaxé, en 1986, un légataire de l'armement de Thomson et un homme d'affaires, soupçonnés par la COB de délits d'initiés sur les titres Thomson-CSF avant la signature d'un contrat d'armement en Arabie saoudite, en janvier 1984.

Les comptes de la Sécurité sociale

L'Etat mauvais payeur

M. Philippe Séguin a répété, le jeudi 23 juillet, à l'issue de la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, son intention de prendre des mesures « structurelles » dès que possible, en s'appuyant sur le « consensus » constaté au cours des états généraux départementaux, notamment sur les retraites et sur le financement des prestations familiales ; il a réaffirmé aussi son intention de prendre, selon lui dès le début de 1988, les mesures nécessaires pour équilibrer les comptes du régime général.

En disant cela, le ministre n'a fait que constater une évidence : sans cela, le déficit quotidien de trésorerie, à partir de septembre 1988, ne permettrait pas au régime général de payer les prestations. Le problème est la date de la décision. Si, comme l'a dit M. Jean Maronnet, secrétaire général de la commission des comptes, « le second semestre 1988 appelle des mesures substantielles », d'ici là, on ne passe que de justesse, en raison de « pics » de besoins de trésorerie excédant le montant des avances de la caisse des dépôts au régime général (8,5 milliards de francs) : à la mi-octobre 1987, puis sur la deuxième et la dernière semaine de décembre, et à nouveau sur la première et la troisième semaine de juin 1988.

Régulariser les versements

Pour ces passages difficiles, l'Etat décline sans doute la clé, en avançant le versement d'une partie des sommes qu'il paye au régime général chaque année : cotisations qu'il doit comme employeur et aides de la puissance publique (prise en charge de pensions du Fonds national de solidarité (FNS) et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), remboursements des cotisations des apprentis, des chômeurs et des jeunes embauchés dans le cadre des plans gouvernementaux pour

l'emploi), au total plus de 88 milliards de francs en 1987.

Peut-être est-ce l'occasion de régulariser des versements qui ne sont pas tous effectués au même rythme, et surtout à des dates commodes pour le budget, mais parfois assez inattendues, comme le montre le rapport sur les comptes de régime général. Ainsi les versements de l'Etat pour le FNS et l'AAH se font à trimestre échoué, et au milieu du trimestre suivant, alors que ces prestations sont payées aux bénéficiaires au début de chaque mois. Il en va de même pour les cotisations maladie des fonctionnaires, alors que les entreprises de plus de dix salariés versent mensuellement. Quant aux cotisations d'allocation familiale, l'Etat ne verse qu'une avance d'un tiers en milieu d'année, et le reste l'année suivante : l'essentiel en janvier, l'apurement définitif en juin.

Cette situation constitue déjà un progrès : au début de 1985, le ministère des affaires sociales avait réclamé à l'Etat le paiement de 11 milliards de francs dus au régime général au titre de 1984. Mais les conflits n'ont pas disparu. Ainsi, l'Etat n'a toujours pas payé 950 millions de francs dus pour apurer la cotisation d'assurance-maladie des adultes handicapés, qu'il a tenté de la charge du régime général depuis 1985. Une mesure illogique puisque l'Etat continue à prendre en charge l'allocation versée à ces adultes handicapés, qui traduit la tentation permanente de la débudgetisation : si l'Etat vient de reprendre pour 1987 les dépenses de sectorisation psychiatrique (3,2 milliards de francs), il laisse au régime général le déficit de la Sécurité sociale étudiante, abandonnée en 1986 (300 millions de francs), et a arrêté cette année les subventions pour la formation du personnel médical et psychiatrique, qui ont représenté jusqu'à 500 millions de francs.

G. H.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information pour nos actionnaires — premier semestre 1987

Un partenariat animé par la compétence et la capacité d'innovation

Nouvelle hausse considérable du chiffre d'affaires. Le volume de commandes a sensiblement augmenté. En raison de la marche favorable des affaires, les capacités de production ont été exploitées intégralement. Des investissements considérables en immobilisations corporelles ont accompagné la croissance continue de l'entreprise. De même, les dépenses au titre de la Recherche et du Développement ont conservé la grande importance qui était la leur. Les pronostics optimistes quant à l'évolution future de l'entreprise sont soulignés par le recrutement de près de 2.000 collaborateurs supplémentaires. Pour l'ensemble de l'exercice 1987, nous comptons sur une croissance supérieure à la moyenne du secteur et sur une nouvelle hausse des bénéfices annuels.

Avec une hausse du chiffre d'affaires de 13% à l'échelle mondiale, Nixdorf continue de figurer, à l'échelle internationale, parmi les entreprises de l'industrie de l'informatique ayant un taux de croissance particulièrement élevé. Comme l'année précédente, les variations de parité monétaire particulièrement importantes ont également influé sur les taux de croissance depuis le début de l'année 1987. La croissance persistante est un indice de la compétitivité de notre entreprise. La base en est l'orientation de toutes nos activités vers les besoins de l'utilisateur.

Sur les marchés traditionnels, notre position s'est consolidée, voire, en partie, fortement étendue. Ainsi a-t-on enregistré une croissance exponentielle dans le domaine du commerce et de l'industrie. Des marchés supplémentaires ont été exploités grâce à de nouveaux produits et de nouvelles solutions. Un exemple en est le marché des administrations postales, qui équipent de plus en plus leurs bureaux de poste d'ordinateurs.

Tour d'horizon sur les résultats du premier semestre

Groupe Monde	1 ^{er} sem. 1986	1 ^{er} sem. 1987	Différence en %
Chiffres d'affaires (en millions de DM)			
RFA	974	1.151	+ 18
Stranger	370	527	+ 7
Total	1.344	1.678	+ 13
Carnet de commandes (en millions de DM)	4.508	5.170	+ 15
Investissements (en millions de DM)	236	274	+ 16
Dépenses de R&D (en millions de DM)	195	204	+ 5
Effectifs (au 30 juin)			
RFA	16.374	18.145	+ 11
Stranger	2.189	3.306	+ 14
Total	24.563	27.451	+ 12
Frais de personnel (en millions de DM)	783	847	+ 11

UNIX* est une marque déposée de AT&T

Après les Postes fédérales allemandes et l'administration postale norvégienne, d'autres commandes ont été enregistrées en provenance des pays d'Europe.

Une option stratégique en faveur de nouveaux champs d'activités

Parallèlement aux succès remportés sur les marchés desservis depuis de longues années, Nixdorf poursuit systématiquement son engagement dans de nouveaux champs d'activités. Avec la famille de systèmes Targon, qui utilise le système d'exploitation standard UNIX*, international, d'autres commandes de très grande importance ont été enregistrées. Avec cette famille de produits, Nixdorf occupe dès à présent une position éminente stratégique sur le marché des systèmes sous UNIX, marché à très forte croissance dans le monde entier. Une croissance considérable caractérise aussi le secteur de la télécommunication pour lequel Nixdorf propose un éventail de produits innovateurs. Au cœur de la gamme Nixdorf figure l'autocommutateur numérique 8818, dont Nixdorf a vendu plus de 4.000 installations soit environ 500.000 postes dans 12 pays.

L'entreprise voit en outre un important facteur de croissance dans la fabrication assistée par ordinateur et son intégration à la gestion même d'une usine. Pour ce secteur, Nixdorf a créé à Stuttgart un centre de technologie CIM qui met au point des solutions et en assure leurs applications dans la pratique.

Au cœur des investissements : qualité et productivité

La présence accrue des techniques modernes dans la fabrication, le développement et le secteur des prestations de services, du service après-vente technique et du développement de logiciels a constitué, durant le premier semestre, l'essentiel de nos investissements. Ces mesures ont amélioré la productivité et assuré un degré de qualité élevé de nos produits et services.

Outre les investissements dans les équipements techniques, nous avons poursuivi nos importantes activités dans la construction d'immeubles. La construction de nouveaux édifices et l'extension de nos centres de services en République

lédérale et à l'étranger soulignent la volonté de l'entreprise d'être proche du client et d'assurer un service sans lacune.

Prise de 2.000 nouveaux emplois en six mois
Durant les six premiers mois de l'exercice, Nixdorf a créé près de 2.000 emplois supplémentaires. Nos nouveaux collaborateurs renforcent surtout les secteurs du service à la clientèle. De plus, l'extension rapide de nos nouvelles activités sur le marché exige un potentiel de personnel compétent.

La Recherche et le Développement dans la coopération internationale
Les dépenses de Recherche et de Développement de 204 millions de DM, engagées durant le premier semestre, soulignent la signification que revêtent pour l'entreprise ces activités tournées vers l'avenir. Le nombre de personnes qui se consacrent à la Recherche et au Développement en Allemagne, aux Pays-Bas, en Irlande, aux Etats-Unis, au Japon et à Singapour a augmenté d'environ 15% par rapport au 30 juin 1986.

Perspectives : une croissance axée sur les bénéfices
L'objectif de Nixdorf pour les quatre ou cinq années à venir demeure de multiplier par deux son chiffre d'affaires et d'augmenter en permanence ses bénéfices. La base financière de cette croissance permanente est solide et caractérisée par un taux élevé de capital propre. Durant l'exercice en cours, pour lequel nous avons appliqué pour la première fois les règles de reddition des comptes fixées par la nouvelle loi sur les directives de bilan, la base financière a été consolidée de façon supplémentaire par l'emprunt obligataire émis début 1987. Les décisions adoptées par l'Assemblée Générale autorisent d'autres mesures financières, au cas où le besoin s'en ferait sentir.

Une information détaillée à l'intention des actionnaires est disponible auprès des banques de dépôt.

Nixdorf Computer AG
Fürstenallee 7, D-4790 Paderborn
Téléphone 05251/506-110, Btx : 55 300

NIXDORF
COMPUTER

Economie

ÉTRANGER

Un entretien avec le président de la Banque mondiale

Réduction des effectifs, refonte des structures, recentrage des responsabilités autour de quarante-sept directeurs chargés de suivre l'ensemble des opérations par pays, la réforme de la Banque mondiale - BIRD (1) - promise par M. Barber Conable dès son arrivée à la présidence, en juillet 1986, et lancée officiellement le 1^{er} janvier dernier s'annonce ambitieuse (le Monde du 24 juin). Sa mise en œuvre a d'autant plus déçu qu'il s'agit de la plus importante organisation d'aide au développement : 140 milliards de dollars (850 milliards de francs) de

prêts en quarante ans. Les victimes de la restructuration tentent un recours contre des décisions jugées arbitraires. Les pays membres découvrent avec irritation que des postes-clés échappent à leurs ressortissants, ce qui est le cas de la France. Les principaux intéressés, les pays en développement, sont inquiets.

Remous internes et tensions externes semblent pourtant s'évanouir dès la porte du petit bureau au calme presque provincial qu'occupe, au dernier

étage, le président de l'institution, M. Conable. A soixante-quatre ans, cet Américain plus coutumier du Congrès, où il a siégé pendant vingt ans, que des réunions internationales jouit d'une réputation d'intégrité qui avait séduit les pays membres du conseil d'administration. Le fait de n'avoir jamais dirigé ne serait-ce qu'une petite entreprise, sa méconnaissance des dossiers financiers ou du développement étaient apparus comme un handicap surmontable. La qualité même de l'équipe de la BIRD et l'arrivée d'un arbitre bienveillant pour assurer une réforme souhaitée par

chacun semblaient pouvoir permettre de rendre en douceur son efficacité à la Banque. Les critiques ne se gênent plus pour affirmer que la pensée de M. Conable « ne dépasse pas le chemin menant du Congrès à la Maison Blanche » et que, s'il écoute beaucoup « il entend peu ».

Des critiques qui n'empêchent guère le président de la BIRD. L'œil attentif derrière des lunettes austères, le corps parfois penché pour mieux convaincre son interlocuteur, M. Conable s'explique avec une apparente sérénité.

Notre priorité est le développement du tiers-monde non la gestion de sa dette

Comment une réforme aussi importante soit-elle a-t-elle pu être mise en œuvre ?

La principale cause de mécontentement vient d'un sentiment d'insécurité. La restructuration a été élaborée par l'équipe de la Banque, non par moi. Bien sûr, j'approuve et j'en assume la responsabilité. Mais il était difficile de trouver un équilibre entre la protection des droits individuels et la nécessité d'avancer suffisamment vite pour ne pas entraver le travail de la BIRD. Nous avons tenté de trouver un compromis entre ces deux impératifs, et je pense que, quand tout fonctionnera à nouveau, chacun sera satisfait car les nouvelles structures offrent de plus grandes responsabilités, une organisation plus transparente pour les États bénéficiaires, un lien plus étroit direction-pays. Il fallait lutter contre un excès de centralisation, des rigidités, autrement dit, bouleverser la totalité de l'institution. Cela ne pouvait plaire à tous.

Ralentissement des opérations

Des combien de temps cette réforme sera-t-elle vraiment en place ?

La situation de plus de 90 % de l'équipe sera clarifiée avant la fin juillet. Au total, le conseil d'administration nous a fixé un plafond de 390 suppressions de postes sur des effectifs globaux de 6 000 personnes, pour un coût maximal de 100 millions de dollars. Mais il nous faut encore trouver un nouveau trésorier, un économiste en chef, un vice-président pour l'intermédiation financière, un directeur de l'environnement. Je serais naïf d'affirmer que les choses vont aussi vite qu'elles le devraient. Mais les changements en cours sont de taille.

Le bureau européen de la Banque mondiale (dont le siège est à Paris) ne sera-t-il pas à l'avant

gardé à une simple boîte aux lettres alors qu'il devrait être un relais entre les visions européennes et américaines du rôle de la Banque ?

Toute transformation sera envisagée avec la plus grande prudence. Le bureau de Paris est important comme centre de liaison avec les gouvernements européens, qui figurent parmi nos principaux actionnaires. Il est encore plus essentiel comme cadre pour les réunions des groupes consultatifs d'aide aux pays en développement. Une représentation significative sera maintenue.

En attendant que la situation se décaisse, les opérations de la Banque ne sont-elles pas dangereusement ralenties ?

Je ne peux nier que les opérations se ralentissent. L'exercice 1986-1987 qui s'est terminé le 30 juin a été un succès : nos engagements ont représenté 14,2 milliards de dollars contre 13,5 milliards durant l'exercice précédent. Or, sur ce total, la part des « programmes d'ajustement structurels », rapidement déboursés, a sensiblement augmenté pour atteindre quelque 25 % de nos opérations. Le rythme même de ce type de programme lié à des réformes économiques dont les gouvernements veulent garder le contrôle ne permet pas de connaître avec certitude leur rythme à l'avenir. Mais il est vrai que, pour l'année qui commence, il nous faudra du temps avant de retrouver un cours normal d'opérations.

Etes-vous favorable à une augmentation supplémentaire de la part attribuée à ces programmes d'ajustement structurels ?

Dans la mesure où nous prétendons à des pays très pauvres qui ont besoin d'améliorer leur infrastructure, notamment, les crédits liés à des projets constituent toujours la majorité de nos interventions. Mais il nous faut également participer à l'effort de redressement macro-économique des pays que nous aidons. Les échecs de certains projets s'expliquent par la situation de

pays dont l'économie était en chute libre. Tirant les leçons des erreurs passées, nous portons désormais une attention accrue au coût social de programmes d'ajustement appelés à jouer un rôle croissant.



La dépréciation du dollar a affecté la structure financière de la BIRD, dont les statuts exigent que le montant des prêts ne dépasse pas celui du capital. Ne craignez-vous pas d'être amenés à réduire le montant de vos opérations à moins d'obtenir rapidement une augmentation de ce capital ?

A moins d'une chute brutale du dollar, nous ne pensons pas connaître de problème de ce type. Libellés en dollars, des prêts en marks ou en yens augmentent automatiquement, c'est évident, alors que le capital ne bouge pas. Mais nous ne sommes pas inquiets pour le moment. De toute façon les discussions sur une augmentation de capital de la banque sont déjà en cours, et tous les pays membres, États-Unis compris, sont d'accord sur son principe.

Quand la décision pourrait-elle intervenir ?

Probablement durant l'année budgétaire 1988. La contribution américaine à l'aid VIII (2) devrait être votée par le Congrès au début de l'année fiscale, vers le 1^{er} octobre. Juste après, il sera possible de réfléchir à une augmentation du capital de la BIRD. Mais il n'est pas facile d'expliquer aux Américains qu'ils doivent à la fois se montrer généreux et réduire leur déficit budgétaire. J'essaierai d'expliquer le rôle de l'institution que je dirige à mes anciens collègues. Mais je dois prendre garde à ne pas me concentrer sur les États-Unis, sinon on va penser que cette organisation est américaine. Ce n'est pas le cas.

Les banques n'ont plus d'excuses

L'Afrique constitue-t-elle toujours une priorité de la Banque ?

Nous nous inquiétons beaucoup pour l'Afrique, qui bénéficiera de la moitié des fonds de l'aid VIII. Ce continent a clairement besoin du type d'assistance que nous pouvons offrir. Il nous faut également mieux coordonner nos prêts avec ceux du Fonds d'ajustement structurel (3), du Fonds monétaire international, BIRD et FMI ont en fait besoin l'un de l'autre. Le Fonds monétaire intervient sur des périodes plus courtes et, de notre côté, nous ne pouvons espérer améliorer la croissance si nous ne parons pas d'une économie stable.

Comment éviter que les conditions préalables à l'octroi de prêts du FMI et de la BIRD ne se cumulent ?

Il n'y a aucune raison pour que cela arrive. La coordination entre les deux institutions y veillera. Mais nous pouvons chercher à concentrer sur les pays les plus pauvres les financements non seulement du Fonds et de la Banque, mais également les crédits envisagés, à titre

bilatéral, par des gouvernements donateurs (4). La réforme interne de la BIRD a permis en outre de ramener l'Afrique à une seule région contre deux auparavant. Il y aura désormais une seule voix qui parlera au nom de la Banque aux Africains. Nous pensons également augmenter le nombre de nos résidents sur ce continent.

Pour les pays moins démunis nous survenons que pensez-vous de la politique d'accroissement des provisions pour créances douteuses inaugurée par la Citicorp américaine ? Constitue-t-elle un frein à de nouveaux prêts bancaires ?

Cette politique nous a un temps rendus quelque peu nerveux. Entre les banques qui veulent se contenter d'accroître leurs réserves et celles qui, ayant fait, s'estiment suffisamment protégées contre des risques éventuels pour prêter à nouveau aux pays en développement, quelle tendance va l'emporter ? Nous verrons. Tout ce que nous pouvons faire à la Banque, c'est d'encourager des prêts additionnels du type de ceux qui ont été prévus dans les accords passés avec le Mexique ou l'Argentine. Mais l'excuse du risque ne tient plus pour les banques.

Quelle est, au total, votre priorité, le problème de la dette ?

Ce problème est important. Nous en parlons beaucoup depuis que je suis arrivé à la présidence de la Banque mondiale. Il y a eu tant de discussions à ce sujet que certains ont pu penser que nous étions une institution de gestion de la dette. Ce n'est pas le cas. Notre but est le développement, et nous ne nous

préoccupons de l'endettement que dans la mesure où il constitue un frein à la croissance. Plutôt que Banque mondiale, on devrait nous appeler l'Institut du développement mondial. Car tout est lié, la protection de l'environnement, le rôle des femmes dans le tiers-monde, une bonne croissance économique globale. Dans ce processus, la dette ne constitue pas l'essentiel. L'expansion insuffisante des pays industriels et les pressions protectionnistes rendent notre travail plus difficile. Elles doivent en fait renforcer notre rôle.

Propos recueillis par FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Banque internationale de reconstruction et de développement. Pour mieux connaître l'organisation, voir le « que sais-je ? » de la Banque mondiale de Henri Bretraud.

(2) L'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans l'aide aux pays les plus pauvres dispose de fonds reconstitués tous les trois ans. La huitième reconstitution (AID VIII) porte sur 12,4 milliards de dollars pour la période juillet 87-juin 90.

(3) Ce Fonds d'ajustement structurel, coté par le FMI et la BIRD, dispose de 3 milliards de DTS que le directeur général du FMI voudrait voir portés à 9 milliards.

(4) Cette tactique pourrait s'appliquer à douze pays démunis d'Afrique subsaharienne. Figurent sur la liste dressée par la BIRD : le Bénin, la Gambie, la Libéria, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, le Togo, la Zambie. Selon des estimations de la Banque, ces « douze » sont confrontés à un quadruplement du service annuel de leur dette, qui risque d'atteindre 2,8 milliards de dollars par an, en moyenne, en 1986-1988.

Statu quo pour le budget de la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Grande-Bretagne a confirmé, le jeudi 23 juillet, à l'occasion de la préparation du budget pour 1988 de la CEE par les ministres responsables des gouvernements membres, son refus d'augmenter les ressources financières de l'Europe tant que les dépenses agricoles ne seront pas diminuées.

Dans ces conditions, le débat des Douze sur le projet de budget pour le prochain exercice a tourné court. Selon le plan établi par le Danemark, qui assure la présidence des travaux européens, l'insuffisance des recettes est évaluée à 6,3 milliards d'ECU (43,5 milliards de francs) pour une enveloppe globale de

41,6 milliards d'ECU (287 milliards de francs).

Les ministres sont divisés sur les économies à effectuer. La Grande-Bretagne a reçu l'appui des pays du sud de la Communauté pour tailler dans les crédits prévus pour l'« Europe verte » (27 milliards d'ECU ou 186 milliards de francs), alors que les autres États - la France en tête - insistent pour diminuer ceux envisagés pour le financement des politiques sociales et régionales de la CEE. Les Douze reprendront leurs discussions le 17 septembre prochain, mais on peut s'interroger sur ce qui pourrait changer d'ici là, tant le gouvernement britannique semble déterminé à camper sur ses positions.

M. Sc.

GOVERNO QUERCIA

AFFICHE ADDITIONNELLE

AFFICHE ADDITIONNELLE A LA CONVOCATION PUBLIQUE APPROVISIONNEMENT D'UNE SOUSTATION MOBILE DE 28/30 MVA, 138/13,8 - 11,5 kV

L'ADDITION CONVOCATION PUBLIQUE 8754

Le texte de l'Affiche de la Convocation Publique susmentionnée est intégralement changé en :

« La Convocation Publique 8754 de cadre international se trouve ouverte pour l'approvisionnement d'une soustation mobile de 28/30 MVA, 138/13,8 - 11,5 kV, lequel comptera sur des ressources de l'emprunt n° 194/IC BR accordé par la Banque Interaméricaine de Développement - BID.

Cette Convocation Publique est restreinte aux fournisseurs de marchandises originaires des pays membres de la BID.

Les normes qui établissent les conditions spécifiques de cette Convocation Publique devront être prises, par personne autorisée, moyennant le paiement de C\$ 75.000,00 (soixante-quinze mille cruzaños), à la « Divisão de Contratação de Serviços e Obras, Rua Major Paladino, n° 126 - São Paulo, Brasil - de 8h30 min à 16h30 min et de 13h à 16h.

La réception des documents et des propositions aura lieu à 14h, le 3 septembre, 1987, Av. Nove de Julho, 4.877 Bloco C 1° andar, Auditório da Eletropaulo São Paulo, Brasil ».

FRANCISCO RODOLFO ALMEIDA Directeur Administratif

CESP Companhia Energética de São Paulo

SECRETARIA DE OBRAS

REPÈRES

Automobile Fiat et Volkswagen toujours en tête en Europe

Sur les six premiers mois de 1987, le marché automobile européen (de-est pays) a progressé de 5,1 % à 6,48 millions d'immatriculations. L'Italien Fiat et l'Allemand Volkswagen restent nettement en tête avec des parts de marché respectives de 15,3 % (contre 14,8 % sur six mois 1986) et 14,7 % (contre 14,5 %). Malgré sa progression, le groupe PSA (Peugeot + Citroën), qui détiend 11,7 % du marché (contre 11,2 % sur six mois 1986), n'a pu conserver la troisième place qu'il avait ravie au premier trimestre à Ford Europe, qui représente 11,8 % des immatriculations (contre 11,8 %). L'ensemble des constructeurs japonais conservent la cinquième place, malgré leur recul (11,1 % du marché contre 11,8 %). Viennent ensuite General Motors, dont la part fléchit de 11,3 % à 10,8 %, et Renault, qui progresse de 10 % à 10,3 %.

Grâce à une progression de 10,2 % de ses immatriculations (1,14 million), l'Italie devient, sur le premier semestre, le deuxième marché européen derrière l'Allemagne (1,48 million), qui stagne. La Grande-Bretagne se classe troisième (1 million d'immatriculations), en progression de 3,9 %, avec peu d'avance sur la France (0,99 million), en hausse de 6,3 %.

Crédits

Le FMI octroie 1,4 milliard de dollars à l'Argentine

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé « satisfait » les dispositions prises par le gouvernement argentin pour redresser la balance des paiements et assainir la situation économique. Ce feu vert au plan annoncé le 20 juillet (le Monde du 24 juillet) a permis au FMI d'approuver un crédit stand-by de 1,13 milliard de dollars de durée spéciale (1,4 milliard de dollars). Ce crédit s'ajoute à celui de 518,8 millions de DTS accordé à l'Argentine, début juillet, au titre des financements de compensation à la chute de ses recettes à l'exportation.

(Suite de la première page.)

Morose pour les pays industriels, la conjoncture internationale est devenue menaçante pour les nations en développement, prises en tenaille entre la charge de leur endettement et la baisse des cours de matières premières, constituant souvent l'essentiel de leurs ressources. Depuis la crise de la dette, déclenchée durant l'été 1982 par l'insolvabilité du Mexique, les esprits ont évolué. L'idée même d'« ajustement » aussi.

Envisagé au départ comme une politique de rigueur permettant aux pays en difficulté de remettre rapidement en ordre leur économie et leurs finances, cette approche a vite révélé ses limites. Les réformes structurelles sont œuvre de longue haleine, surtout dans des pays confrontés à des priorités multiples et parfois inconciliables. Elles exigent en outre des moyens financiers hors de portée pour nombre d'entre eux. Les gouvernements fournisseurs d'aide hésitant à accroître leur soutien en raison de leurs propres contraintes budgétaires, les banques privées, échaudées, refusant de s'engager plus avant, les organisations multilatérales ont été amenées à prendre le relais.

C'est ainsi que la Banque mondiale a progressivement accru la proportion de ses prêts liés à des réformes macro-économiques, les « prêts d'ajustement structurel ». De moins de 3 % du total des engagements de l'institution en 1979 - les États-Unis à l'époque répués à voir débiter des crédits au rendement inquantifiable et par là même difficiles à contrôler - ce type de crédit frôle désormais les 30 %. Le revirement du gouvernement américain n'y est pas pour rien. L'initiative Baker (1), du nom du secrétaire au Trésor, a donné ses titres de noblesse à ces programmes, lorsqu'ils étaient destinés à aider

Déboussolée

les pays surendettés, notamment latino-américains - ceux-là mêmes auprès desquels les banques américaines étaient les plus lourdement engagées.

Les avantages de tels crédits sont évidents. Ils peuvent être déboursés en quelques mois, alors que les prêts attribués à un projet précis mettent en moyenne six ans à se concrétiser. Ils apportent ainsi aux nations du tiers-monde une bouffée d'oxygène souvent vitale et leur évitent de devoir réduire encore plus leurs dépenses budgétaires. Mais ne risque-t-on pas de tomber d'un excès dans l'autre ? « Permettre aux plus démunis ou aux plus endettés de reprendre souffle est une chose. Plonger dans la politique macro-économique des gouvernements et faire ainsi du court terme risque, si l'on n'y prend garde, de se réaliser au détriment de ce que sait le mieux faire la Banque mondiale : étudier des projets de qualité s'intégrant dans un processus à long terme de développement. » Cette inquiétude d'un expert a été renforcée par le remodelage de l'institution.

Risques de dérapage

La nouvelle structure limite le nombre d'échelons hiérarchiques et donne une responsabilité globale par pays à quarante-sept directeurs. L'émergence de « mini-banques intégrées » pour les crédits attribués à des projets ou à des programmes d'ajustement a l'avantage de la cohérence, de la clarté, d'une certaine efficacité. Mais il existe un revers à la médaille. Attribuer un peu hâtivement des crédits d'ajustement structurel constitue une facilité évidente. Les lites d'influence auxquelles on assiste actuellement, le « parachutage », sur certains pays, de cadres ne

connaissant ni la langue ni la réalité économique ou sociale des nations dont ils auront la charge aggrave, dans un premier temps tout au moins, les risques de dérapage.

Certes, la création d'une vice-présidence dite de « politique, planification et recherche » devrait constituer un garde-fou. Appelés à surveiller la qualité des opérations et l'évolution stratégique de la banque, il lui manque encore l'essentiel : une vision claire de la direction à prendre. « Aucune idée-force un peu nouvelle n'est sortie en un an du bureau de M. Conable », murmure-t-on à Washington. Manque d'imagination ? Le président de la Banque ne prétend pas être un expert mais a quelque difficulté à arbitrer au sein d'une hiérarchie où subsistent de sérieuses rivalités. Manque d'indépendance ? Hypothèse autrement grave pour la crédibilité de l'institution. « Nous devrions être les mieux placés pour savoir qu'une recette simpliste, aucune incantation à la planification hier, à la privatisation aujourd'hui, ne peut répondre aux problèmes spécifiques de chaque pays du tiers-monde », soupire un vieil habitué des arcanes du développement. Les plus indulgents accordent à M. Conable une ultime période de grâce, jusqu'à l'assemblée générale de la banque, à l'automne. Encore faut-il, souligne l'un d'eux, que le président envoie alors des « signaux qui devront être d'autant plus clairs et précis qu'ils auront trop tardé ».

F. Cr.

(1) Lancée à l'automne 1985, l'initiative Baker appelle les organisations multilatérales, les gouvernements des pays industriels et les banques privées à joindre leurs efforts pour venir en aide à quinze pays surendettés, en majorité latino-américains.

صكنا من الاجل

Economie

AFFAIRES

Réactions contrastées après l'accord Thomson-General Electric dans l'électronique grand public et médicale

« C'est un bon accord pour Thomson, pour la France et pour l'Europe », a estimé M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, le jeudi 23 juillet, commentant le rachat de la division d'électronique grand public de l'américain General Electric par Thomson, et la cession, en échange, de la Compagnie générale de radiologie (CGR). M. Madelin indiquait ainsi que le gouvernement français, actionnaire de Thomson, groupe nationalisé, avait donné son aval à l'opération. M. Alain Gomez, PDG de Thomson, a, de son côté, déclaré : « Nous nous allions à l'Amérique pour contre-attaquer [face aux Japonais] dans la bataille dont nous avions perdu la première manche dans les

années 70 », celle de la télévision couleur, le magnétoscope et la hi-fi.

Concernant le second volet de l'accord, la cession des équipements médicaux à General Electric, M. Jean Segui, PDG de CGR, a confirmé que sa société procéderait à un « redéploiement vers la radiologie » et allait devoir se désengager, au profit de sa nouvelle maison mère américaine, des filiales du scanner et de l'imagerie par résonance magnétique (IRM).

Le syndicat Force ouvrière a vivement réagi : « Non au désarmement de Thomson-CGR ! » FO manifeste ainsi son « inquiétude »

concernant l'emploi et l'avenir de l'industrie de l'électronique médicale en France. La CGT « condamne avec fermeté » l'accord qui « livre » au groupe américain « l'industrie française d'électronique médicale, l'une des toutes premières d'Europe ». Le syndicat demande aux salariés de Thomson, au corps médical et aux personnels de la santé de « manifester leur réprobation et leur refus ».

Les médecins chercheurs, de leur côté, sont partagés, mais une inquiétude se fait jour concernant d'éventuelles retombées négatives de l'accord sur la qualité de la recherche médicale française.

Le désenchantement des radiologues français

Tristesse, déception ou profond désenchantement : tel était l'état d'esprit des principaux porte-parole de la radiologie française après l'annonce de la cession au géant américain General Electric par Thomson de la Compagnie générale de radiologie (CGR) et de ses filiales, parmi lesquelles la CGR-MEV, spécialisée dans l'utilisation thérapeutique des rayonnements. Ce dernier épisode du long feuilleton économique, politique et médical qu'a été, ces dernières années, l'histoire de la CGR, semble pourtant survenir un peu tard.

En 1983, lorsque le gouvernement français fut sur le point de donner son aval à un accord entre la CGR et le groupe américain Technicare, un groupe de médecins français avait aussitôt fait connaître son opposition absolue à une telle association. Ces spécialistes de radiologie et de biophysique exprimaient alors en particulier leur crainte et leur émotion de voir passer la CGR « sous le contrôle de puissances étrangères ». Ils estimaient notamment que la prise de contrôle de la CGR par une société américaine

ferait de la France « une puissance technologique de second rang dans le domaine de la santé, obligeant le médecin français à adapter avec les plus grandes difficultés des appareils conçus hors de France aux besoins spécifiques du médecin et du malade français ».

L'heure ne semble plus être à de telles prises de position. Certains spécialistes, comme le professeur Alain Laugier (hôpital Tenon, Paris) estiment même que la solution adoptée est au total « bénéfique ». « La radiologie diagnostique a subi une série de révolutions en quelques années et le marché ne peut exister qu'à l'échelon mondial. La nouvelle donnée qui résulte de l'accord Thomson-General Electric est, au total, une bonne chose, compte tenu notamment du récent accord passé entre Philips et Picker. La radiologie française ne peut échapper aux lois du marché ».

D'autres spécialistes de radiologie soulignent à l'inverse les aspects éminemment négatifs selon eux d'un tel accord concernant notamment les techniques d'avenir de la radiologie diagnostique que sont la radiologie numérisée et la résonance magnétique nucléaire. « Nous savons que ça finirait comme cela. L'association avec General Electric ne pourra conduire, à terme, qu'à la disparition de l'imagerie médicale de pointe française », estime le professeur Maurice Laval-Jeamet (hôpital Saint-Louis, Paris). C'est d'autant plus triste que l'association avec General Electric ne pourra conduire, à terme, qu'à la disparition de l'imagerie médicale de pointe française, estime le professeur Maurice Laval-Jeamet (hôpital Saint-Louis, Paris). C'est d'autant plus triste que l'association avec General Electric ne pourra conduire, à terme, qu'à la disparition de l'imagerie médicale de pointe française, estime le professeur Maurice Laval-Jeamet (hôpital Saint-Louis, Paris).

LOGEMENT

Hausse annuelle des loyers : 3,39 %

Les loyers des contrats en cours, indexés sur l'indice du coût de la construction, augmenteront de 3,39 % en 1987, lors de leur révision annuelle. L'indice, établi par l'INSEE et publié au Journal Officiel du 23 juillet 1987, s'établit à 884 au premier trimestre 1987 contre 855 au premier trimestre 1986, soit, effectivement, une augmentation de 3,39 %.

Par ailleurs, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, a mis en place un observatoire des loyers sur l'édition parisienne, dont l'objectif est de disposer de 40 000 prix de référence.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIGESTION S.A.

Total du bilan au 30 juin 1987 : FS 233 millions

Fonds propres : FS 137 millions

Bénéfice net d'exploitation avant impôts : en progression de 48 % pour les 6 premiers mois de 1987

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Unigestion S.A. s'est tenue le 9 juillet 1987 à Genève.

A cette occasion, le président, Bernard Sabrier, a donné les informations suivantes :

- « Le total du bilan de notre groupe s'inscrit à FS 233 millions contre FS 125 millions au 30 juin 1986. »
- « L'essor de nos affaires a entraîné un accroissement global des volumes amenant une progression de nos produits bruts de 38 % par rapport aux six premiers mois de 1986. »
- « Avec des fonds propres moyennement doublés par rapport à la même période de 1986, nos produits de trésorerie et notre marge d'intérêts sont en augmentation de 101 %. »
- « L'ensemble des commissions Bourse (actions/obligations/métaux précieux et options) a progressé de 70 %. Nos commissions sur devises sont en hausse de 20 %. »
- « Le reste des produits n'a pas subi de changement significatif, si ce n'est la légère contraction des volumes dans le secteur des nouvelles émissions. »
- « Le total des actifs de notre clientèle déposés chez nous a augmenté de façon sensible. »
- « En contrepartie, notre masse salariale s'est accrue de 29 % et le total de nos charges de 15 %. »
- « Au 30 juin 1987, le bénéfice net d'exploitation de notre groupe (avant impôts) s'inscrit à plus de FS 10 millions, en hausse de 48 %. »
- « Afin de renforcer le conseil d'administration, se suit à la démission de M. Ahmed Vahabzadeh, ont été élus en qualité d'administrateurs : M. Bernhard Muller, de Berne, à Bolligen, ancien directeur du secrétariat de la Commission fédérale des banques à Berne. M. Daniel Olschanski, de France, à Genève, directeur d'Unigestion S.A. »

RECTIFICATIF

FRUIT-COURT SICAV du Groupe des Banques Populaires

Ces apports nouveaux, ainsi que la progression de la valeur liquidative à un rythme annuel de 7,77 %, ont amené l'actif net de votre société à 5.343 millions de francs lors de la dernière valeur liquidative, au 3 juillet 1987.

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

La préparation du budget 1988

Les entreprises bénéficieront de nouvelles réductions d'impôts d'au moins 16,5 milliards de francs

En présentant un budget de 25,7 milliards de francs pour 1988, en baisse de 10 % pour la deuxième année consécutive (le Monde du 22 juillet), M. Alain Madelin s'est félicité de ce que la diminution des interventions de son ministère correspond à une augmentation des allègements fiscaux en faveur des entreprises. Par rapport à 1986, le cumul des mesures prises en 1987 et déjà décidées pour 1988 représente en effet 29,83 milliards de francs d'allègements d'impôts que le ministère de l'Industrie affecte pour 10,46 milliards aux entreprises

industrielles dont 4,76 pour les PMI (voir tableau ci-dessous).

Les entreprises sont donc pour l'heure les principales bénéficiaires des quelque 50 milliards de francs d'allègements d'impôts décidés pour 1987 et 1988. Les ménages ne s'en sont vu attribuer qu'une vingtaine (16 au titre de 1987, 3,8 au titre de 1988). Mais la « rallonge » d'une dizaine de milliards d'allègements annoncée récemment (le Monde du 18 juillet) pourrait leur être quasi intégralement destinée.

JEAN-YVES NAU.

Les allègements fiscaux pour les sociétés (en milliards de francs courants)

	1987			1988		
	entreprises	autres	PMI	entreprises	autres	PMI
Taxe professionnelle	5	2,40	0,75	2	0,96	0,30
Impôt sur les sociétés	3,80	1,35	0,62	6	2,13	0,98
Taxe sur les frais généraux	1,10	0,40	0,16	0,40	0,15	0,06
TVA - Télécommunications	1,10	0,33	0,13	5,80	1,71	0,70
TIPP	1,20	0,83	0,26	ND*	ND*	ND*
Congés payés	1	0,32	0,13	0	0	0
Innovation-recherche	0	0	0	0,50	0,50	0,50
Retenue à la source	0	0	0	0,98	0,10	0,01
Réglementation outre-mer	0	0	0	0,45	0,13	0,01
Divers (centres de gestion implantations à l'étranger)	0	-0,95	0,15	0,50	0,10	0
TOTAL	13,20	4,68	2,20	16,63	5,78	2,56

* ND : non encore déterminé. (Source : ministère de l'Industrie).



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

L'assemblée générale des actionnaires du 15 juillet 1987 a constaté que la privatisation de la société est juridiquement réalisée.

Il a été reconnu un droit de vote double aux actions détenues sous la forme nominative par un même actionnaire pendant au moins deux ans.

Afin de simplifier le fonctionnement du double marché des actions et des demi-actions, l'assemblée générale a décidé le rattachement des demi-actions en actions entières dans les meilleurs délais.

L'assemblée générale a désigné les membres de son nouveau conseil d'administration :

M. Yves Burrus ;
M. François Ceyrac ;
M. Jean-Claude Jolani ;
M. François Journel ;
M. Jean Monnet ;
M. Dominique Nouvellet ;
M. Jean-Claude Poujol.

En ce qui concerne la composition du conseil, il a été précisé que celle-ci avait été volontairement restreinte à un nombre limité de personnalités appartenant au groupe majoritaire. L'ouverture du conseil à des représentants des petits porteurs et du personnel actionnaire sera étudiée au cours des prochains mois. En effet, pour l'instant, la grande dispersion des actions ne permet pas d'avoir une connaissance suffisante de la physionomie de cet actionnariat.

On peut noter d'autre part que d'ores et déjà la société UNIBIP, présidée par M. Journel, compte parmi ses administrateurs l'Association du personnel de la BIMP.

Le conseil d'administration, réuni le même jour, a nommé M. Jean-Claude Poujol président de la BIMP. M. Poujol a exercé durant trente années des fonctions importantes au sein du Groupe des Banques populaires (notamment en tant que directeur général de la CCBP), avant de devenir président de la banque AUDI (France) en 1986.

Le conseil a ensuite confirmé M. Charles Froissart dans ses fonctions de directeur général.

M. Poujol a présenté au conseil une politique active de développement de la banque, tendant à :

- préserver l'autonomie et la spécificité de la BIMP ;
- développer l'ensemble des activités de la BIMP - particulièrement dans les domaines financiers ;
- doter à la BIMP une plus grande ouverture internationale.

Marchés financiers

PARIS, 23 juillet ↑

Reprise

Pour la première fois depuis le 16 juillet dernier, la Bourse de Paris a jeudi esquisé un sourire. Traduction : une reprise s'est dessinée. Dans le matin, le marché avait 488 manifestés de bonnes dispositions (+ 0,88 %). Il a poursuivi ensuite, tant et si bien qu'il a la clôture de la séance officielle, l'indice boursier instantané enregistrait une hausse de 1,22 %.

Toutes les belles valeurs ne sont pas remontées. Mais une sélection d'entre elles a fait une bonne prestation. C'est en tête, dans la mesure où Thomson rejette le peloton de tête des fabricants d'électronique grand public en rachetant la division « ad hoc » de General Electric (voir d'autre part). Peugeot ainsi que Schneider, Hochtief, Dumez, Prioux, Midland et quelques autres ont fait également un bon parcours. La Bourse aurait-elle eu à cœur de finir le mois, son mois, en beauté ?

Mardi, on avait précisé que la Caisse des dépôts serait intervenue pour stopper la baisse. Cette version est contestée par les professionnels, qui affirment en avoir eu l'ordre de rachat un peu de papier une fois les positions, souvent assez lourdes, allégées. En ce cas, par exemple, il est possible. Un agent de change venu sur l'esplanade de la place de la Bourse corbelle était formel : le phénomène est technique. Bref, la liquidation de juillet, qui avait lieu ce jour, a été de bonne facture (+ 4,35 %).

Si, sur le parquet, l'atmosphère était à la détente, il n'en était pas de même au premier étage, sur le marché obligataire et sur le MATIF. D'après « radio-pilier », deux changes, qui avaient trop chuté du MATIF et pris un sérieux bouillon, ne seraient-ils pas l'ordre de trouver très vite un repère pour éviter la spirale. Les cotations de Chiers-Châtillon et de Sautou ont été suspendues. Les deux sociétés vont fusionner (11 Sautes pour 10 Chiers).

NEW-YORK, 23 juillet ↑

Reprise des Blue Chips

La tendance est restée assez irrégulière jusqu'à Wall Street. En repli le matin, le marché a néanmoins refait ensuite une partie du terrain perdu. Mais ce sont surtout les Blue Chips qui ont assuré l'attention des investisseurs. De telle sorte que l'indice des industriels, un instant retombé à 2.447,07, puis remonté à 2.492,67, s'est finalement établi à 2.471,94 (+ 1,76 points). Le bilan de la séance est, lui, resté négatif. Sur 1.802 valeurs notées, 921 ont baissé, 618 seulement ont monté et 417 n'ont pas varié.

De lavis général, la Bourse new-yorkaise considère ses positions, les investisseurs continuent, par exemple, à larguer du côté du pétrole. Selon un spécialiste, le marché arrive cependant dans une zone dangereuse, avec la réduction des facteurs de croissance et les coûts en comptant. De plus en plus, les investisseurs se tournent vers le monde coté à terme et de ce côté on voit dans les comptes (moins cher). « Les dégâts », assure-t-on, peuvent être importants si les ordinateurs commencent à lâcher des programmes de ventes. D'autre part, la baisse du marché de Tokyo inquiète aussi, car elle réduit la capacité d'investissement des Japonais à l'étranger et à New-York en particulier. L'activité a chuté, et 155,67 millions de dollars ont été vendus, contre 174,65 millions la veille.

VALEURS	Cours du 22 juillet	Cours du 23 juillet
Alcoa	57	62 3/4
Amstar	53 3/4	58
AT&T	20 3/4	20 5/8
Boeing	47 1/2	47 3/4
Chemical Bank	41 3/4	41 5/8
De Pout de Houten	123 1/2	124 3/4
General Electric	82	85
IBM	22 3/4	23
Ford	62 3/4	63 3/4
General Motors	58	58 3/4
General Motors	58 1/2	58 3/4
Goodyear	65 1/2	65 3/4
IBM	61 3/4	62 1/8
ITT	62 1/2	62 1/4
Medco	12 1/2	12 1/4
Philips	71 3/4	71 3/4
Schneider	48 1/2	48 3/4
Union	48	48 1/2
Union Carbide	28 3/4	27 1/2
U.S. Steel	32 1/2	32 1/4
Westinghouse	84 3/4	85 1/4
World Corp.	72	73 3/4

CHANGES

Dollar : 6,17 F ↓

A la veille de week-end, le dollar a nettement faibli par rapport au yen, qui s'est renforcé à la suite d'achats massifs. Ces affirmations ont été confirmées, le billet vert reculant un peu vis-à-vis des autres devises.

FRANCFORT 23 juillet 24 juillet

Dollar (en DM) .. 1,875 1,898

TOKYO 23 juillet 24 juillet

Dollar (en yen) .. 152,30 150

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (24 juillet) .. 71/2

New-York (23 juillet) .. 65/8

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 à 31 déc. 1986)

22 juillet 23 juillet

Valeur boursière .. 384,3 382,1

Valeur étrangère .. 126 126,3

Cotations de change (base 100 à 31 déc. 1986)

Indice général .. 484,5 485,6

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

22 juillet 23 juillet

Industrielles .. 2.478,18 2.471,94

LONDRES

(indice Financial Times)

22 juillet 23 juillet

Industrielles .. 1.832,4 1.836,1

Ministère d'Or .. 446,3 447,5

Fonds d'Etat .. 85,4 85,37

TOKYO

22 juillet 23 juillet

Nikkei Dow Jones .. 23.435,32 23.424,34

Indice général .. 1.918,59 1.919,35

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 juillet

Nombre de contrats : 37 715

COURS

Dernier .. 102,50 102,30 102,20 102,05

Précédent .. 102,60 102,45 102,30

LA VIE DE LA COTE

BAISSE DE 13 % - DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE NESTLÉ

Nestlé a annoncé la baisse de 13 % au premier semestre, à 17 milliards de francs suisses (68 milliards de francs français environ). Le groupe s'attend cependant à égaliser les résultats de 1986, notamment le bénéfice net qui s'était élevé à 1,7 milliard de francs suisses. La dépréciation du dollar et la baisse des prix du café vert sont à l'origine du recul semestriel du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

trier du chiffre d'affaires de Nestlé.

PROUVOST VEUT DOUBLER SON RESULTAT NET EN TROIS ANS

PDG de Prouvost, M. Deroy, vient d'annoncer que son groupe visait, dans les trois ans à venir, un doublement de son résultat net, qui s'est établi, en 1986, à 115,8 millions de francs. En 1986, le groupe textile a réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de francs.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

23 JUILLET

Cours relevés
à 17 h 36

[illegible]

Comptant (selection)

[illegible]

Étrangères

[illegible]**SICAV** (Société d'Investissement en Capital Variable)[illegible]

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.P.S.A.	1074	1074	Deville	950	950	Mater Services	222	221
Alcan Aluminium	547	547	Dumont-Oil Belgium	900	900	M.I.M.B.	880	885
Alpeval	478	538	Eden's oil collect.	900	900	Molten	211	211
Alstom	370	370	Elf S.A. (France)	611	625	Namur	747	740
B.I.C.M.	370	370	Elfyns Investment	39 90	39 90	Orest-Lignite	424	420
B.I.P.	685	680	Expaned	805	820	On. Chem. Fines	470	485
Bellat Technologies	1180	1170	Filipicchi	685	675	Path Beam	228	224
Bellat	1180	1170	Ges. Ind. Chim.	685	1020	Petitjean	520	540
Belin	1280	1270	Guy Degrip	920	936	Reinhold	330	331
Calbasse	945	935	L.C.C.	258	252	Riesinger	1486	1505
Cantel	2300	2300	DNA	248	248	St-Roch's Exchange	1383	1477
C.D.M.E.	1000	1000	IG.F.	225	225	St-Henri's Mortgage	212	212
C. Esca. Bel.	320	320	W. Information	300	300	S.C.E.P.M.	250	250
C.E.G.I.D.	1428	1415	Int. Mobil. Serv. (MBS)	220	220	Soc. Minet	400	740
C.E.G.E.P.	225	225	La Compagnie Electr.	685	683	S.E.P.	1380	1400
C.E.P.-Communication	1480	1500	Les Indes de la Mer	400	410	S.E.P.R.	1800	1800
C.F. de la Région	400	400	Leve d'Investissement	255	10	S.M.T. (Snopl)	380	388
Compagny of Oxyg.	600	618	Luxemb.	370	375	S.M.T. (Snopl)	380	388
C.N.I.M.	411	423 50	Mentana	458	481	Solimar	1431	1392
Comp. B.T.A.	300	300	Météo Investiss.	385	357	Solimar	1020	1070
Comp. B.T.A.	300	300	Météo Investiss.	385	357	Solimar	1020	1070
Daguer	2025	2105	Min. Mobil.	170	170	Supra	380	380
			Min. Mobil. Invest.	480	481			

Hors-cote

Amep	540	
Calédonie	328	351
C.E.M.	100	100
Cochery	105	100
C. Ouel. Fougère	180	180
Copexer	450	400
Débris Int. (Cham.)	1010	1010
Sichet	150	150
Hydro-Energie	325	100
Incogest	250	
Mestre Verl. (Mestre.)		1000
Parasol	1025	
Poncelle	3400	
Ribbles	385	
Romero M.V.	151 50	162
Sopelam	05 70	0
S.P.A.	1000	
Union	330	
Union Industrielle	132	

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET	
	26/11	23/7	Achat	Vente
Etats-Unis (\$ 1)	6 911	6 182	5 950	6 411
Canada (Cdn \$)	623	6 912		64
Allemagne (100 DM)	332 860	330 770	524	561
France (100 F)	18 048	16 063	15 900	18 000
Belgique (100 B)	266 300	266 100	257	261
Italie (100 L)	87 120	87 730	84	81
Grande-Bretagne (£)	91 910	91 110	87	84
Hollande (100 G)	9 184	9 086	9 000	10 300
Suisse (100 S)	4 428	4 410	4 400	4 400
Italie (1 000 lire)	400 800	4 000	4 350	4 050
Espagne (100 P)	4 612 200	4 011 300	388 500	408 450
Portugal (100 esc)	100 000	100 000	100 000	100 000
Autriche (100 sch)	47 830	47 300	46 300	48 700
Autriche (100 sch)	47 830	47 300	46 300	48 700
Portugal (100 esc)	100 000	100 000	100 000	100 000
Portugal (100 esc)	100 000	100 000	100 000	100 000
Japan (100 yen)	4 082	4 086	4 500	4 12

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 23/7
Or fin (balon au barrel)	98900	98950
Or fin (en lingots)	98900	98950
Pièce française (20 fr.)	821	826
Pièce française (10 fr.)	390	390
Pièce suisse (20 fr.)	821	816
Pièce suisse (10 fr.)	391	391
Suovetenn	657	657
Pièce de 20 dollars	1000	1000
Pièce de 10 dollars	500	500
Pièce de 5 dollars	250	250
Pièce de 20 pesos	2395	2395
Pièce de 10 pesos	543	541
Or Londres	455 45	454
Pièce de 100 francs	455 45	454
Or Zurich	455 45	455 66
Argent Londres	73 85

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
35.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 « Irangate » : M. Shultz a durement mis en cause l'amiral Poindexter et William Casey. 4 Afrique : Amnesty International dénonce les tortures au Kenya. 5 La crise franco-iranienne et la situation au Proche-Orient.	6 M. Léotard accroît l'embaras de la majorité face au Front national. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	7 Education : retour en force des bacheliers scientifiques. — La protection de l'île de Ré. 8 M. Jean-Paul Mazurier radié du barreau de Paris. 10 Sports : le Tour de France cycliste.	15 Le 41 ^e Festival d'Avignon. 16 Antibes-Juan-les-Pins, en attendant Sonny Rollins. — L'été africain au Théâtre Tristan-Bernard. 16 Communication : grève à FR3-Corse le 29 juillet.	20 Le rapport d'équipe du groupe de déontologie boursière. — Les comptes de la Sécurité sociale. 21 Entretien avec le président de la Banque mondiale. 22-23 Marchés financiers.	Radio-télévision 18 Annonces classées 19 Météorologie 19 Cartes 8 Philatélie 19 Jeux 14 Loto 19 Abonnements 8	● Tour de France à la voile : de Lorient à Vannes. ETE ● La crise entre Paris et Téhéran. EXC ● Bande FM : toutes les blues. RAD Actualité. Sports. International. Culture. Bourse. FNAM. 3615 Tapez LEMONDE

La préparation du budget de 1988

● Audiovisuel : un bouclage difficile

Services administratifs et cabinets ministériels ont achevé la préparation du budget 1988 de l'audiovisuel dans la plus grande discrétion. L'exercice, il est vrai, se révèle particulièrement périlleux car le gouvernement doit satisfaire des exigences contradictoires.

Le secteur public, inquiet de la concurrence renforcée du privé, demande une augmentation substantielle de ses moyens. Antenne 2 réclame ainsi une hausse de 12 % de son budget, tandis que FR 3 « espère, selon son directeur général M. Jacques Goujat, 5 % à 6 % de plus pour le sien ». Raisonnablement, ces revendications sont en tout cas difficiles à satisfaire en période de désinflation et de restrictions budgétaires.

Car, côté ressources, les choses ne sont pas aussi simples. Le gouvernement a déjà fait le choix de ne pas augmenter la redevance. « Une nouvelle mais symbolique diminution de la redevance n'est pas totalement à exclure », confie un conseiller de M. Léotard au ministre de la culture et de la communication. Ce blocage ou cette réduction s'expliquent certes par le contexte électoral, mais aussi, et surtout, parce qu'au-delà de l'optimisme affiché par les autorités de tutelle il semble bien que la redevance rentre mal. « Si la détection des fraudeurs est meilleure, reconnaît en privé un responsable, le recouvrement de la taxe tend à nouveau à se détériorer. Cette année, plus que d'autres, des chèques arrivent au service de la redevance avec un règlement amputé du tiers. » La

Des palliatifs insuffisants

Pour sortir de l'impasse, il ne reste donc au gouvernement qu'à trouver des « recettes marginales », des expédients ou des solutions transitoires. C'est ainsi que la « rebudgétisation » de Radio France internationale (RFI) figure à l'ordre du jour. Pendant des années, en effet, cette radio destinée aux Français de l'étranger a été égarée au budget du ministère des affaires étrangères, avant d'être progressivement mise à la charge des téléspéctateurs français, via la redevance. Le Quai d'Orsay devrait reprendre à sa charge tout le développement de la station.

Les 10 % du produit de la vente de TF 1 (450 millions de francs)

que M. Léotard avait promis d'affecter à la « création » devraient également être mis à contribution pour donner un coup de fouet au service public. Antenne 2 et FR 3 pourraient en recevoir directement une partie, tout comme la Société française de production (SFP), de solidarité avec la production audiovisuelle privée. Ces palliatifs ne devraient toutefois pas être suffisants. Le gouvernement souhaite les compléter, notamment par une réorientation des dépenses des chaînes, en abaissant les frais de structure au profit de l'antenne et des programmes. FR 3 se trouve ici en première ligne. Jusqu'à mettre en place un plan social et un plan de restructuration de certains centres de production en région ? Le risque d'un conflit ouvert avec les syndicats serait grand avant les élections, mais « il faudra bien un jour prendre le taureau par les cornes », dit-on rue de Valois.

De ces arbitrages budgétaires pourrait naître un autre conflit. Avec les producteurs de cinéma et les chaînes privées, cette fois. Le gouvernement voudrait en effet réduire de 90 millions de francs à 10 millions, l'an prochain, sa contribution directe au Fonds de soutien à l'industrie cinématographique. Une mesure qui risque d'être mal accueillie par une profession qui s'estime, déjà sinistrée par la baisse de la fréquentation des salles obscures.

PIERRE-ANGEL GAY.

● Défense : plus de 177 milliards de francs

Le projet de budget de la défense pour 1988 devrait s'élever, au terme des discussions avec le ministère de l'économie et des finances, à environ 177,3 milliards de francs, en augmentation de 5 % par rapport aux dépenses des armées en 1987. Ce projet, dont le détail ne sera révélé qu'en septembre prochain, avant la présentation du projet de budget général de l'Etat au Parlement, traduit un strict respect de la loi de programmation militaire 1987-1991 en ce qui concerne les dépenses d'équipement nucléaire, spatial et classique, mais il marque une baisse du pouvoir d'achat des armées pour leurs dépenses de fonctionnement.

Ainsi, en 1988, les dépenses d'équipement (recherche, fabrication de matériels et infrastructure) devraient être de 93,4 milliards de francs en crédits de paiement, en hausse de près de 9 % par rapport à 1987. Compte tenu de ce qui prévoit le gouvernement à propos de l'inflation en 1988, les armées disposeront donc d'un budget d'équipement de + 6 % en volume.

Ce budget d'équipement pour 1988 comprend des crédits, d'un montant de 2,4 milliards de francs, qui proviendront des cessions d'actifs décidées, éventuellement, par le ministre de la défense, M. André Giraud. On sait, en effet, que la loi permet désormais au ministre de la défense de se voir affecter le montant des ventes qu'il pourrait réaliser lorsqu'il cède des immeubles et des terrains ou lorsqu'il se dessaisit des actions qu'il détenait dans des sociétés en voie de privatisation.

Les dépenses de fonctionnement en 1988 devraient, en revanche, marquer le pas, avec un montant de 83,9 milliards de francs. Par rapport à 1987, l'augmentation est limitée à 0,8 %. M. Giraud a dit, en effet, participer à l'effort d'économie décidé par le premier ministre pour les dépenses de l'Etat. Cette baisse du pouvoir d'achat des armées sera

conduit, explique-t-on dans l'entourage du ministre de la défense, de façon à ne pas restreindre les dépenses d'instruction et d'entraînement dans les unités.

Des unités-pilotes, dans les trois armées, seront distinguées pour mener, grâce à une comptabilité analytique de leurs dépenses quotidiennes, des opérations de gestion individualisées, en laissant aux responsables, sur le terrain, la liberté de choix d'engager ou non les crédits prévus. Ce sera la première opération, en vraie grandeur, de déconcentration budgétaire dans l'armée.

D'autre part, des économies seront réalisées par une baisse des effectifs. Mais cette diminution sera différenciée, c'est-à-dire que, selon les armées, on constatera des déficiences ou des augmentations d'effectifs en fonction des missions. D'une manière générale, en 1988, le ministre de la défense a prévu de supprimer environ 3 500 postes d'emplois civils et environ 1 780 postes de militaires d'active. Seule la gendarmerie nationale devrait échapper à la règle. Elle sera autorisée à recruter 300 gendarmes de carrière et elle incorporera, comme les années précédentes, environ 500 gendarmes auxiliaires supplémentaires (du contingent).

ESPAGNE

Le commando Donosti de l'ETA militaire a été démantelé

MADRID de notre correspondant

Les autorités espagnoles ont remporté un beau succès antiterroriste jeudi 23 juillet avec le démantèlement du commando de l'ETA « Donosti », le nom basque de la ville de Saint-Sébastien. Au cours de l'opération, un activiste a été tué et neuf autres personnes ont été arrêtées par la garde civile. Ce coup de filet survient à un bon moment pour le gouvernement, en particulier pour le ministre de l'Intérieur José Barriomero, après l'attentat du 19 juin dernier contre un supermarché de Barcelone, dans lequel vingt personnes avaient trouvé la mort.

Jordi Matia, à l'aube, la garde civile se présente à la porte d'un appartement de la localité portuaire de San Sebastián. Les forces de l'ordre sont reçues à coup de feu. Dans la fusillade, une femme, Lucia Urigoitia Ajuria, est tuée. A l'intérieur de l'appartement, les gardes civils trouvent deux autres séparatistes, Manuel Munoz Garcia et Alicia Pereira Munoz.

Au total neuf personnes sont tombées dans les mailles du filet antiterroriste.

(Interim.)

Attentat à Hendaye

Un réfugié basque est tué par l'explosion de sa voiture

Un réfugié basque espagnol, proche des milieux de l'ETA-militaire, M. Juan Carlos Garcia Gomeada, vingt-huit ans, a été mortellement blessé pendant la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 juillet par l'explosion de sa voiture, à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). L'attentat a été revendiqué par le GAL auprès d'une chaîne de radio espagnole à San Sebastián.

L'explosion s'est produite à 5 h 25 lorsque la victime a voulu quitter le parking de la résidence « Aizabal » : une charge explosive de forte puissance reliée à une roue a sauté quand le véhicule a démarré.

La victime travaillait sur la zone frontalière de la gare internationale de Hendaye pour la société Transfesa, chargée du changement des essieux lors du passage à la frontière.

A B C D F G H

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 juillet

Nouvelle hausse

Une nouvelle hausse s'est produite vendredi matin à la Bourse de Paris. Le mouvement est allé de nouveau en s'accroissant. En progrès de 1 % à l'ouverture de la session matinale, l'indice parvenait en clôture à porter son avance à 1,5 %. Le nouveau mois boursier commence donc bien. Luchaire et Mouton ont joué les vedettes en montant de plus de 7 %. Fermé de Merlin, Casino, Bouygues et Darty. Repli, en revanche, de Maisons Phénix (- 7,2 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	465	467	472
Agencia Nova	530	533	534
Alcatel	670	671	680
Alcatel CIT	650	650	650
Bouygues	2780	2780	2750
Bouygues	1185	1178	1205
B.S.M.	4845	4885	4885
Carrefour	1227	1230	1285
Chargers S.A.	537	538	540
Citigroup	482	485	490
Elf-Aquitaine	3680	3680	3685
Elf-Aquitaine	3680	3680	3685
Elf-Capitaine	1400	1400	1400
Elf-Est	3218	3251	3258
Elf-Lyon	2805	2816	2835
Elf-Midi	998	1002	1017
Elf-Nord	981	986	988
Elf-Paris	715	720	721
Elf-Rhône	817	818	820
Elf-Sud	2035	2050	2050
Elf-Val	588	588	595

Le numéro de « Monde » daté 24 juillet 1987 a été tiré à 461 142 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

TRECA
la literie des connaisseurs
matelas, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)

CAPÉLOU
37, Avenue de la République
75011 PARIS. Tél. 43.57.46.35
Métro: PARMENTIER

Radios culturelles : Radio Courtoisie, OUI FM (plus SORIF) (A), Radio Nova - Arc-en-Ciel (A), Classica Latina - Solidarnosc.

Radios d'opinion : TSF 93, 92 Radio, Radio Soleil 94 (PC), Solidarité (« expression libérale »), Libertaire, 988.

Radios de service local ou régional : Radio Service tour Eiffel, CYS (Versailles), Radio Service Rueil-Malmaison, Radio Rivage 90.10, AJDL.

* La lettre A entre parenthèses indique les radios autorisées à émettre sur 40 kW.

Sur l'aéroport de Genève

Un mort de nationalité française dans le détournement du DC-10

Un pirate de l'air a été tué, vendredi matin 24 juillet, sur l'aéroport de Genève un DC-10 d'Air Afrique avec cent quarante-sept passagers et quinze membres d'équipage à bord, affirme vouloir se rendre à Dharan, en Arabie saoudite, ou à Beyrouth, ont indiqué les autorités de l'aéroport.

Le commandant de la sécurité de l'aéroport a pu parler au pirate à bord de l'appareil avant que l'hélicoptère de coupe ne soit retiré. Le pirate, a-t-il indiqué, est un jeune homme d'une trentaine d'années, de type méditerranéen, il porte une moustache. Le commandant n'a pas pu déterminer sa nationalité, mais on apprend par la suite de bonne source, qu'il s'agissait d'un chite libanais parlant français avec un fort accent.

Le pirate, armé d'un pistolet, a réclamé le plein de carburant après quelques heures de négociation avec le chef de l'escadron du canton de Genève, M. Robert Duret. Il a menacé de tirer et un passager de nationalité française a été tué.

Cent quarante-sept passagers, dont deux enfants, et quinze membres d'équipage sont à bord de l'appareil qui assurait la liaison Brazzaville-Bangui-Rome-Paris et qui s'est posé à Genève à 06 h 10 GMT. Le vol 056 d'Air Afrique aurait dû se poser dans la matinée à l'aéroport de Paris-Montparnasse.

Les autorités du canton de Genève ont établi une cellule de crise, dirigée par M. Duret. La tour de contrôle maintient le contact radio avec le commandant de bord de l'appareil. Un cordon de sécurité a été mis en place autour du DC-10 immobilisé sur l'emplacement n° 18 des gros porteurs de l'aéroport de Genève-Cointrin, mais le trafic continue normalement. Selon les autorités, le pirate de l'air n'a formulé aucune revendication d'ordre politique.

Un vingtaine de passagers ayant la nationalité française, le Quai d'Orsay a également constitué dès vendredi matin une cellule de crise que les familles des passagers peuvent joindre au numéro suivant : 45-50-34-60. On ne cache pas une certaine inquiétude dans les milieux officiels français, en raison de la crise franco-iranienne. On a tendance en particulier à voir plus qu'une coïncidence dans le fait que l'appareil détourné parait de Brazzaville, où se trouve en ce moment M. Chirac, et à atterrir à Genève, où est arrivé ce vendredi M. Velayat, le ministre iranien des affaires étrangères.

A Abidjan, au siège de la société, les responsables d'Air Afrique ont été immédiatement convoqués. M. Bakhteh Fall, directeur des relations extérieures, a indiqué que la direction de la compagnie était en contact permanent à Genève avec son représentant, M. Sami, et son chef d'escadre, M. Ruffin, de nationalité suisse.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

Exemple représentatif - bureau - magasin.
25 années d'expérience.
R. M. Lavy, Libraire - 208, av. de la République, 75014 Paris, M. Adèle

En Une Demi Heure Chez Vous
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par « LAYRAC à domicile »
en téléphonant à 46.34.21.40
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.31.34.34)
Prix nets • Livraison gratuite

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, L.M.